

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Environnementalismes pluriels dans le contexte de lutte contre le changement climatique

Regards d'une ONG environnementale et
des femmes *indígenas* face à un projet
REDD+ en Colombie

Auteure : Niane Naicy
Promotrice : Piccoli Emmanuelle
Copromoteur : Simon Lionel
Lectrice : Ansoms An
Année académique 2022-23
Master en Sciences de la population et du développement

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

(Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses – Conseil académique du 9 février 1998)

Fait le 29 janvier 2023

Par Naicy Niane



Remerciements

Je tiens, tout d'abord, à remercier chaleureusement plusieurs personnes qui ont accompagné ou orienté la réalisation de ce mémoire :

Ma promotrice, Emmauelle Piccoli, ainsi que mon co-promoteur, Lionel Simon, qui m'ont guidé et apporté des remarques pertinentes le long de la réalisation de ce mémoire ;

Deux professeurs de l'Université de Los Andes, Lina Álvarez Villarreal et Daniel Guillermo Aguirre Lisch, qui m'ont fait découvrir avec passion, lors de mon échange en 2019, d'autres approches des sciences sociales à partir des pensées écoféministes, décoloniales ainsi que des communautés *indígenas* et *afrodescendientes* de Colombie ;

L'ONG Censat Agua Viva, qui m'a ouvert ses portes le temps d'un stage en 2022 à Bogotá, et où j'ai pu connaître de plus près leurs dynamiques et thématiques de travail, ainsi que certaines communautés locales avec lesquelles ils collaborent ;

Les femmes *inga* et *kamsa* du *Valle de Sibundoy* qui m'ont généreusement partagé une partie de leurs expériences, savoirs et ressentis, mais aussi quelques autres personnes rencontrées dans ce merveilleux lieu avec qui j'ai pu échangé ;

Ma maman Wendy pour sa relecture attentive et le partage de quelques sages et sensibles réflexions ;

Et mon ami Lander pour son écoute patiente et son inconditionnel soutien, y compris dans les périodes plus difficiles ou incertaines,.

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1. Cadre théorique.....	3
1.2. Réflexions terminologiques	10
Chapitre 2. Problématique et question de recherche	14
2.2. Justification de la problématique de recherche	14
Chapitre 3. Méthodologie et contexte de recherche	15
3.1. Méthodologie, échantillon, méthodes de collecte et analyse des données	15
3.1.1. Justification du choix de l'échantillon.....	16
3.1.2. Contexte du déroulement des entretiens.....	17
3.1.3. Analyse des données	17
3.2. Réflexion sur les défis éthiques de ma recherche de terrain	18
3.2.1. Positionnalité du chercheur	19
3.2.2. Légitimité du chercheur	19
3.2.3. Validité des résultats et transparence du chercheur	20
3.2.4. Attentes des participants et redevabilité	24
Chapitre 4. Généralités sur l'économie verte et REDD+	25
Chapitre 5. Cas d'étude - Description des terrains	28
5.1. L'ONG Censat Agua Viva	28
5.1.1. Aperçu général sur les origines, objectifs et stratégies de travail	28
5.1.2. Organisation interne	28
5.1.3. <i>Área Selvas y Biodiversidad</i> et son travail sur l'économie verte.....	29
5.1.4. Alliances.....	29
5.1.5. Mon travail en tant que stagiaire au sein de l'organisation	30
5.2. Le <i>Valle de Sibundoy</i> : REDD+, les communautés <i>kamsa</i> et <i>inga</i> , et la relation avec Censat	30
5.2.1. Présentation générale du <i>Valle de Sibundoy</i> et des communautés <i>inga</i> et <i>kamsa</i>	31
5.2.2. Le projet REDD+ dans le <i>Valle de Sibundoy</i>	35
Chapitre 6. Cas d'étude - Discussion	36
6.1. Critiques de l'économie verte depuis Censat	38
6.1.1. Marchandisation du carbone	38
6.1.2. Approche réductionniste.....	38
6.1.3. Le profit avant l'écologie : un paradigme bien ancré dans les institutions.....	39
6.1.4. Irrégularités et illégalités dans l'application des projets	42
6.1.5. Interventions dans la gestion et la propriété des terres du Sud Global	43
6.1.6. Discrimination et plus grande résistance des femmes	45
6.1.7. Populations du Sud injustement responsabilisées et incohérence de l'agenda politique	46
6.1.8. Gouvernance environnementale globale néocoloniale sur le plan économique, politique et épistémologique	49
6.2. Travail et propositions de Censat.....	51
6.2.1. Une vision critique solitaire face à l'ambiguïté de l'économie verte	52
6.2.2. Transformations radicales	52
6.2.3. Pluralité des savoir-faire environnementaux	53
6.3. L'environnementalisme des femmes <i>indígenas</i> du Putumayo.	54
6.3.1. Défense ancestrale du territoire des populations <i>inga</i> et <i>kamsa</i>	55
6.3.2. Attachement territorial renforcé chez les femmes ?	59
6.3.3. Spiritualité (médicinale) dans l'environnementalisme <i>inga</i> et <i>kamsa</i>	63
Conclusion et Ouverture.....	66

<i>Bibliographie</i>.....	68
<i>Annexes</i>	84
1. Répartition des forêts dans le monde par zone climatique	84
2. Figure de protection environnementale.	84
3. Émissions globales nettes de gaz à effet de serre anthropogéniques, 1990-2019	85
4. Part de la couverture forestière des terres émergées	85
5. Flux de financement des activités REDD+ entre donateurs et bénéficiaires, 2009-2014, Colombie.....	86
6. Émissions de CO2 cumulées par région du monde	86
<i>Index</i>.....	87
Liste des acronymes	87

« Par pensée coloniale, il faut donc entendre l'ensemble des techniques et des sciences, des mythes, des savoirs et des connaissances qui, depuis le *XVe* siècle, ont rendu possible la destruction des conditions du renouvellement de la vie sur Terre »
(Mbembe, 2021)

Introduction

Dans ce mémoire, je m'intéresse, sur le plan sociopolitique, aux enjeux environnementaux, et plus spécifiquement climatiques. Je vais, en effet, analyser le cas d'une proposition d'un projet REDD+ dans le *Valle de Sibundoy*. Ce territoire se trouve au croisement des régions andines et amazoniennes de la Colombie. REDD+ correspond à un mécanisme financier international d'atténuation du changement climatique lié à la déforestation et dégradation des forêts. Il est financé par les acteurs du Nord Global, ou les pays industrialisés, à destination des pays du Sud Global. Le système de financement de ces projets passent par le marché de carbone dont l'unité de commerce est le bon ou le crédit de carbone.

Les questions climatiques sont majoritairement analysées sur le plan technique - financier ou scientifique - dans les mondes académiques, politiques et médiatiques. C'est pourquoi, je compte amener, à partir des sciences sociales, un regard plus minoritaire, de type anthropologique, voire philosophique, et géopolitique sur cette problématique. Ainsi, je tenterai de soulever la diversité des environmentalismes selon plusieurs acteurs impliqués dans les enjeux climatiques traités dans le cas d'étude. J'exposerai donc différentes manières de penser et valoriser le vivant qui déterminent des modes de vie et rapports au vivant particuliers. Pour ce faire, je me suis basée sur les points de vue d'une ONG environnementale colombienne, critique du paradigme de l'économie verte - guide des politiques et relations internationales actuelles - et dans laquelle s'insère les projets REDD+.

Je me suis ensuite intéressée aux perspectives des femmes de deux communautés *indígenas*, les *inga* et les *kamsa*, du *Valle de Sibundoy*. De fait, il m'a semblé pertinent de rendre compte des modes de pensée et des pratiques, plus marginales dans les sphères de pouvoir et savoir. Ceux-ci sont aussi intéressants pour penser les défis actuels multidimensionnels. Mon approche s'inscrit, ainsi, dans une logique décoloniale et

écoféministe de « dés-universalisation » ou « pluralisation » des savoirs, des façons d'habiter la terre, ainsi que dans un questionnement et une déconstruction des rapports de domination au sein de la gestion environnementale et climatique. De fait, j'ai aussi tenté de montrer certaines dynamiques de pouvoir et d'inégalités qui ressortent lorsqu'on analyse les questions climatiques, à travers ici les projets REDD+. Elles se donnent à voir, notamment, dans l'imposition d'un modèle sociétal, économique et politique dominant, dans la commercialisation de biens naturels communs - après accaparement et privatisation de ceux-ci - ou encore dans les responsabilités - de fait ou imposées - du changement climatique et des solutions à celui-ci.

En ce qui concerne le plan du mémoire, les parties s'agenceront de la façon suivante. Après la présente introduction, je commencerai, avec le premier chapitre, par poser le cadre théorique pour comprendre les idées, concepts et auteurs qui ont guidé l'élaboration et l'analyse de mes questions de recherches. Ces dernières seront plus précisément définies et justifiées dans le deuxième chapitre. Je développerai ensuite, dans le troisième chapitre, les points méthodologiques de ma recherche, en y incluant une réflexion sur le plan éthique. Avant de se plonger dans le terrain, je présenterai de façon générale l'économie verte et les projets REDD+ dans le quatrième chapitre. Le cinquième chapitre amènera une description de mes deux terrains, l'ONG Censat Agua Viva et les femmes du *Valle de Sibundoy*. Une fois les contextes de recherche décrits, j'amènerai les résultats issus du terrain dans le chapitre six dédié à la discussion. Celle-ci se fera en trois temps : le premier portera sur les critiques de l'économie verte à partir du point de vue de l'ONG Censat ; le deuxième donnera une meilleure idée du travail et des propositions alternatives de Censat ; et le troisième temps sera consacré aux pensées et pratiques environnementales des femmes *indígeas* du *Valle de Sibundoy*. Dans la dernière partie, je finirai par conclure et amener quelques éléments d'ouverture.

Chapitre 1. Cadre théorique

Je développerai dans cette partie les courants et les lectures qui m'ont menés aux questions de recherche. Un des points de départ de l'orientation prise dans ce mémoire réside dans le rapprochement, au cours d'un échange universitaire en Colombie, avec des courants de pensée critiques des constructions épistémologiques et ontologiques modernes¹. D'après plusieurs auteurs, ces dernières se sont construites dans un contexte spatiotemporel particulier, à savoir en Europe occidentale à la fin du 18^{ème} siècle, ce qui correspond au moment de développement d'une économie capitaliste globale et de l'industrialisation (Bonneuil et Fressoz, 2013 ; Bonneuil, 2017 ; Merchant, 2021)².

Ce nouveau modèle économique s'est accompagné de certaines conceptions de l'environnement, dans la façon de le voir, de le comprendre et de s'y relationner (Escobar, 2016) ; Moore (2022) parle du capitalisme comme un « *world-ecology* ». D'un point de vue technique, cette période correspond également à la révolution industrielle qui a entraîné une mécanisation et une augmentation de la production, en accord avec l'idée moderne de progrès (Quijano, 2020). Parallèlement, dans le contexte d'une révolution scientifique (16^{ème} et 17^{ème} siècle), on voit dans les courants de pensée dominants de cette époque - fondés sur la rationalité cartésienne duale - un renforcement de l'idée de supériorité et contrôle de l'humain sur lui-même et sur son environnement (Merchant, 2021 ; Moore, 2022). La combinaison de cette pensée à la fois rationnelle et mécanique va donner l'impression à l'homme de pouvoir être séparé et indépendant de son environnement naturel, à partir d'une relation d'exploitation et de contrôle (Merchant, 2021). Le modèle capitaliste et industriel de cette époque va entraîner de profondes transformations sociales, économiques, politiques et géologiques, d'où les appellations diverses, et plutôt polémiques, pour caractériser cette nouvelle ère, toujours en cours : on parle, par exemple, de « société thermo-industrielle » (Gras, 2015), de « capitalocène » (Moore, 2022), d'« anthropocène » (Brauch et Crutzen, 2016) ou de « plantacionocène » (Ferdinand, 2019).

¹ La modernité est définie par Falquet et Espínola (2019) « comme une caractéristique centrale du pouvoir capitaliste global » et de la colonialité.

² Certains auteurs (comme Dussel, Quijano, Mignolo et Castro-Gomez) situent le début de la modernité au moment de l'arrivée des européens sur le « nouveau continent » à la fin du 15^{ème} siècle, et non au 18^{ème} siècle, car c'est à ce moment qu'une nouvelle géopolitique s'institue avec pour centre référentiel l'Europe occidentale (Bourguignon et Colin, 2016), aussi appelée « l'Ancien Monde », en comparaison au « Nouveau Monde » en Amérique.

De plus, cette « qualité rationnelle » vue comme une caractéristique humaine unique et supérieure va servir de prétexte à d'autres formes de discriminations, en plus de celles vis-à-vis des êtres vivants non humains, en considérant que certains groupes humains sont inférieurs et exempts de cette qualité : les femmes sont considérées comme irrationnelles ou infantiles ; et toute une série de populations non occidentales sont associées, selon une pensée évolutionniste et raciste (Quijano, 2019 et 2020), à des espèces inférieures, primitives ou encore « sauvages » (Merchant, 2021 ; Moore, 2022). Moore (2022) désigne ces groupes de sujets infériorisés par les concepts marxistes suivant : « prolétariat », « *biotariat* » ou « *cheap nature* », et « *femitariat* ». C'est sur base de cet argument que la colonisation et l'exploitation de ces populations ont été justifiées, ce qui a favorisé le développement industriel et agricole d'empires européens en dehors de leurs frontières (Moore, 2022).

Ce nouveau « système-monde moderne-capitaliste », comme Quijano (2020) le nomme, a aussi définit de nouvelles « identités géoculturelles » et une division du travail international inégale basée sur l'exploitation des matières premières et force de travail de populations infériorisées, à travers la marchandisation de ceux-ci. Plusieurs penseurs ont effectivement critiqué les dépendances et inégalités maintenues dans la division internationale du travail entre les pays du centre et de la périphérie, ou dans des termes plus récents entre le Nord et le Sud Global³ (Bonneuil, 2017 ; Prebisch, 1985 ; Quijano, 2019 et 2020).

Cette pensée évolutionniste et coloniale s'est diffusée, voire imposée, globalement, et est restée hégémonique pendant une longue période. L'anthropologie s'est d'abord conformée, et a même contribué, à la pensée moderne selon laquelle toutes les sociétés humaines pouvaient être comprises de façon uniforme et universelle sur base du référentiel occidental. Même si l'évolutionnisme initial a été abandonné, la lecture occidentalocentrée et anthropocentrée est encore fortement ancrée dans les

³ J'utiliserai fréquemment les concepts de Nord et Sud Global, correspondant à la division géopolitique et géoculturelle du monde. La définition de ces catégories va donc au-delà de la pure distinction géographique : elle inclut des critères tels que la classe sociale et économique, le genre ou l'appartenance ethnique (Acosta et al, 2020). Toutefois, il est important de ne pas tomber dans une caricature binaire du monde alors que la réalité est plus complexe.

sociétés en général et subsistent dans les imaginaires, les courants de pensée, les disciplines académiques et l'orientation des politiques.

À partir des années 1960 et 1970, de nombreux courants critiques ont permis de remettre en question ces constructions épistémologiques, notamment à partir de l'anthropologie, grâce à la mise en évidence de modes alternatifs de penser et de vivre (Doyon, 2016). Longtemps - et encore maintenant - considérés comme « arriérés », ces façons de penser et de vivre différemment ont petit à petit gagné en reconnaissance, grâce, notamment, à un changement de regard sur leurs savoirs et leurs pratiques. Dans ce cadre, nous voyons aujourd'hui se développer des modes de vie alternatifs de façon croissante, y compris dans des contextes plus « occidentalisés » ou urbains (Escobar, 2016). Ce dernier auteur insiste aussi sur la défense par ces groupes activistes - prenant comme exemples plusieurs luttes territoriales de communautés *indígenas* ou *afrodescendientes* en Colombie - d'une ontologie politique⁴, soit une vision particulière du monde et du territoire⁵. Plusieurs auteurs ont aussi critiqué la science moderne eurocentrée comme unique mode de connaissance du réel, basée sur des critères scientifiques, rationnels et séculaires, dénigrant tout autre type de savoir sur le monde, alors qu'il s'agit d'un savoir construit et situé comme les autres (Quijano, 2020 ; Gudynas, 2011 ; Leff et Albarracín, 2015 ; Moore, 2022 ; Stengers, 2022).

Des auteurs comme De Castro (2014) ou Descola (2006) ont, notamment, participé à la conceptualisation en sciences sociales de multiples ontologies, selon les sociétés et leurs

⁴ L'ontologie politique est un concept qu'Escobar (2016) reprend de Blaser (2010). Ce concept désigne à la fois les pratiques auxquelles il se réfère, et le champ d'étude sur les « luttes ontologiques » comme Escobar (2016) les nomment. Ruiz (2020) parle aussi des fondements politiques et épistémologiques dans la représentation du territoire, qu'il appelle « cosmovision territoriale ».

⁵ Je reprends ici les propos de Blaser (2010), cite dans Gudynas (2011) à propos de l'ontologie: "*ontologies are world representations (both discursive and non-discursive), which determines what is inside or outside those worlds, what is true or not, and how we interact with this world. Modernity is a particular ontology that in the last centuries determined the division between nature and society, a colonial distinction between modern and non-modern indigenous peoples, the myth of progress as unidirectional linear path, and a strong confidence on Cartesian science*" (p.447). De plus, pour Escobar (2016), parler d'épistémologies revient aussi à parler d'ontologies : « *simplemente, los saberes múltiples, o epistemes, se refieren a mundos u otros ontologías múltiples* """ (p.13). Leff et Albarracín (2015) vont dans le même sens : « *ce qui caractérise le rapport de l'être humain au réel et à ses mondes de vie, c'est son intermédiation à travers le savoir* ».

rapports au vivant ou encore au temps. Boaventura de Sousa Santos (2002, 2007 et 2014, cité dans Escobar, 2016) a aussi contribué à l'établissement d'un cadre théorique pour penser les épistémologies du Sud. Beaucoup de penseurs latinoaméricains, ou du « Sud Global » en général, ont participé à la remise en question d'un savoir et d'une définition de l'humanité unique et eurocentrée, et à la valorisation de savoirs et pratiques alternatifs, pluriels et situés⁶ (Bourguignon et Colin, 2016). De façon concomitante, plusieurs d'entre eux, comme Acosta (2018), Escobar (1995), Gudynas (2011), ont été de fervents détracteurs de l'idée même de développement capitaliste imposé de façon globale⁷. Ils défendent ainsi des orientations politiques alternatives au modèle de développement moderne et dénoncent la dimension néocoloniale en raison de sa prétention et imposition universelle. À l'inverse, ces penseurs promeuvent, notamment, le paradigme du *Buen Vivir*, inspiré des cultures *indígenas* andines et amazoniques, selon lequel plusieurs ontologies et épistémologies peuvent coexister au sein des politiques, ce que l'on retrouve dans l'idée de *pluriverso* (Escobar, 2016). La philosophie et revendication politique des zapatistes du Mexique va dans le même sens, avec leur slogan bien connu « *un mundo donde quepan muchos mundos* » (Escobar, 2016, p.12). En plus, l'inclusion de ces autres relations à l'environnement impliquent d'autres formes « d'obligations » et « responsabilités » vis-à-vis de celui-ci (Gudynas, 2009).

Ces revendications sont au cœur des courants décoloniaux et postcoloniaux⁸ ainsi que de certains courants féministes et écologiques - lesquels sont des courants théoriques mais

⁶ À ce sujet, Moore (2022) insiste sur l'importance de bien contextualiser l'apparition et la globalisation de ce nouveau rapport au monde lié au développement du capitalisme mondial pour ne pas tomber dans une essentialisation de l'Europe Moderne, qu'il retrouve chez plusieurs auteurs décoloniaux : « *we are treated to a reified modernity isolated from its patterns of accumulation, class formation, and geopolitical power* » (p.130).

⁷ Notons que des auteurs occidentaux ont aussi critiqué l'idée de développement. Latouche (2019a et 2019b) a, par exemple, proposé des alternatives au développement orientées vers la « décroissance », en opposition au modèle productiviste. Cela dit, depuis le courant décolonial, le concept de décroissance peut être problématique lorsqu'il est appliqué à des contextes non-occidentaux et non-industrialisés, dans le Sud Global, par exemple (Gudynas, 2011).

⁸ Bourguignon et Colin (2016) opèrent la distinction suivante : le postcolonialisme se réfère à l'étude du « colonialisme et ses effets durables sur les structures symboliques des sociétés postcoloniales », tandis que les études décoloniales s'intéressent à la « géopolitique du pouvoir, du savoir et de l'être qui émerge avec la colonisation européenne de l'Amérique et se consolide avec l'extension du système-monde capitaliste à l'ensemble du globe ». Ces auteurs ajoutent : « les imaginaires postcoloniaux que la théorie 'post' tend à appréhender comme les persistance historiques d'un ordre global caduc, constituent, pour la perspective

qui s'ancrent souvent dans des expériences et mouvements sociaux - qui se sont développés à cette période, soit vers la fin des années 1970. De manière très généralisée, ces mouvements, théoriques et sociaux, œuvrent pour le droit à l'existence de l'ensemble du vivant, sous toutes ses formes, sans aucune discrimination de genre, de race, de classe, d'espèce ou toute autre catégorie utilisée à cette fin. Ces courants sont bien sûr beaucoup plus vastes, complexes et multiformes ; de nombreux points de débats existent entre et au sein de ceux-ci. Néanmoins, il me semble que cela constitue un point essentiel de convergence.

Ensuite, la relation de l'homme au reste du monde, guidée par les idées modernes de contrôle et domination, a généré de nombreuses souffrances et destructions, humaines et environnementales, qui ont atteint un niveau alarmant au niveau planétaire. Plusieurs auteurs n'ont pas peur d'utiliser le terme « écocide » pour se référer au phénomène actuel (Bigé et Citton, 2021). Les nombreux rapports du GIEC confirment aussi l'ampleur des dérégulations climatiques et leurs conséquences sur les écosystèmes. Au vu de la crise et urgence environnementale actuelle, au sein de laquelle la question climatique constitue un enjeu majeur - notamment dans les espaces politiques institutionnels -, il est important et nécessaire d'interroger les mécanismes à l'origine de ce phénomène dans le but de le comprendre et d'envisager des portes de sortie. Je ne suis évidemment pas la première à m'y intéresser et cette problématique fait l'objet de plus en plus d'intérêts et préoccupations, non seulement au sein du monde académique, mais aussi au sein de la société en générale et auprès des représentants politiques.

En ce qui me concerne, je compte analyser les enjeux environnementaux, en tenant compte de plusieurs échelles - du local au global - et types d'acteurs, à partir d'une perspective socioanthropologique et géopolitique ; une approche qui ne me semble pas encore robustement reconnue dans le monde académique et politique. Je suis ainsi en accord avec l'affirmation d'Escobar (2016) : *“Los análisis epistémico y ontológico emergen como dimensiones necesarias para entender la conyuntura actual de crisis y dominación, y de los intentos de transformación”* (p.24). De fait, selon cet auteur, les ontologies guident les modèles de société, sur le plan politique, culturel et économique, entres autres. Plusieurs auteurs ont aussi montré les dimensions sociales, culturelles,

décoloniale, les manifestations symptomatiques d'une structure cognitive profonde qui est toujours à l'œuvre dans la configuration des rapports Nord/Sud ».

historiques et politiques des défis environnementaux contemporains (Hess, 2017). Beaucoup d'acteurs, y compris dans les espaces politiques institutionnels, s'intéressent uniquement aux dimensions techniques, scientifiques et mécaniques des enjeux environnementaux, alors qu'il s'agit plutôt d'une problématique transdisciplinaire (Bonneuil et Fressoz, 2013 ; Bourg et Whiteside, 2017 ; Leff et Albarracín, 2015).

Ainsi, plusieurs auteurs qualifient la crise écologique de civilisationnelle et épistémologique (Escobar, 2020 ; Leff et Albarracín, 2015)⁹. Ces derniers auteurs disent : « La question environnementale, bien plus qu'une problématique écologique, est une crise de la pensée et de l'entendement, de l'ontologie et de l'épistémologie au moyen desquelles la civilisation occidentale a compris l'être, les étant et les choses ; une crise de la rationalité scientifique et technologique par le biais de laquelle on a dominé la nature et 'économisé' le monde moderne » (Leff et Albarracín, 2015). C'est sur cette dimension épistémologique de la crise environnementale que je me concentrerai dans ce travail, ainsi que les implications culturelles et géopolitiques des programmes REDD+ qui font partie des mécanismes de mitigation du changement climatique. Mon approche relève ainsi de l'anthropologie ou sociologie de l'environnement¹⁰, ou même du développement durable. Je me concentrerai, comme vous le verrez, sur des politiques et programmes de réduction ou compensation d'émissions. Celles-ci sont majoritairement élaborées par des acteurs du Nord Global et implantés principalement dans des pays du Sud Global. Ces projets sont le résultat d'accords politiques internationaux dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, dont le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris constituent des références importantes. Un des projets les plus appliqués dans le Sud Global, découlant des mécanismes de compensation, sont ceux dénommés REDD+ (Réduction d'émissions liées à la Déforestation et Dégradation des Forêts). Dans ce travail, je me pencherai justement sur le cas d'un projet REDD+ qui s'est présenté dans le *Valle de Sibundoy*.

De nombreuses critiques, d'un point de vue politique, anthropologique ou éthique, existent au sujet des programmes et politiques d'aide au développement (Ferguson, 1990 ; Lapeyre, 2006), y compris dans le cadre de la lutte contre le changement climatique

⁹ Notons que d'autres penseurs vont s'intéresser plus spécifiquement aux « racines » philosophiques et éthiques des enjeux environnementaux contemporains (Luyckx, 2020), en y ajoutant dans certains cas une dimension spirituelle (Macy, 2003 ; Næss et al., 2017).

¹⁰ La sociologie environnementale interroge, selon Carrizosa (2001), les différentes perceptions sociales et culturelles de l'environnement, ou du climat, ajoutera Ulloa (2011).

(Ulloa, 2011). Ces types d'aide ne questionnent effectivement pas les causes structurelles des maux sociétaux et vont à l'inverse continuer de promouvoir un modèle développementaliste, universel, inégal et guidé par la croissance économique (Mariño-López, 2011 ; Ziai, 2016). De la même manière, les mesures climatiques, qui s'insèrent dans le paradigme d'économie verte, sont supposées aider à atteindre les Objectifs de Développement Durable - des objectifs universels mais occidentalocentrés - dans les pays « en développement ». Des auteurs comme Seoane (2017) ou Ulloa (2011) soulignent, entres autres, l'orientation néolibérale de ces mesures climatiques, mais également leurs dimensions néocoloniales, y compris au niveau épistémologique. Sauvé (2007) critique aussi l'idée de durabilité universelle : « *le développement durable, promu par les instances internationales (...) propose à tous les peuples de la terre une cosmologie (ou vision du monde) développementaliste et ressourciste* » (p.4). Surel (2000) pointe aussi la normativité inévitable des politiques publiques, qui impliquent une certaine représentation du monde. Moore (2022) ajoute : « *European Universalism's vision of planetary management, defined by the anti-political rationalization of socio-ecological problems on the road to Progress, is with us still. Call it Sustainable Development, the Anthropocene, whatever - old wine, new bottles* » (p. 127). Une part importante de la littérature pointe, par ailleurs, l'insuffisance, voire l'inefficacité et la contre-productivité, des mesures internationales de lutte contre le changement climatique, guidées par le paradigme d'économie verte (Fatheuer et al., 2016 ; Lohmann, 2012).

D'autres, comme Malcom Ferdinand (2019) ou Blanc et Fauvelle-Aymar (2020), ont également dénoncé le néocolonialisme dans l'approche conservationniste de la protection environnementale. On retrouve d'ailleurs ce schéma dans les projets REDD+, qui impliquent, de surcroît, une appropriation des territoires de populations locales, qui sont, dans beaucoup de cas, expulsées. Face à cela, je rejoins la démarche de Malcom Ferdinand (2019) de décoloniser l'écologie en montrant la pluralité des façons « d'habiter la terre » et de concevoir la durabilité afin de les inclure aux politiques. Ceci implique de décoloniser l'environnementalisme moderne, comprenant aussi bien le « savoir » que « l'être » par rapport à l'environnement. Ces réflexions posent aussi des questions politiques d'un autre ordre, qui demandent de passer au-delà des fractures partisans ou idéologiques, comme le suggère Gudynas (2011) avec le concept de Buen Vivir, ou encore Latour (2017) lorsqu'il invite à penser une politique « terrestre » - et non « hors sol » - avec pour objectif une terre habitable pour tous.

1.2. Réflexions terminologiques

J'apporterai ici une réflexion critique sur une série de termes, sélectionnés et non exhaustifs, relatifs aux thématiques abordées qui sont utilisés aussi bien dans le champs scientifique que dans le langage commun, et que je reprends moi-même par manque de substituts ou simplement pour être en accord avec le langage utilisé par les acteurs concernés (concepts émiqes). Une réflexion sur les termes et les significations qui y sont attachées permet de questionner les constructions socio-épistémologiques dans lesquelles ils s'inscrivent et d'ouvrir la discussion.

- **Environnement** : Aurélien Barrau, dans une intervention sur Radio France (Vidard, 2022), définit ce terme dans son sens commun comme « ce qui nous entoure ». Il critique la dimension anthropocentrée du concept qui marque non seulement la différenciation mais aussi la centralité des hommes par rapport à leur environnement. Barrau dit de manière très franche, « c'est quand-même ramener tout ce qui n'est pas nous à autour de nous » et « c'est déjà penser l'homme dans une opposition à cet environnement dans lequel il est censé évoluer » (Barrau, cité dans Vidard, 2022). Toutefois, le sens et les significations peuvent varier ou encore évoluer. Certains acteurs vont effectivement parler d'environnement en y incluant l'interaction entre les humains et le vivant. En ce qui concerne l'**écologie**, elle désigne, au départ, la discipline qui étudie le fonctionnement des écosystèmes. Cependant, ce terme est aussi utilisé pour désigner des disciplines ou des mouvements politiques concernés par le rapport de l'homme au vivant.
- **Nature** : Nom toujours utilisé au singulier, comme s'il s'agissait d'une chose unique, fixe, alors que l'ensemble des éléments et êtres qui composent ce que nous appelons nature est tout d'abord de caractère vivant, donc changeant, mais aussi en permanente interaction, donnant lieu à un écosystème complexe. Par ailleurs, l'histoire occidentale moderne a construit une série d'idées paradoxales autour de la nature, utilisée au féminin, du moins en français et espagnol : inférieure, fragile, belle, comme Morizot (2020) et Merchant (2021) le montrent. Cela nous amène à entretenir un rapport protecteur et contemplatif vis-à-vis « d'elle » (Morizot, 2020), ce qui s'inscrit dans une tradition patriarcale (Merchant, 2021). Paradoxalement, nous avons aussi une idée de la nature comme sauvage, que nous devons discipliner et contrôler (Merchant, 2021). Enfin, le rapport capitaliste qui domine actuellement dans nos sociétés a naturalisé le concept de **ressources naturelles**, qui réduit la nature à une union d'éléments exploitables et commercialisables (Svampa, 2011), une nature

« morte » dit symboliquement Merchant (2021). Pourtant, cette auteure rappelle que jusqu'au 16^{ème} siècle, la vision de la nature qui dominait en Europe lui consacrait un caractère vivant et nourricier, impliquant, de surcroît, des restrictions morales quant à son utilisation.

- **Développement Durable** : Le développement durable, en tant que paradigme, est présenté, dans les espaces de discussions politiques dominants, comme le modèle de société unique, guidée par l'exigence de croissance économique, conditionnée par une augmentation constante des gains et de l'efficacité de la production, soit le principe premier du capitalisme et néolibéralisme. Ces systèmes économiques s'appliquent aujourd'hui à l'ensemble des sphères de notre vie et notre façon de penser. La naturalisation du développementalisme est telle qu'il représente pour une majorité le seul modèle possible. *There is no alternative* scandent ses fidèles partisans, à l'instar d'une religion pour certains (Latouche, 2019a).

Néanmoins, nous verrons que la durabilité peut se comprendre et être réalisée sous une multitude de formes. Comme dit plus haut, plusieurs théoriciens ont mis en avant ces modèles alternatifs, basés sur des mouvements ou cultures populaires (Acosta, 2018 ; Escobar, 2016 ; Gudynas, 2011). Il est pertinent de rendre visible ces autres formes de penser et d'agir face aux enjeux environnementaux de manière à ne pas s'enfermer dans un schéma unique, qui est malheureusement promu et dominant au sein de nos sociétés modernes. L'affirmation de Barrau, dans un entretien sur France Inter (Vidard, 2022), « l'Occident est navrant d'imagination » est assez parlante.

Par ailleurs, accepter et promouvoir ces « autres modes de vie durables » rompt avec la logique « d'aide au développement [durable] », en proposant de diversifier les modes de vie légitimes, et non pas d'imposer, de façon paternaliste et néocoloniale, un modèle unique. Cette démarche s'inscrit aussi dans un processus de décolonisation, vis-à-vis de la « colonialité moderne » qui a élevé à un rang supérieur et universel le mode de vivre et de penser occidental. Dans son article, Ba (2020) soutient aussi, en parlant ici de la politique de durabilité du Sénégal, l'importance « d'investir de nouveaux imaginaires créatifs pour réenchanter sa trajectoire de gouvernance adaptative jusque-là peu soutenable », « dans une dimension pluriverselle, relationnelle et cosmopolite des savoirs », il ajoute. Les savoirs des populations autochtones peuvent, selon lui, « donner un nouveau souffle aux

politiques publiques en détresse, face aux désastres écologiques devenus planétaires ».

Finalement, l'objectif de croissance économique semble assez paradoxal face à l'objectif de durabilité (Fatheuer et al., 2016). D'ailleurs, le rapport de Meadows de 1972 (*The limits to growth*) avertissait déjà sur l'inévitable effondrement futur si le modèle de croissance basé sur l'exploitation exponentielle des ressources continuait.

Ensuite, l'ensemble de ces conceptions influencent nécessairement nos rapports, relations, actions et comportements vis-à-vis de l'environnement. Je m'attarderai sur certains de ces comportements « généralisés » ou « naturalisés » de sorte à relever les sens sous-jacents et y apporter un regard critique à partir de termes fréquemment utilisés dans le langage commun et au sein d'institutions responsables des décisions et actions relatives à l'environnement : la « **gestion de l'environnement** » ou « **gouvernance environnementale** » sont des concepts représentatifs d'une approche gestionnaire et managériale vis-à-vis de l'environnement. Ils supposent et banalisent l'intervention externe sur l'environnement. On y voit aussi clairement une approche néolibérale, capitaliste et patriarcale de l'environnement puisque celui-ci est vu comme un espace de gestion et de contrôle au moyen de techniques rationnelles et mécaniques, que l'on retrouve, notamment, dans les politiques de conservation (Merchant, 2021). On parle aussi souvent de « **protection de l'environnement** », qui implique une intention protectionniste vis-à-vis de l'environnement, et donc patriarcale, comme dit plus haut.

Finalement, d'autres dénominations sont utilisées par certains acteurs de terrain et qui s'accompagnent aussi de rapports spécifiques à l'environnement : le « **soin de l'environnement** », en espagnol *el cuidado del medio ambiente*, est un concept revendiqué, entre autres, dans plusieurs milieux féministes, en accord avec un principe phare connu sous le nom anglophone de *care*. Il est également utilisé par d'autres acteurs. Ce concept est proche de celui de « protection de l'environnement » et contient également une dimension protectionniste, voire maternelle, vis-à-vis de l'environnement. Cet aspect est donc aussi sujet à beaucoup de débats au sein, notamment, des courants féministes qui s'opposent à l'essentialisation des comportements humains, et ici des femmes envers l'environnement.

À l'inverse, la « **défense du territoire** », ou *defensa del territorio* en espagnol, est une expression largement utilisée par les communautés natives d'Amérique Latine, notamment pour se référer aux efforts de protection ou soin environnemental mais aussi de lutte pour leurs droits territoriaux et, indissociablement, sociaux. Cette appellation contient une dimension « guerrière » ou « belliqueuse », ce qui est aussi lié aux contextes particuliers des populations à l'origine de ces mouvement – historiquement victimes d'expulsions de leurs territoires et de déni de leurs droits. J'ai souvent entendu ces termes sur mon terrain, auprès des communautés *indígenas* du *Valle de Sibundoy*. Je reprends d'ailleurs le terme *indígenas* car les communautés natives s'autodénominent de cette façon. Il m'a paru donc légitime d'utiliser ce terme, malgré les connotations péjoratives qu'ils renferment, en lien avec l'histoire coloniale. Le **territoire** - *el territorio* - est aussi un terme communément utilisé par les communautés *indígenas* pour se référer à leur « environnement ». Il ne s'agit pas d'un territoire impersonnel et externe, comme nous le verrons plus tard, mais plutôt d'un espace dont ils font entièrement partie et auquel ils sont attachés pour plusieurs raisons.

Chapitre 2. Problématique et question de recherche

À partir des considérations théoriques et intérêts développés ci-dessus, j'ai posé la question de recherche suivante : « Quels sont les enjeux culturels et géopolitiques liés à la potentielle implantation d'un projet REDD+ dans le *Valle de Sibundoy*, situé dans le haut du département amazonien du Putumayo, en Colombie? ». Je tenterai de comprendre les visions et pratiques environnementales de différents acteurs concernés ou impliqués, à savoir 1) les femmes du Putumayo, 2) une ONG environnementale colombienne, et 3) les acteurs institutionnels nationaux et internationaux ou les acteurs privés qui promeuvent l'économie verte, dont les projets REDD+. L'idée est de m'intéresser à la diversité « pratico-normative » relative à l'environnement et de la durabilité. J'analyserai les types de valorisations du territoire, de la nature, du vivant que ces différents acteurs soutiennent, ainsi que les pratiques et actions qui les accompagnent. Il s'agira également de comprendre les interactions et relations de pouvoir entre ces acteurs, d'un point de vue politique et historique, pertinentes pour comprendre les enjeux environnementaux, et plus précisément ici climatiques, qui se donnent à voir aujourd'hui.

2.2. Justification de la problématique de recherche

L'application d'une analyse combinée des enjeux géopolitiques et culturels autour de l'implantation de projets environnementaux de réduction d'émissions, ici un projet REDD+ dans un département amazonien colombien, permet d'interroger plusieurs aspects : les relations et dynamiques de pouvoir entre les pays, et plus particulièrement entre le Sud et le Nord Global ; l'orientation idéologique, sur le plan politique et économique, des mesures climatiques globales ; l'impact de ces dernières au niveau local d'un point de vue territorial mais aussi culturel ; les différences de visions et pratiques environnementales selon les acteurs et leurs fondements épistémologiques, entres autres.

Le choix de mon cas d'étude dans le *Valle de Sibundoy*, caractérisé par une grande biodiversité, est pertinent étant donné les multiples intérêts suscités par la présence de ressources naturelles, aussi bien dans le cadre du modèle développementaliste et extractiviste que dans la lutte contre le changement climatique basé sur le marché du carbone, et qui causent donc de multiples interventions externes sur le territoire des personnes qui l'habitent. Les communautés *indígenas*, *inga* et *kamsa*, qui font partie des habitants, ont aussi des modes de vie et de penser « alternatifs », en ce compris dans leur rapport à leur territoire et au vivant. Finalement, je mènerai une analyse multiscalaire en mêlant des problématiques aussi bien locales que globales.

Chapitre 3. Méthodologie et contexte de recherche

Tout en décrivant le contexte de recherche, je préciserai, dans cette partie, les aspects propres à la méthodologie, en décrivant l'accès au terrain, les types d'échantillonnage, les populations et thématiques étudiées, les techniques de récolte et méthodes d'analyse des données. En complément, je passerai en revue une série de défis éthiques que j'ai rencontrés au cours de cette recherche, dans une démarche méthodologique réflexive.

3.1. Méthodologie, échantillon, méthodes de collecte et analyse des données

La méthodologie que j'ai utilisée est de type qualitative¹¹ et inductive. J'ai en effet réalisé un terrain en Colombie, en 2022, lors du deuxième quadrimestre. Durant cette période, j'ai pu, dans un premier temps, réaliser un stage, d'une durée de deux mois et demi, au sein de l'ONG environnementale *Censat Agua Viva* autour des projets d'économie verte et du marché de carbone. Ce stage peut être considéré comme une période d'observation participante. Je me suis effectivement investie dans le travail de l'ONG comme une membre, temporaire, de celle-ci. Toutefois, mon sujet et les acteurs de mon étude n'étaient pas encore précisément définis au moment où j'ai commencé ce stage.

Dans un second temps, j'ai eu l'occasion d'effectuer des entretiens avec trois membres clés de l'ONG en fonction des thématiques étudiées : 1) la coordinatrice générale de l'ONG, 2) le coordinateur de l'*area Selvas y Biodiversidad*, et 3) la deuxième principale membre de cette même équipe de travail. Lors de ces entretiens, j'ai pu approfondir les sujets suivants : l'histoire, l'évolution, les difficultés et points forts, les objectifs de l'ONG, sa méthodologie et axes de travail, notamment avec les communautés locales, et plus spécifiquement avec la population du *Valle de Sibundoy*, leurs opinions sur les efforts et le rôle de différents acteurs en matière environnementale, et plus spécifiquement les projets d'économie verte et REDD+, ou encore les relations, alliances et divergences entre les acteurs, pour citer les principaux.

¹¹ La définition de l'approche qualitative de Wahnich (2006, cité dans Ba, 2020) correspond aux finalités poursuivies dans ce travail : « comprendre les mécanismes de l'opinion, de comprendre pourquoi les gens pensent ceci ou cela, pourquoi ils s'autorisent ou non telle pratique, et comment ils comprennent leur environnement ».

D'autre part, je me suis rendue durant 3 semaines au mois de juin dans le *Valle de Sibundoy* pour rencontrer plusieurs femmes *inga* et *kamsa*¹² de cette région. Ma première rencontre avec certains membres de la communauté a eu lieu lors de mon stage, lorsque je m'y suis rendue en avril avec l'équipe de *selvas y biodiversidad* de *Censat Agua Viva* pour un travail collaboratif d'informations et discussions autour des mécanismes de financiarisation environnementale, et en particulier les projets REDD+. J'ai pu, lors de ma deuxième visite, interviewer 7 femmes *kamsa* et *inga*. J'ai pris le soin de préciser que les entretiens réalisés lors de cette deuxième visite étaient complètement indépendants de ma première venue.

J'ai commencé par interviewer deux femmes que j'avais rencontrées la première fois. Ce sont elles qui avaient d'ailleurs fait appel à *Censat* en vue d'obtenir un soutien pour générer des espaces de discussions autour de la proposition de projet REDD+ en vigueur au moment de cette sollicitude. Certaines font aussi partie d'un mouvement de défense territoriale communautaire, la *Guardia Indígena*¹³. J'ai ensuite pu prendre contact avec d'autres femmes également sensibles à la défense et protection de leur territoire, même si elles ne faisaient pas toutes partie de la *Guardia*. L'âge des femmes interviewées était assez variable, entre 18 et 60 ou 70 ans environ, me permettant de bénéficier d'une perspective transgénérationnelle, bien que non exhaustive. Il s'agit donc d'une stratégie d'échantillonnage non-probabiliste grâce à des méthodes « accidentelles » et effets « boule de neige ».

3.1.1. Justification du choix de l'échantillon

J'ai fait le choix d'interviewer uniquement des femmes auprès de la population du *Valle de Sibundoy* pour différentes raisons. Tout d'abord, le facteur genre a une influence importante sur leurs positions et opportunités - sociales, économiques, politiques -, leurs expériences et leurs points de vue, notamment en matière territoriale et environnementale (Ulloa, 2011 ; Ulloa et al., 2008). Les femmes ont également une connexion particulière avec la terre et le vivant dans certains cas (Ulloa, 2011), comme j'ai pu l'observer sur le terrain dans le *Valle de Sibundoy*. Ce choix méthodologique ajoute également une plus

¹² Il existe plusieurs façons d'écrire le nom de cette communauté : *kamsa*, *kamentsa* et *kamëntsà*. J'utiliserai la première pour sa facilité d'écriture et qui correspond le plus à sa prononciation en français et espagnol.

¹³ Il existe en Colombie des *Guardias Indígenas* officiellement reconnues par les institutions publiques. La *Guardia Indígena* dont il est question ici n'est pas dotée de cette reconnaissance légale et constitue simplement un mouvement citoyen militant.

grande précision par la réduction de la taille de l'échantillon possible, limitée aux sujets féminins. Finalement, il s'agit aussi d'une décision plus personnelle liée à un engagement (éco)féministe. De plus, l'intérêt pour les points de vue des femmes en sciences sociales, et plus spécifiquement dans les études environnementales, est assez récent et donc encore minoritaire (Ulloa, 2011). J'ai toutefois tenté, une fois sur place, de contacter les autorités locales afin de prendre en compte leurs visions sur la situation, étant donné qu'ils sont au plus proches des négociations autour du projet REDD+ ou autres interventions territoriales. Néanmoins, je n'ai pas obtenu de réponses positives de leur part.

3.1.2. Contexte du déroulement des entretiens

Les entretiens, dans les deux cas - auprès de l'ONG et auprès des femmes dans le *Valle de Sibundoy* - se sont déroulés en espagnol et sur base d'un guide semi-structuré. La durée moyenne des entretiens était d'environ une heure. Ils ont le plus souvent eu lieu au domicile des personnes en ce qui concerne les femmes du *Valle de Sibundoy* ; les entretiens avec les membres de l'ONG ont été plus diversifiés en termes de lieux – bureau, domicile et à distance par vidéoconférence. Les personnes étaient généralement assez disponibles et les lieux plutôt tranquilles, permettant des entretiens fluides et sans trop d'interruptions. J'aurais aimé pouvoir connaître de plus près le quotidien des femmes interrogées en partageant plusieurs jours avec elles. Malheureusement les conditions n'ont finalement pas été propices à ce type d'interaction, impliquant peut-être beaucoup d'intimité proportionnellement à la durée de mon séjour.

3.1.3. Analyse des données

À l'exception d'un entretien, tous ont été enregistrés et transcrits pour avoir une meilleure trace des informations et les analyser en détail. Lors de l'analyse des données, j'ai tenté d'identifier les thématiques les plus pertinentes en fonction de mon sujet, ainsi que les récurrences ou contrastes parmi les témoignages des intervenants. De façon complémentaire aux entretiens, j'ai pris quelques notes d'observations et de réflexions sur le terrain. En ce qui concerne l'analyse des discours des promoteurs de projets qui commercialisent les services environnementaux en vue de réduire les émissions, j'ai procédé à une analyse de sources écrites, issues de publications, officielles ou officieuses. J'ai donc réalisé un travail de documentation, en grande partie durant mon stage, sur les différents mécanismes financiers actuels de réduction d'émission, en particulier les projets REDD+, et un travail d'analyse de ces derniers en m'intéressant aux logiques, intérêts, motivations et impacts qui les accompagnent.

Ainsi, les résultats qui seront rendus dans la partie discussion sont donc issus des points de vue des acteurs de terrain étudiés : aussi bien l'ONG, que les femmes du Putumayo et les promoteurs de projets REDD+. De plus, une grande part de la méthodologie repose sur un travail de revue de littérature et documentation sur les nombreux aspects que recouvre la thématique étudiée et des courants intellectuels qui les traitent. L'ensemble des informations ont bien sûr été analysées en interaction, en suivant la logique de triangulation des données (Carter et al., 2014). Je précise aussi que les extraits d'entretiens sont repris dans la discussion dans la langue originale, en espagnol, afin de conserver le sens des propos des acteurs de terrain.

3.2. Réflexion sur les défis éthiques de ma recherche de terrain

Ensuite, il m'a semblé intéressant de rendre compte des différents défis éthiques qui ont fait partie de ma recherche, intrinsèquement liés à sa nature qualitative. Les informations de ce type font aussi partie des conditions de production des données. Les révéler ajoute ainsi un niveau de transparence, précision et qualité à l'analyse des données. Il s'agit aussi d'une posture méthodologique qui privilégie les savoirs situés. (Couture, 2020 ; Degavre et Saussey, 2014 ; Martineau, 2007). Cette démarche implique une remise en question des « épistémologies dominantes » qui ont fondé les méthodologies en sciences sociales, et « qui font de l'objectivité et du détachement les seuls critères d'un savoir et d'une démarche légitimes » (Bonnet, 2003, cité dans Degavre et Saussey, 2014). Cette déconstruction du savoir constitue également une des revendications des courants féministes ou décoloniaux qui promeuvent la reconnaissance d'une pluralité de savoirs et modes de construction de ceux-ci, lesquels sont toujours situés socialement (Couture, 2020 ; Martineau, 2007).

Avant toute chose, je tiens à préciser qu'il s'agit d'un terrain relativement *light* puisqu'il est relativement court¹⁴ et qu'il n'est pas caractérisé par des éléments exagérément sensibles ou risqués. Néanmoins, approfondir les questionnements éthiques est une démarche pertinente en vue de mener une recherche dans les meilleures conditions possibles, assurer des échanges respectueux avec les participants, et fournir des résultats de qualité. De plus, le fait de réaliser pour la première fois ce type de recherche, dans un

¹⁴ La délimitation de la durée et de l'espace de mon terrain n'est pas si évidente parce qu'il est composé d'entretiens et observations réalisés à des moments et dans des espaces différents, en raison, entre autres, des différents groupes de personnes « ressources », comme je l'ai expliqué précédemment.

pays étranger, m'a généré une série d'inquiétudes initiales quant à la gestion de cette dernière, y compris d'un point de vue éthique et émotionnel.

3.2.1. Positionnalité du chercheur

Un des points au cœur de mes réflexions porte sur ma positionnalité et l'influence de celle-ci sur de multiples aspects du travail de recherche, comme les thématiques et questions de recherche traitées, les approches théoriques et méthodologiques, l'accès et les relations au terrain, ou encore l'analyse et l'interprétation des données. J'adhère ici à l'argument de Genard et Roca (2014) selon lequel il est utile de questionner la position du chercheur, y compris sa « posture épistémologique ».

Bien qu'identifier sa positionnalité est une tâche complexe, je vais tout de même tenter de pointer les principaux aspects, liés, entre autres, à des facteurs tels que mon genre, mon âge, mon appartenance culturelle et mon milieu d'éducation. Je suis une jeune femme, d'origine européenne mais aussi africaine, étant née et ayant été éduquée en Belgique par une mère belge et un père sénégalais. Je considère que mon influence africaine est marginale au vu de ma proximité limitée à la culture sénégalaise. Néanmoins, mon identité « racisée » et occidentale influence mon expérience et mes interactions ainsi que mes postures épistémologiques et politiques. Aussi, j'ai de fortes affinités avec les courants intellectuels décoloniaux et écoféministes. Ces intérêts thématiques ont également à voir avec des préoccupations de type « générationnel », liées au contexte contemporain, assez présentes au sein d'une partie de mon entourage. Comme l'a souligné Niang (2017) en citant Denzin et Lincoln (2011), le contexte social et politique joue aussi un rôle dans la production des connaissances.

3.2.2. Légitimité du chercheur

Si l'influence de ma positionnalité sur ma problématique de recherche et sur les orientations théoriques est clairement justifiée, cela ne veut pour autant pas dire que je m'octroie sans interrogations la légitimité de les aborder. En effet, mes questions de recherche sont tournées vers la valorisation de savoirs et pratiques de groupes minoritaires que sont les femmes du *Valle de Sibundoy* et les membres de l'ONG Censat. Ici se pose la question de ma légitimité à porter ces voix critiques étant donné que je n'appartiens pas aux groupes dont je relate les visions et pratiques à travers un travail académique. Face à cela, il me semble important d'insister sur l'approche qualitative de ce travail qui se base sur les témoignages directs des personnes « sources », ainsi que des observations

faites sur le terrain, reléguant le chercheur à un moyen de diffusion de ces savoirs. Notons, cependant, que le caractère anonyme - pour des questions de confidentialité et sécurité - peut renforcer ce sentiment « d'appropriation » des propos reportés.

3.2.3. Validité des résultats et transparence du chercheur

Cependant, le travail du chercheur ne se limite pas à une simple narration puisqu'il s'accompagne de dimensions analytiques et interprétatives (Anadón, 2006, cité dans Niang, 2017). Cela complexifie la question de légitimité mais aussi de fiabilité des résultats tirés du terrain. Cette part d'interprétation est propre aux sciences sociales qui impliquent la « compréhension » des actions humaines, à la différence des objets d'étude des sciences dites exactes qui visent à être « expliqués » (Genard et Roca, 2014).

D'un côté, je pense que ma positionnalité propre, externe aux groupes de personnes étudiées et avec des orientations théoriques spécifiques, me permet d'avoir un regard critique original. D'un autre côté, cela entraîne une transformation inévitable des « données originales » du terrain, pouvant générer un sentiment d'infidélité vis-à-vis des participants. La relation entre chercheur et participant est aussi déséquilibrée, à différents égards (Hardy, 2011). Par exemple, il revient au chercheur de sélectionner les informations qu'il reprendra dans son travail. Les données rapportées ou le niveau de détail de celles-ci dépendent aussi des conditions de confidentialités dans le cas de sujets potentiellement à risque pour les participants, dans un souci de *do no harm* (Miles, Huberman et Saldaña, 2014). Ainsi, le chercheur procède à une « autocensure (...) au regard de l'éthique de la transmission (...) en dépit du gain d'intelligibilité (...) » (Genard et Roca, 2014). Ces derniers auteurs précisent qu'il peut être difficile « [d']hiérarchiser les intérêts de connaissance et les exigences éthiques ». Laplante (2005) a un avis plus tranché puisque selon lui « la décision quant à savoir quoi inclure (et quoi laisser tomber) doit être fondée sur des considérations éthiques et non guidée par le souci de vouloir représenter la 'réalité aussi fidèlement que possible' (Muchmore, 2000) ».

C'est le cas de mon terrain où des conflits d'intérêts existent autour de la gestion territoriale dans laquelle interviennent les projets REDD+. Plusieurs participantes ont, par exemple, témoigné des actes d'exclusion de femmes au sein des institutions publiques locales en raison de leur divergence d'opinions ou de leur genre. De façon plus générale, les thématiques sociales et environnementales sont délicates étant donné le contexte de post-conflit du pays, des interventions militarisées envers la population, et de la forte

répression étatique dont souffrent, notamment, les leaders sociaux et environnementaux. La Colombie est effectivement un des pays du monde avec le plus haut taux d'assassinats de leaders sociaux et environnementaux (Global Withness, 2021). La population colombienne souffre aussi historiquement de grandes inégalités sociales et de discriminations liées à l'accès au territoire et à ses ressources, impliquant des enjeux environnementaux significatifs (Global Withness, 2021). Concernant les informations que j'ai récoltées, il ne me semble pas que le contenu soit « dangereux » pour les informateurs. Cependant, j'ai annoncé aux participants avant de recueillir leur témoignage que celui-ci resterait anonyme.

Par ailleurs, ma position externe et présence limitée sur le terrain affaiblit également la profondeur, la qualité et la fidélité des interprétations et analyses résultantes du terrain. Par exemple, les barrières culturelles et linguistiques (Niang, 2017), propres à chaque contexte, jouent un rôle important et diminuent les chances de saisir certains types d'informations, tels que les métadonnées liées au langage corporel (Fujii, 2015). En outre, la récolte d'informations au travers d'entretiens et observations reste un moyen assez externe et intellectuel pour connaître la réalité du terrain. Je ressens effectivement un manque de connaissance pratique et « ressentie », ce que plusieurs personnes du terrain m'ont également fait remarquer – le sensoriel étant un mode de connaissance particulièrement important auprès de la population étudiée, en l'occurrence les femmes du *Valle de Sibundoy*.

De plus, les méthodologies propres à la discipline, standardisées, influencent aussi les types de données, la façon dont elles sont récoltées et analysées. On peut le voir à travers la terminologie de la recherche de terrain, avec laquelle j'éprouve, dans certain cas, un inconfort, bien que je les reprenne moi-même à défaut de substituts. Il s'agit des termes pour se référer aux acteurs impliqués dans la recherche qualitative, ainsi qu'aux processus et résultats de celle-ci. Ils reflètent effectivement une approche assez utilitariste, qui voit le « chercheur » comme l'acteur principal de la recherche de « terrain », chargé de « découvrir » et « récolter » de nouvelles « données » extraites de « sujets étudiés », paradoxalement considérés comme dépourvus de leur subjectivité. De plus, le chercheur arrive sur le terrain avec des questionnements spécifiques qui vont orienter sa recherche. Jouan (2016), dans un article, explique cette démarche utilitariste et délicate du chercheur vis-à-vis des participants et du manque de « coproduction du savoir ».

Ces conditions de production des résultats constituent un dilemme éthique¹⁵ dans le sens où le respect des points de vue des participants, lié à l'engagement et la justification initiale de la présence du chercheur sur le terrain, entre en conflit avec l'objectif scientifique d'apporter une vision critique basée sur l'analyse des données du terrain, à partir d'une méthodologie spécifique qui est mise en dialogue avec une revue de littérature, elle-même orientée et sélectionnée. Face à cela, la démarche de réflexion et transparence est déjà une première étape.

Sur le terrain, cela implique une communication claire lors du contact avec les personnes du terrain sur les intentions et finalités du travail. Il peut aussi être intéressant de partager ses résultats avec les personnes du terrain ou connaisseuses de celui-ci en vue d'obtenir un retour. Néanmoins, cette démarche est difficilement réalisable, surtout de façon préalable à la remise du travail, étant donné les restrictions temporelles de réalisation d'une recherche. Cette démarche peut aussi être réalisée après la finalisation du travail de manière à assurer une restitution auprès des personnes du terrain, premiers concernés, intéressés et connaisseurs. Pour Hardy (2011), ce n'est pas tant la « fidélité au sens stricte » qui compte mais plutôt « la capacité à provoquer à nouveau d'autres échanges » en dehors de la sphère exclusivement académique. Pour ce qui est de la méthodologie « théorique », il me semble important de préciser les fondements épistémologiques qui orientent la problématique et les approches d'analyse. De façon plus générale, cela permet de questionner les constructions épistémologiques à l'origine des savoirs produits, ici en sciences sociales, participant ainsi à une démarche de déconstruction de la « colonialité du savoir » et d'augmenter la qualité des résultats présentés par le chercheur, comme l'argumente Blondel (2018).

En outre, les participants sont eux aussi dotés d'une subjectivité et intentionnalité. Ils sélectionnent les informations qu'ils délivrent, en fonction du niveau de confiance vis-à-vis du chercheur ou d'objectifs propres. L'enregistrement de l'entretien peut par exemple diminuer le niveau de confiance du participant qui se sentira peut-être moins libre dans ces propos et la façon dont il les exprime. Cela dit, j'ai décidé d'opter pour l'enregistrement pour faciliter la sauvegarde et l'utilisation des données. Par ailleurs, les

¹⁵ Selon la définition utilisée lors du séminaire « défis éthiques et émotionnels de la recherche de terrain » (Ansoms, 2022), un dilemme éthique est une situation caractérisée par un conflit entre deux valeurs d'importance égale entre lesquelles il est impossible de trancher.

participants semblaient plutôt à l'aise avec l'enregistrement, à l'exception d'une personne qui l'a refusé. À plusieurs reprises ce sont les participants eux-mêmes qui m'ont demandé si je désirais enregistrer. À l'inverse, les interactions sur le terrain peuvent influencer le chercheur. Pour ma part, les échanges avec d'autres personnes présentes sur le terrain – non « participants » mais proches de ces derniers - ainsi qu'en dehors du terrain - issues de mon entourage, académique ou non - ont eu des répercussions sur les questions, les orientations et l'analyse de ma recherche.

Le partage de la position du chercheur vis-à-vis des sujets abordés avec les participants influence aussi ces derniers. Dans ce contexte, un autre dilemme éthique entre en jeu, mettant en tension la volonté de transparence du chercheur auprès des participants avec l'intention, guidée par le travail scientifique, d'avoir accès à la vision du participant. Il était parfois difficile de donner une explication des objectifs de mon terrain et de justifier ma présence et mon rapprochement avec les participants de façon suffisamment complète sans qu'elle n'implique une trop grande orientation des réponses de la part des participants qui pourraient avoir tendance à répondre selon mes attentes. Cela montre la complexité des relations intersubjectives dans le cadre d'une recherche qualitative.

La positionalité est à nouveau un facteur important puisque le regard et le comportement des participants va dépendre de l'identité qu'il perçoive chez le chercheur ou de l'alignement de ses idées avec les siennes. Degavre et Saussey (2014) précisent, d'une part, que l'identité du chercheur et la perception de celle-ci évolue tout le long du terrain, et d'autre part, que la couleur de peau, ou encore le genre, peut jouer un rôle, comme cela a pu être mon cas. J'ai, par exemple, eu le cas d'une participante qui portait une importance particulière à mes origines « afro », l'assimilant aux communautés afrocolombiennes dont elle défendait le « droit » et le « devoir » de revendiquer leurs intérêts en tant que minorité ethnique, d'autant plus marginalisée, « discriminée » et « exclue » que les populations *indígenas* en Colombie. Dans un autre cas, j'ai ressenti que mes origines sénégalaises avaient également une importance pour un des membres de l'ONG, qui exprimait une certaine méfiance envers les personnes ou pensées occidentales de manière générale. Le rapprochement ici entre deux pays du « Sud Global » - la Colombie et le Sénégal - semble avoir eu un effet bénéfique pour le partage d'informations, indépendamment de ma volonté. Fujii (2015) témoigne également de l'influence des perceptions basées, notamment, sur les signes d'appartenance culturelle.

3.2.4. Attentes des participants et redevabilité

Clarifier l'impact limité et le caractère purement universitaire de la recherche auprès des participants permet également d'éviter la création d'attentes erronées, ce que j'ai tenté de faire sur le terrain. Cependant, cet objectif est parfois ambigu puisqu'il faut à la fois convaincre les personnes de participer à notre recherche et donc de l'utilité de celle-ci, sans l'exagérer ou faire pression afin de garantir une participation volontaire et « éclairée ». De manière générale, l'échange avec les participants s'est bien déroulé. Le simple fait de leur porter un intérêt a eu un effet positif, surtout lorsqu'il s'agit de femmes qui n'ont pas souvent l'occasion d'être écoutées. De plus, mon statut de femme a peut-être, mais non nécessairement, facilité l'échange avec ces dernières.

Pour ce qui est du consentement, j'ai eu plus de mal lorsqu'il s'agissait de notes d'observations ou paroles captées de façon spontanées. Dans ce cas, les informations sont récoltées sans véritable autorisation des personnes « actrices » des événements ou échanges verbaux. Quant aux observations lors de mon stage dans l'ONG, je n'ai pas eu l'occasion de partager cette intention auprès de ses membres, ne sachant pas dès le départ qu'ils feraient partie des « sujets étudiés ». Rappelons que, de toute manière, le consentement est constamment négocié (Smith, 1990, cité dans Laplante, 2005).

En échange du temps et de l'énergie dépensés par les participants lors d'entretien, j'essayais de trouver un moyen de compensation, car la rencontre dans le cadre d'une enquête sociologique est basée sur « un intérêt réciproque implicite » (Hardy, 2011). Dans le cas des femmes *inga* et *kamsa*, la plupart d'entre-elles confectionnaient des objets artisanaux. C'est pourquoi, il m'est arrivé à plusieurs reprises de leur acheter une ou plusieurs de leurs productions comme une forme de remerciement. Dans le cas des personnes de l'ONG, le fait d'avoir réalisé un stage pour eux m'a facilité l'accès mais aussi ma légitimité à leur demander un peu de leur temps pour un entretien sans générer d'attentes.

Par ailleurs, j'ai pu remarquer que mon identité « européenne » générait une certaine curiosité ou intérêt de la part de certains participants. Plusieurs personnes du *Valle de Sibundoy* étaient effectivement intéressées de garder mon contact dans le cas de futures « opportunités » de collaboration sur des projets de type académique ou communautaire, ce à quoi je ne peux pas vraiment répondre étant donné mon statut d'étudiante, mais aussi de chercheuse, ici.

Chapitre 4. Généralités sur l'économie verte et REDD+

Cette partie donnera un aperçu général sur l'origine et les mécanismes de l'économie verte, avec un accent particulier sur les projets REDD+ et la Colombie. L'économie verte est un nouveau modèle global proposé par les Nations Unies en réponse au type de développement actuel, à l'origine de problèmes sociaux, économiques et environnementaux. L'économie verte se décrit comme « inclusive » sous prétexte qu'elle garantit aussi bien la croissance économique - premier objectif - que la protection de la biodiversité et le bien-être social. De cette manière, elle répond à plusieurs des Objectifs de Développement durable (UNEP, s.d. ; United Nations Western Europe, 2022). La croissance verte est aussi présentée comme un moyen de lutter contre le changement climatique. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) l'a particulièrement mise en avant (Department of Economic and Social Affairs, s.d.). Les 193 États membres des Nations Unies ont effectivement approuvé cette orientation des politiques climatiques élaborées lors de la Conférence, laquelle est aujourd'hui soutenue par une série d'acteurs financiers internationaux: les entreprises ayant une empreinte carbone significative ; les institutions internationales financières telles que la Banque Mondiale ou la Banque Interaméricaine de Développement ; les Institutions associées aux Nations Unies, telles que la FAO, le PNUD ou le PNUE, pour n'en citer que quelques-uns.

Le Protocole de Kyoto (1997) et l'Accord de Paris (2015) ont été des moments clés dans le développement de l'économie verte. Le premier a donné lieu à la création d'un marché de carbone international et, plus précisément, à ce qu'ils ont appelé des mécanismes de flexibilité, au nombre de trois, à savoir l'application conjointe, le développement propre (MDP) et l'échange de droits d'émissions. Le deuxième a instauré les Contributions Déterminées au niveau National (NDC)¹⁶, dans le cadre de l'objectif plus général de limiter le réchauffement planétaire entre 1,5°C et 2°C par rapport au niveau préindustriel d'ici la fin du 21^{ème} siècle. Des 160 NDC présentées par les pays, 89 comptaient utiliser les marchés de carbone. Ces derniers mettent en vente des permis d'émissions et des certificats de réductions d'émissions. Il existe une branche régulée et une autre non régulée ou volontaire du marché de carbone. La première est gérée par les gouvernements des pays, avec le soutien d'entités financières, notamment des entreprises ou des

¹⁶ Chaque pays signataire doit décrire et communiquer ses actions climatiques tous les 5 ans ; les prochaines évaluations sont prévues pour 2025 et 2030. (UNFCCC, s.d.)

organisations internationales, tandis que la deuxième est ouverte à tout type d'acteurs, publiques ou privés. Tout un business s'est développé autour du carbone, donnant aussi lieu au développement de multiples entreprises spécialisées dans la consultance et la gestion de projets. Ce système permet finalement de quantifier les externalités et services environnementaux, calculés selon la quantité de CO₂ émis ou évités sur base d'une équivalence CO₂. De cette manière, il devient possible de compenser les émissions de GES au moyen de transactions financières qui échangent des unités créées, soit des bons ou des crédits de carbone¹⁷ ou encore des permis d'émission, qui ont une certaine valeur sur le marché. La quantification des émissions, émises et évitées, a pour but de contrôler les émissions globales, et ainsi atténuer le changement climatique.

Il est important de préciser que les efforts pour atteindre une économie verte sont, pour une grande partie, implantés dans les pays « pauvres » du Sud Global. Dans ce cadre, les projets REDD+ sont massivement implantés et financés par des entreprises ou des gouvernements, de pays industrialisés, dans les pays dits « en développement », dans le but d'atteindre leurs engagements en matière de responsabilité environnementale. De fait, les projets REDD+ sont des mécanismes de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) qui rétribuent financièrement des acteurs du Sud Global pour leurs actions de conservation environnementale ou gestion durable des forêts tropicales, plus spécifiquement. Les projets REDD puisent leur origine dans la COP13 de 2007 à Bali, et ont ensuite évolué lors de la COP16 de 2010 à Cancun.

Les mécanismes REDD+ sont essentiels dans la lutte contre le changement climatique car les forêts jouent un rôle capital pour le climat et la biodiversité (CIRAD, 2021). Cela s'explique aussi par l'implication importante de l'utilisation des terres dans le réchauffement climatique. De plus, l'ONF (s.d.) rappelle que les forêts forment la deuxième plus grande réserve de carbone de notre planète, après les océans. Aussi, selon la FAO (2022), « les forêts procurent un habitat à 80 pour cent des espèces d'amphibiens, 75 pour cent des espèces d'oiseaux et 68 pour cent des espèces de mammifères, et les forêts tropicales abritent 60 pour cent environ de l'ensemble des espèces de plantes vasculaires [qui permettent la circulation de l'eau] » (p.14). D'ailleurs, un peu plus de la

¹⁷ Pour avoir une idée de référence, un bon de carbone équivaut à une tonne de dioxyde de carbone capturé par les arbres (Cardona et Echeverri, 2018) ; un hectare de forêts en Amazonie génère environ 566 tonnes de carbone (Bermúdez Liévano, 2021).

moitié du territoire de la Colombie est recouvert de forêts tropicales (voir annexe 1) et 14% de la biodiversité du monde se trouve dans ce pays (Carrizosa, 2001). Par conséquent, la Colombie est un pays mégabiodivers, mais aussi stratégique pour les investissements de carbone, via des projets tels que REDD+. De plus, l'Amazonie fait partie des zones les plus touchées par la déforestation (Carrizosa, 2001).

Ensuite, la Colombie s'est engagée à l'issue de la COP21 à diminuer de 20% ses émissions de GES avant 2030. En 2021, elle a même relevé son objectif à 51% sous le gouvernement d'Ivan Duque. Les principaux secteurs d'action sont la baisse de la déforestation grâce à des projets protectionnistes, de reforestation ou de développement durable, dont les financements proviendraient de l'impôt national sur le carbone, instauré depuis 2016, et surtout du marché de carbone, comptant une multitude d'acteurs finançant des projets de compensation, depuis 2017 (Medioambiente, 2021). La Colombie comptait en 2018 une soixantaine de projets d'économie verte (Cardona et Echeverri, 2018). Ces derniers peuvent se manifester sous différentes formes, en voici quelques exemples : reforestation à grande échelle – par exemple, d'eucalyptus pour leur haute capacité d'absorption de carbone -, monoculture d'agro-combustibles, grands ouvrages d'énergie propre (hydroélectrique, parc éolien, ...), exploitation forestière durable, etc.

Finalement, notons que les conférences, accords, mécanismes nationaux et internationaux et autres dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution sont très abondants. Même au sein de l'économie verte, une multitude d'acteurs, institutions et mécanismes prolifèrent. L'analyse du fonctionnement des politiques climatiques globales, et l'ensemble de ses mécanismes institutionnels, techniques, juridiques et financiers, est donc complexe. Je me contenterai donc ici de présenter les principes fondamentaux de l'économie verte de façon à fournir une compréhension de base aux lecteurs. Ce qui m'intéresse est l'analyse critique d'un point de vue politique et sociologique, ce qui occupera la prochaine partie, sur base du cas d'étude choisi.

Chapitre 5. Cas d'étude - Description des terrains

Maintenant que le cadre théorique, la méthodologie et les généralités ont été posés, j'aborderai les caractéristiques contextuelles générales des terrains étudiés, à savoir l'ONG *Censat Agua Viva* et les communautés *indígenas* du *Valle de Sibundoy*.

5.1. L'ONG Censat Agua Viva

5.1.1. Aperçu général sur les origines, objectifs et stratégies de travail

Censat Agua Viva est une ONG environnementale colombienne. Elle est associée au réseau international des Amis de la Terre, ainsi qu'à l'alliance régionale Les Amis de la Terre d'Amérique Latine et des Caraïbes (ATALC). L'organisation a été créée en 1989 et a comme objectif principal de contribuer à la création de sociétés durables en soutenant les alternatives au développement, basées par exemple sur le *buen vivir*. Ils le font à travers différents types d'action: la communication, l'éducation, la recherche ou encore l'organisation d'actions sociales, auprès de différentes communautés locales en Colombie avec lesquelles ils travaillent. En effet, l'approche communautaire est un des piliers de la stratégie de Censat. Ainsi, ils sont particulièrement à l'écoute des besoins et revendications des populations et cherchent donc à renforcer leurs capacités d'action dans un but d'autonomie. Même si l'essentiel du travail de Censat s'attache à apporter un travail communautaire et local, certaines de leurs actions ont une portée plus large lorsqu'il s'agit de communication et d'information, mais également de plaidoyers et incidence politique au niveau national et international.

5.1.2. Organisation interne

Censat est divisé en 4 groupes de travail ou secteurs thématiques (*areas*) : 1) l'eau en tant que bien commun, 2) la transition énergétique, 3) les conflits miniers, 4) les forêts et la biodiversité. Les différentes équipes sont relativement indépendantes et travaillent avec différents groupes de populations. De temps en temps, elles coorganisent certains projets, ateliers ou autres activités. On retrouve de façon transversale une critique des expressions du système capitaliste et néolibéral affectant la population et l'environnement, tels que l'extractivisme, la privatisation et la marchandisation de biens communs, mais aussi la défense des droits des communautés et leurs territoires, leurs savoirs communautaires, leur souveraineté (territoriale, énergétique, alimentaire, ...), la justice environnementale et économique, l'égalité de genre, etc.

5.1.3. *Área Selvas y Biodiversidad* et son travail sur l'économie verte

Lors de mon stage, j'ai rejoint l'équipe de travail *Selvas y Biodiversidad*, composé de 3 membres. La problématique principale sur laquelle ils travaillent intensément porte sur la déforestation et la dégradation des forêts. Ils analysent, d'une part, de façon critique, les solutions proposées et mises en place par les acteurs publics et privés qui préconisent les « solutions basées sur la nature » ou l'économie verte, impliquant la financiarisation de la nature et la technification de son usage pour le rendre plus efficace, selon une logique capitaliste (Fatheuer et al., 2016). D'autre part, ils soutiennent les solutions communautaires alternatives, basées sur une gestion collective, autonome et durable, tels que l'agroécologie, « l'environnementalisme corporatif » ou le *manejo comunitario*, selon les termes utilisés par les membres de l'équipe.

La promotion de ces solutions alternatives se fait à travers différents moyens et actions, comme je l'ai expliqué plus haut. Parmi leurs principaux objectifs, on retrouve la reconnaissance légale des communautés et l'obtention de financement à destination de celles-ci de la part des institutions publiques, telle que le SISCLIMA¹⁸ ; la diffusion et le partage des connaissances locales, inter et intra communautés selon une logique d'« éducation environnementale populaire » ; ou encore, des campagnes de communication sur la déforestation, les différentes formes de solutions et initiatives communautaires auprès de l'opinion publique mais aussi de responsables politiques.

5.1.4. Alliances

Pour avoir un impact plus significatif, Censat compte évidemment sur des alliances avec certains mouvements sociaux et organisations sociales et environnementales. Tous ces groupes militants forment un réseau dense et complexe qu'il est difficile de comprendre dans son entièreté. Étant donné la position politique hautement critique de Censat sur les politiques environnementales, ses alliances sont rigoureusement choisies. Elles peuvent également être délicates, comme c'est le cas avec l'économie verte. Malgré cela, Censat est une organisation présente, et même souvent précurseur, dans beaucoup de mouvements environnementaux du pays.

¹⁸ Le Système de Changement Climatique de Colombie existe depuis 2016 et sert de cadre institutionnel national pour coordonner la gestion climatique.

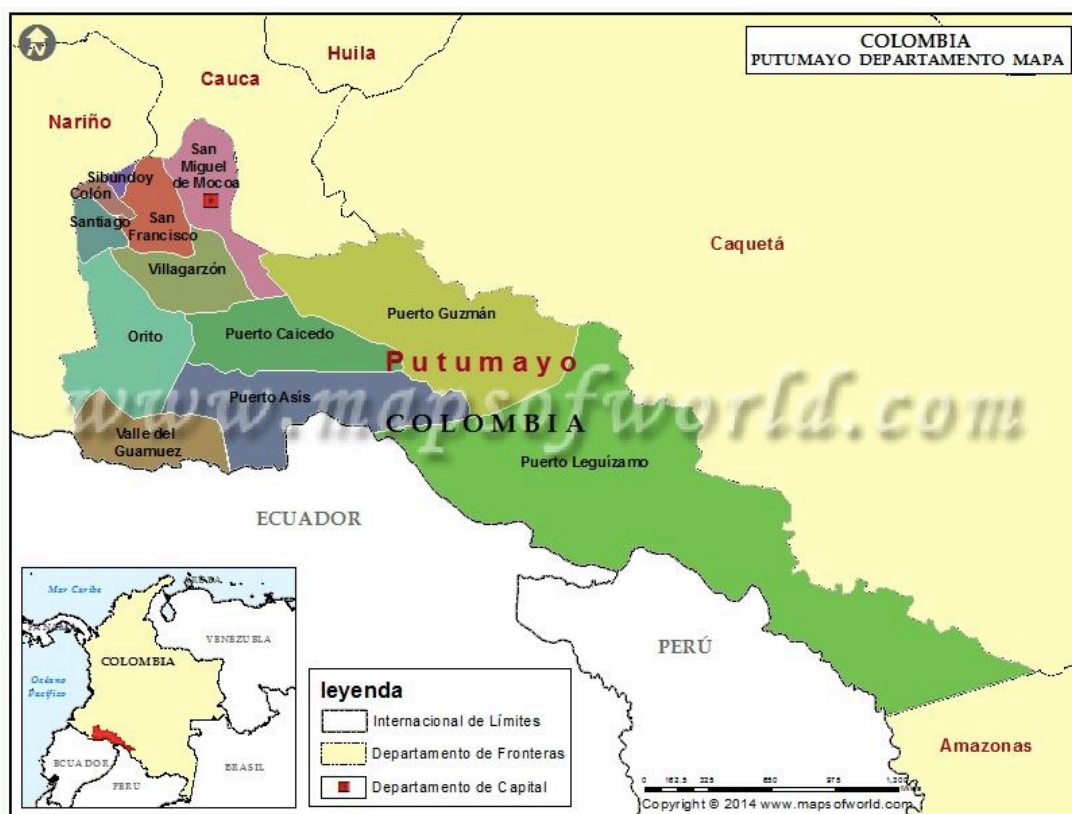
5.1.5. Mon travail en tant que stagiaire au sein de l'organisation

La problématique principale de mon stage a porté sur l'économie verte. Plus concrètement, l'équipe avait l'intention d'offrir un cours diplômant - qui s'est tenu de septembre à novembre 2022 de façon virtuelle et auquel j'ai partiellement assisté - sur les mécanismes des projets ou contrats d'économie verte qui affectent, entre autres, beaucoup de pays d'Amérique Latine, et plus spécifiquement des territoires avec un potentiel de « séquestration de carbone », soit avec un haut niveau de biodiversité. Le cours diplômant a été proposé aux autres organisations ATALC ainsi qu'à certains membres des communautés avec lesquels ils travaillent. En ce qui concerne ma contribution, il m'a été demandé de faire des recherches sur des cas concrets de projets d'économie verte qui ont généré ou comportent des risques de violations des droits des communautés en lien avec leurs territoires, et ce au niveau régional, soit en Amérique du Sud et Centrale. Ceux-ci sont évidemment nombreux. Le but n'était donc pas d'en faire une liste exhaustive mais plutôt d'approfondir certains cas afin de prendre la mesure des ambiguïtés et de la complexité qui ne sont pas explicitement présentées par les promoteurs de l'économie verte. De plus, j'ai été invitée à étudier les effets spécifiques sur les populations plus « vulnérables », telles que les femmes, les jeunes ou d'autres personnes sous-représentées.

5.2. Le *Valle de Sibundoy*: REDD+, les communautés *kamsa* et *inga*, et la relation avec Censat

Je vais m'attarder ici sur le *Valle de Sibundoy*. Dans un premier temps, je donnerai des informations contextuelles générales. Dans un deuxième temps, je décrirai le cas du projet REDD+ qui s'est présenté dans ce contexte, ainsi que les interactions avec l'ONG Censat Agua Viva.

5.2.1. Présentation générale du Valle de Sibundoy et des communautés inga et kamsa



Carte du Putumayo avec les zones frontalières et les municipios (Alcaldía de Santiago, s.d.)

5.2.1.1. Géographie

Le *Valle de Sibundoy* se situe dans le Sud-Ouest de la Colombie, et plus spécifiquement dans le « haut », au Nord-Est, du Putumayo. Il est constitué de quatre *municipios* : Sibundoy, Colón, San Francisco et Santiago, cette dernière comprenant aussi la localité de San Andrés. Les deux plus grandes villes les plus proches sont Moccoa, capitale du Putumayo, et Pasto, capitale du département d'à côté, Nariño. Le Putumayo est limité par les départements de Nariño, Cauca et Caquetá au Nord, et par l'Équateur, le Pérou et le département d'Amazonas au Sud. Il se trouve en Amazonie occidentale et peut se diviser en trois zones géographiques : amazonique (85%), andine (9%) et *piedemonte* (6%) (Corpoamazonia, s.d.).

Le *Valle de Sibundoy* appartient à cette dernière zone, le *piedemonte amazónico* (« au pied » ou en « contrefort » de l'Amazonie). Cette vallée s'élève à environ 2000 mètres d'altitude et compte différentes couches thermiques (Alcaldía de Sibundoy, s.d.). De par sa géographie spécifique, cette région accueille un microclimat et une biodiversité unique (WCS, s.d. ; WWF, 2014). On y retrouve un nombre élevé d'espèces, végétales et animales, dont certaines sont endémiques (WWF, 2014). Cette région joue aussi un rôle

très important en termes de sources d'eau (Alcaldía de San Francisco, s.d. ; Alcaldía de Santiago, s.d.) : le Putumayo, fleuve principal, a son embouchure dans le *Valle de Sibundoy*, et plusieurs autres fleuves et cascades s'écoulent sur ce territoire. Le *piedemonte* a donc une fonction vitale pour la région du « bas », l'Amazonie (Ambiente y sociedad, s.d.). Les sols de cette région sont ainsi riches grâce à la quantité importante d'eau et de minéraux, mais également de par les terres volcaniques qui sont présentes dans le *Valle De Sibundoy*. De plus, une partie de ce territoire est couvert de páramos : des écosystèmes uniques et qualifiés de stratégiques (Terridata, s.d.) en raison de leurs fonctions hydriques et pour leur diversité de faune et de flore.

Ainsi, WCS (s.d.) et WWF (2014) mettent en avant les intérêts de cette région sur le plan environnemental, mais aussi les menaces liées aux activités de production, tels que l'agriculture et l'élevage intensifs, les infrastructures, ou encore les activités pétrolières et minières (Ambiente y sociedad, s.d.). Ces activités sont responsables, entre autres, de la déforestation. Cette région est aussi touchée par les changements climatiques qui vont particulièrement affecter la pluviométrie, et par conséquent, les cultures (WWF, 2014). Les effets combinés de la déforestation et de pluviométrie perturbée engendrent, par ailleurs, des problèmes d'inondations qui sont de plus en plus fréquents dans le *Valle de Sibundoy* (Gobernación de Putumayo, s.d. ; Terridata, s.d.).

5.2.1.2. Administration, histoire et population

Les municipios sont administrés par les *alcaldías* ainsi que les *cabildos*¹⁹, autorités locales *indígenas*, *inga* ou *kamsa* en fonction de la municipalité et de sa population majoritaire²⁰. La taille de chaque *municipio* est variable, allant de 45 000 à 50 000 ha pour San Francisco et Santiago, et autour de 6000 et 8000 ha pour Colón et Sibundoy (Municipios de Colombia, s.d.). Selon l'Observatorio DD.HH. y DIH (s.d.), chaque « municipalité » compte entre 5000 et 7000 habitants, à l'exception de Sibundoy, *municipio* le plus dense, avec quelques 15 000 habitants.

¹⁹ Les *cabildos* sont, selon la définition du Décret 1088 de 1993 (Movimiento regional por la tierra, 2015), “una entidad pública especial, cuyos integrantes son miembros de una comunidad indígena, elegidos y reconocidos por ésta, con una organización sociopolítica tradicional, cuya función es representar legalmente a la comunidad, ejercer la autoridad y realizar las actividades que le atribuyen las leyes, sus usos, costumbres y el reglamento interno de cada comunidad”.

²⁰ Les communautés *inga* et *kamsa* représenteraient entre 30 et 55% de la population dans chaque municipalité (Terridata, s.d.).

Les premiers municipios auraient été construits dans la première moitié du 16^{ème} siècle (en 1532), à l'arrivée des colons, selon les informations fournies par les autorités municipales (Alcaldía de Santiago, s.d. ; Alcaldía de Sibundoy, s.d.). L'administration coloniale a perduré durant deux siècles (Observatorio DD.HH. y DIH, s.d.). Les colons sont d'ailleurs appelés *capuchinos* par la population. Ils ont imposé la religion catholique à la population, qui a, en même temps, conservé une grande partie de leurs pratiques spirituelles. Cela donne aujourd'hui lieu à des formes religieuses syncrétiques. La période suivante d'intervention externe et d'exploitation des populations et des territoires date de la moitié du 19^{ème} siècle au moment du développement du commerce du caoutchouc (Observatorio DD.HH. y DIH, s.d.).

En fonction des conjonctures politiques et économiques, le *Valle de Sibundoy* a accueilli un plus ou moins grand nombre de migrants. Par exemple, de nombreux déplacés du conflit armé, qui a éclaté en Colombie dans les années 1960, ont trouvé refuge dans le *Valle de Sibundoy*, qui a été moins touché que d'autres régions par le conflit, même s'il en a quand-même subi les conséquences (Comisión de la Verdad, 2020). Pour la période actuelle, l'Observatorio DD.HH y DIH (s.d.) a mentionné une présence limitée de groupes armés dans la région, qui n'ont d'ailleurs pas d'intérêt de contrôle sur la population, et Terridata (s.d.) a relevé un faible niveau de criminalité pour la région du *Valle de Sibundoy*. Par ailleurs, le *Valle de Sibundoy* reste aujourd'hui un lieu d'immigration ainsi que de passage (Observatorio DD.HH. y DIH, s.d. ; Movimiento regional por la tierra, 2015), que ce soit pour les personnes ou les marchandises, étant donné sa position frontalière à plusieurs pays et zones, notamment productrices de coca. D'autres types de marchandises transitent par cette région, d'où le projet actuel de construction d'une grande route, dans le cadre du programme IIRSA (Initiative d'Intégration de l'Infrastructure de la Région Sud-Américaine), qui traverserait, notamment, le *Valle de Sibundoy*. Cette route est appelée *la variante*, par la population locale.

Dans les années 1990, les populations *indígenas* de l'*Alto Putumayo* ont participé à des mobilisations pour la défense de leurs terres (Observatorio DD.HH. y DIH, s.d.). Ainsi, d'autres *Resguardos Indígenas*²¹ ont été créés, jusqu'en 2009, en plus de ceux déjà établis

²¹ Le Movimiento regional por la tierra (2015) définit le *Resguardo* comme “*una figura jurídica con la que el ordenamiento legal del Estado colombiano le reconoce el territorio a los pueblos y comunidades indígenas*”.

dans les années 1950, sous la direction de l'INCORA, l'*Instituto Colombiano de la Reforma Agraria* (Movimiento regional por la tierra, s.d.). Les communautés *indígenas* administrent les *Resguardos Indígenas* qui s'étalent sur leurs différents *municipios*. La carte de l'annexe 2 montre les différentes figures de protection environnementale qui s'appliquent dans la région du *Valle de Sibundoy*, parmi lesquelles on retrouve les *Resguardos Indígenas*, mais aussi des Aires Protégées et des Réserves Forestières.

5.2.1.3. Économie

Les principales activités économiques du *Valle de Sibundoy* sont les suivantes : l'agriculture de cultures traditionnelles - transformées de plus en plus en monocultures - tels que le maïs, le *frijol*, les patates, pour n'en citer que quelques-uns ; l'élevage avec une importante production laitière ; l'exploitation forestière et minière pour certaines parties ; l'artisanat et le commerce (Alcaldía de San Francisco, s.d.).

5.2.1.4. Cultures inga et kamsa du Valle de Sibundoy

Comme je l'ai déjà mentionné, les deux communautés *indígenas* présentes dans le *Valle de Sibundoy* sont les *kamsa* et les *inga*. Les *kamsa* sont une population autochtone, ayant toujours vécu sur ce territoire. Ils se nomment eux-mêmes "*kamentsa Yentsá, Kamentsa Biyang*" ce qui signifie « hommes d'ici avec une pensée et une langue propre » (Ruiz, 2020). Les *inga* sont arrivés par la suite, vers la fin du 15^{ème} siècle (Observatorio DD.HH. y DIH, s.d.). Grâce à un processus de négociations, ils ont trouvé une forme harmonieuse de cohabitation avec les *kamsa*. Les *inga* sont en fait des descendants des Incas d'Équateur. Aussi, leur langue est le quechua inga. Les *kamsa* ont, eux, une autre langue propre.

Malgré ces distinctions linguistiques, ces deux communautés partagent aujourd'hui de nombreuses pratiques et pensées et culturelles (Observatorio DD.HH. y DIH, s.d.), avec de sensibles différences. Ces similitudes sont, notamment, visibles dans leur artisanat, leur vêtements traditionnels, leurs fêtes, leurs pratiques spirituelles, etc. Ces communautés ont, par ailleurs, été nourries de multiples influences culturelles, autant des Andes que de l'Amazonie (Movimiento regional por la tierra, 2015). En outre, les populations *kamsa* et *inga* se concentrent toutes les deux dans le *Valle de Sibundoy*, tandis qu'une minorité se trouve dans d'autres parties du pays.

5.2.2. Le projet REDD+ dans le *Valle de Sibundoy*

Une proposition de projet REDD+ avait frappé à la porte des autorités locales - les *cabildos* - d'un des *municipios* du *Valle de Sibundoy*, en avril 2022. Le projet REDD+ a été proposé par une entreprise, siégeant à Bogotá, Yauto SAS, au sujet de laquelle j'ai trouvé peu d'informations publiques – principalement sur le site d'*El Economista* (s.d.). Certains des *cabildos* de la région ont plutôt été en faveur de ce projet, tandis que d'autres se sont montrés plus réticents, tout comme une partie de la population. Finalement, le projet n'a pas abouti, une fois qu'une partie de la population a montré son opposition et que certains responsables de la communauté se sont davantage informés sur les intentions et implications de tels projets de compensation. Toutefois, de nombreuses tensions ont subsisté au sein de la communauté, notamment en ce qui concerne le projet REDD+. Les négociations du contrat ont, par ailleurs, été floues : de nature privée, entre les *gobernadores* des *cabildos*, sans consultation de l'ensemble de la communauté ; et la lettre de proposition du projet a subitement disparu des archives publiques.

Face aux différentes tentatives d'interventions territoriales externes, fréquentes dans le *Valle de Sibundoy*, des mouvements sociaux, composés de civils, mènent des actions de défense et protection de leur territoire. J'ai pu remarquer, dès ma première visite que les femmes jouaient un rôle important dans le cadre de la défense du territoire, en ayant certains modes d'organisation, rencontre et échange propres. Ce sont d'ailleurs quelques femmes engagées qui ont pris contact avec Censat et ont organisé différents événements relatifs aux menaces territoriales, comme évoqué plus haut. Lors de sa venue, Censat est intervenu lors d'un *foro* (une sorte de débat publique) organisé dans la salle du *cabildo* de Sibundoy au sujet de différents problèmes territoriaux et environnementaux – entre autres, la *variante* et la mine à Mocoa, affectant les cours d'eau de la région, passant notamment dans le *Valle de Sibundoy* (Movimiento regional por la tierra, 2015). L'intervention de Censat a spécifiquement porté sur les projets REDD+, ce qui a permis d'ouvrir un dialogue avec les autorités locales présentes, qui se sont montrées préoccupées par les risques que peuvent porter ce genre de projets pour les communautés et leurs territoires. Ceci a sûrement contribué au non aboutissement du projet REDD+, comme l'a affirmé une des enquêtées, même si les raisons de la cession des négociations n'ont pas été déclarées publiquement. D'autres propositions de projets REDD+, par exemple, pourraient aussi surgir ultérieurement et constituer un potentiel risque.

Chapitre 6. Cas d'étude - Discussion

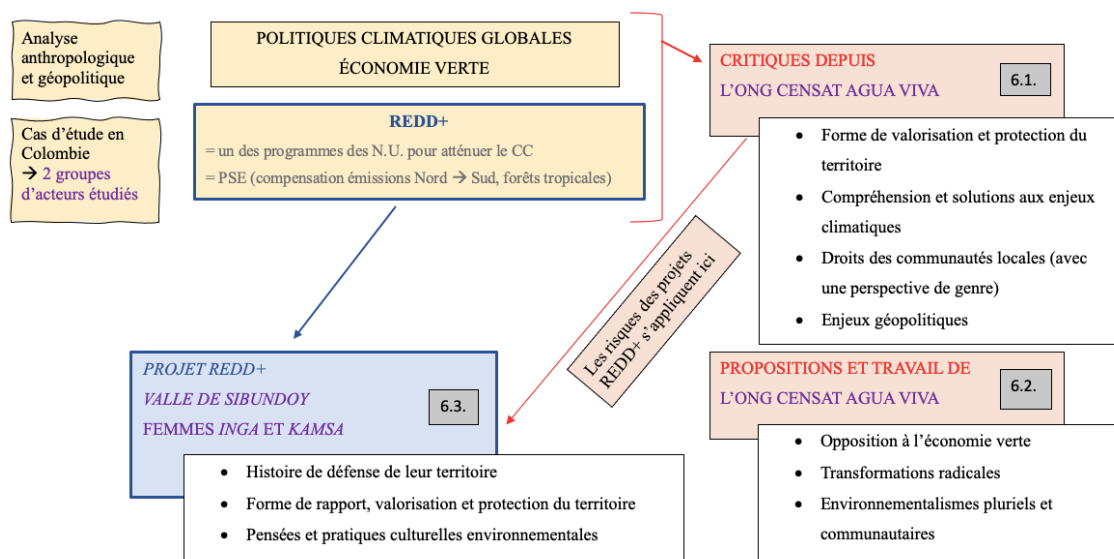
Cette partie reprend l'ensemble des réflexions menées autour de la problématique de base, soit les enjeux culturels et géopolitiques relatifs à la potentielle implantation d'un projet REDD+ sur le territoire des populations du *Valle de Sibundoy*. Comme dit plus haut dans la méthodologie, l'ensemble des propos de la discussion sont basés sur les données de mon terrain (entretiens et observations – y compris mon stage). De par la divergence des points de vue des acteurs de mon cas d'étude²², je les considère ici comme des acteurs d'une controverse. Je croise aussi les informations avec la revue de littérature. Pour faciliter l'intégration d'extraits d'entretien dans le texte, je reprendrai les initiales des participants dont j'ai repris les noms - anonymisés - dans le tableau récapitulatif ci-dessous. Je préciserai lorsqu'il s'agit des entretiens des membres de Censat. Le reste des entretiens se référeront aux femmes du *Valle de Sibundoy*. De plus, les passages en gras dans les extraits d'entretien reflètent l'intonation plus marquée des participants.

Censat	
F	Fernando, coordinateur du pôle <i>Selvas y Biodiversidad</i>
A	Alexandra, membre du pôle <i>Selvas y Biodiversidad</i>
D	Daniela, coordinatrice générale
Femmes du Valle de Sibundoy	
J	Julieta (inga y kamsa)
M	Maria (inga)
L	Laura (kamsa)
E	Emily (kamsa)
C	Carolina (kamsa)
P	Paola (kamsa)
S	Sara (kamsa)

Dans un premier temps, j'aborderai les aspects problématiques, d'un point de vue politique et environnemental, de l'économie verte telle qu'elle s'applique dans les projets REDD+. Je présenterai principalement les critiques et positions de Censat - dans lesquelles j'insère également celles que j'ai pu construire lors de mon stage - et qui sont pertinentes au vu de mes questions de recherche et considérations théoriques. Cette partie

²² Je distingue les « acteurs de mon cas d'étude », à savoir les promoteurs de l'économie verte, l'ONG Censat et les femmes du Valle de Sibundoy, des « acteurs de mon terrain » qui correspondent aux deux derniers groupes cités.

me permettra aussi d'identifier les caractéristiques et logiques propres à l'économie verte et aux projets REDD+. En complément, je donnerai, dans la deuxième partie, un aperçu des propositions environnementales alternatives de Censat. Dans un troisième temps, je m'attarderai sur la forme d'environnementalisme que j'ai pu identifier chez les femmes du *Valle de Sibundoy*, dans le Putumayo, et qui s'oppose aussi, dans une certaine mesure, à l'environnementalisme qui domine dans les politiques climatiques globales. Le tableau ci-dessous récapitule les principaux éléments d'analyse traités dans la discussion.



J'accorde globalement un intérêt particulier aux visions et pratiques environnementales alternatives (à l'économie verte) des acteurs de mon terrain. L'idée est d'en comprendre les principes et de voir leur niveau de valorisation et reconnaissance au sein des politiques. Martinez-Alier et al. (2014), Mariño-López (2011) et Svampa (2011) ont, notamment, montré dans leurs travaux sociologiques autour des conflits environnementaux²³ que ces derniers relevaient effectivement de divergences en termes de valorisations et logiques territoriales selon les acteurs. Par ailleurs, je combine des réflexions aussi bien globales que locales, tout en accordant une place importante à mon cas d'étude à partir de mes données de terrain. Cette démarche coïncide, selon Ulloa

²³ Svampa (2011) définit les conflits environnementaux de la façon suivante : « les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles qui supposent, de la part des acteurs en présence, des intérêts et des valeurs différents dans un contexte d'asymétrie du pouvoir. Les divergences concernant les ressources naturelles portent sur le territoire (partagé ou à contrôler) et, plus généralement, sur la nécessité de le préserver ou de le protéger (...) de tels conflits sont l'expression de conceptions différentes de la nature qui, en dernière instance, manifestent une divergence de fond concernant la notion de 'développement' ».

(2011), avec un intérêt général plus récent en sciences sociales de mettre en perspective les connaissances locales avec des enjeux globaux comme la biodiversité ou le climat.

6.1. Critiques de l'économie verte depuis Censat

6.1.1. Marchandisation du carbone

Tout d'abord, l'économie verte normalise la financiarisation de la nature et ses services environnementaux, dans lesquels le carbone a un rôle important. La nature n'est dès lors valorisée que pour les bénéfices économiques que ses services fournissent, constate Censat. L'ensemble du vivant et sa complexité sont réduits à des unités fragmentées, quantifiables, exploitables et commercialisables, en d'autres termes à de la marchandise, ce qui correspond à la compréhension duale moderne de la nature (Escobar, 2016 ; Svampa, 2011). Ce phénomène de *commodification* n'est toutefois pas nouveau mais l'économie verte va étendre les éléments auxquels on accorde une valeur marchande (Tordjman, 2021), qui sont, de surcroît, des éléments vitaux comme l'atmosphère (Escobar, 2016). La comptabilité des externalités environnementales est, selon les promoteurs de l'économie verte, une solution pour contrôler et réduire les émissions globales à l'origine du réchauffement climatique. Les enjeux environnementaux sont ainsi limités à l'intégration des émissions de GES à l'économie. Dans cette perspective, profondément néolibérale, les solutions aux problèmes environnementaux sont exclusivement techniques et mercantiles. Comme Lohmann (2012), critique de l'économie verte, l'exprime bien, le réchauffement climatique est compris comme une simple « erreur de marché ». L'action politique en matière climatique se focalise sur une quantification obsessionnelle des émissions de carbone, ce que Combes (2010) qualifie de « carbocentrisme ».

“[los proyectos de economía verde]están ampliando los lugares a los que el mercado puede llegar y el tipo de cosas que se pueden comprar y vender.” (D, Censat)

6.1.2. Approche réductionniste

Les membres de Censat soulignent le caractère réductionniste dans cette façon de comprendre et solutionner les problèmes environnementaux et climatiques, focalisée sur la comptabilisation marchande du carbone alors que les enjeux sont d'une envergure et d'une complexité beaucoup plus grande. Les enjeux environnementaux et climatiques sont effectivement liés à d'autres questions, d'ordre sociétal, voire même civilisationnel pour certains. Il est important pour Censat de poser des questions de fond et de soutenir des transformations radicales vis-à-vis du modèle de société actuel ultra productiviste.

Ceci est d'autant plus vrai au vu de l'urgence climatique et de l'ampleur des injustices. Le GIEC(2019) rappelle effectivement la nécessité d'opérer des « transitions rapides et radicales » (p.17) dans tous les secteurs d'activité. D'un point de vue éthique, il est aussi quelque peu « déshumanisant » de « créer des marchés financiers sur les désastres humanitaires » (Coecoceiba, 2019). Comme le dit Porras et al (2017), « la crise environnementale nécessite une approche humanitaire et environnementale, et non entrepreneuriale ».

“Es muy reduccionista pensar una crisis ambiental, una crisis civilizatoria, en clave de dióxido de carbono, que es apenas uno de los elementos de la crisis ambiental (...) hay que pensar desde una perspectiva muchísimo más amplia y también no reducir las funciones de los ecosistemas a la mera captura de carbono (...) es un enfoque errado, porque es un enfoque que no cuestiona las bases que permiten la crisis climática, y que están asociadas a un modelo agroalimentario y al extractivismo sobre todo de fósiles que resulta insustentable a todas luces y que no se puede compensar por estos mecanismos y esta lógica de mercados de carbono. Entonces esto no sirve ni para la deforestación, que es la primera causa de emisiones en países como Colombia, ni para la crisis climática. Pues de toda forma la deforestación tampoco se puede medir solo en asuntos de emisiones.” (A, Censat)

6.1.3. Le profit avant l'écologie : un paradigme bien ancré dans les institutions

Même si les politiques climatiques marchandes ont l'avantage de poser un diagnostic pertinent sur les risques environnementaux et climatiques, les propositions sont, en revanche, insuffisantes et même inefficaces, selon Censat. Ceci est en partie lié à une lecture simplifiée des problèmes environnementaux planétaires qui sont en fait multidimensionnels (Porras et al, 2017). Le modèle actuel de croissance, accompagné d'une robuste narrative selon laquelle *there is no alternative*, empêche aussi d'envisager d'autres formes de solutions environnementales. De fait, imaginer un autre modèle passe aussi par l'inclusion d'autres récits, lesquels jouent un rôle important sur les croyances, représentations et modes d'organisation sociales (Dion, 2018). Les solutions climatiques marchandes génèrent, en plus des comportements spéculatifs de la part de beaucoup d'acteurs qui en font usage (Fatheuer et al., 2016 ; Lohmann, 2012).

En outre, les projets de compensation servent dans beaucoup de cas à « verdir » l'image des entreprises (*greenwashing*). Censat voit d'ailleurs les COP sur le Climat - espace à partir duquel ont émergé les accords internationaux ayant donné lieu aux projets tels que

REDD+ - comme des rencontres commerciales, et non des espaces de discussions et prise de décisions démocratiques sur les enjeux environnementaux. C'est pourquoi Censat ne se donne même pas la peine d'intervenir auprès de ces acteurs politiques et entrepreneuriaux. Plus généralement, Censat ne s'engage aucunement dans des processus de dialogue et collaboration avec des entreprises, en raison de leurs objectifs contraires aux intérêts des communautés, lesquelles sont, de surcroît, exclues des espaces de discussions générés par ces acteurs privés.

“En estas COP's (...) dicen “no tranquilos, realmente no tenemos que reducir, podemos pensar otros mecanismos de flexibilidad, unos mecanismos de compensación”. (...) Y esto se ha ido ampliando con los años con otros mecanismos, como REDD+. (...) Esos escenarios climáticos (...) han hecho un negocio de la contaminación. Si tú miras, digamos, no sé, el acuerdo de Paris, lo celebraron Shell, Cargil, Arabia Saudita, que es un estado petrolero o son empresas petroleras o de la agroindustria, es decir que son grandes contaminantes.” (A, Censat)

Ce système ne pousse pas les responsables des dégradations environnementales à réduire leur impact mais les encourage à investir dans des initiatives compensatoires afin de poursuivre leurs activités (Coecoceiba, 2015). Le problème réside justement dans cette logique de compensation qui ne signifie absolument pas réduction des émissions, insiste Censat. Tordjman (2021) pointe aussi le maintien d'un modèle productiviste et extractiviste destructeur dans les solutions marchandes et techniques censées œuvrer pour la transition écologique. C'est pourquoi beaucoup se réfère à l'économie verte comme des « fausses solutions ». C'est ce que l'ONG Censat soutient. Il suffit aussi de regarder l'évolution, toujours croissante, des émissions de GES des dernières années pour le vérifier, comme le rappelle le dernier rapport du GIEC (IPCC, 2022) (annexe 3), ou la constante perte de couverture forestière (annexe 4), alors qu'il s'agit d'un des secteurs d'action de l'économie verte, et plus spécifiquement des projets REDD+.

“Creemos que se trata de una falsa solución (...) después de más de una década de implementación, lo que tenemos en los territorios sigue siendo más de lo mismo, no: derechos violados, comunidades en situaciones de vulneración dentro de sus territorios, una degradación ambiental, climática, que no ha parado. (...) y se puede supuestamente eso compensar, pero la vida no es compensable de ninguna manera.” (F, Censat)

Certains chercheurs vont même jusqu'à considérer les projets REDD+ comme une cause de la déforestation et du changement climatique, en raison de l'illusion de réduction d'émissions qu'ils créent (Lang, 2022 ; WRM, 2022a et 2022b) ; Lohmann (2012) parle de « légendes des compensations ». En Colombie, la quantité de tonnes de carbone vendue entre 2017 et 2021 (54 millions) a été bien inférieure au CO₂ généré par le pays si l'on prend la référence de 2014 équivalent à 234 millions de tonnes (Gallego, s.d.). Ceci illustre l'insuffisance de ce type d'actions contre les défis climatiques. En plus, l'efficacité des mécanismes de réduction d'émission peut aussi être questionnée puisqu'il n'est pas garanti que la protection environnementale est directement liée aux projets implantés (Reyes, s.d.). Dans beaucoup de cas, les populations locales prennent déjà soin de l'environnement, sans l'intervention de projets d'économie verte.

Par ailleurs, les solutions technologiques, à haut coût, sont particulièrement mises en avant dans les projets de réduction ou compensation d'émissions, dans une logique de « capitalisme vert » selon Combes (2010). Cela va donc donner lieu à la mise en place d'infrastructures d'énergie « verte » ou des innovations techniques des systèmes de production, par exemple. Ces nouvelles technologies plus « durables » visent à augmenter l'efficacité et la durabilité de l'utilisation des ressources naturelles. Krause (2020) explique pourtant, concernant la déforestation, que le problème réside plutôt dans le modèle actuel d'extension de la production, et non son inefficacité. Fatheuer et al (2016) nous dit aussi qu'une solution basée uniquement sur une tarification du carbone et des innovations technologiques n'est pas suffisant.

De fait, plusieurs auteurs, dont Combes (2010), questionnent le caractère « durable » de certaines techniques utilisées dans les projets d'économie verte, focalisés sur la diminution du carbone dans l'atmosphère et sa captation terrestre : la reforestation sous forme de monocultures, parfois avec des arbres génétiquement modifiés - pour leur haute capacité de croissance ou encore de captation de carbone -, ce qui contient des risques d'invasion d'espèces ou des perturbations au niveau des écosystèmes (ETC Group, 2022 ; Yucra, 2021) ; « l'agroindustrie durable », aussi appelé « territoires climatiquement intelligents » (Coecoceiba, 2015) ; ou encore, les agro-combustibles qui participent à l'extension de la frontière agricole et, par conséquent, à la perte de forêts et biodiversité (Fatheuer et al., 2016).

De plus, l'économie verte entraîne une dépendance technologique (Ziai, 2016) mais aussi financière des pays importateurs vis-à-vis des investissements étrangers dans le cadre de leurs politiques environnementales et climatiques (Mariño-López, 2011).

6.1.4. Irrégularités et illégalités dans l'application des projets

En plus des logiques de fond, les modes d'implantation des projets d'économie verte ont fait l'objet de nombreuses dénonciations, récurrentes, quant à leur illégalité ou illégitimité, comme j'ai pu l'analyser lors de mon stage chez Censat. Les populations qui « accueillent » les projets d'économie verte ont, en effet, souvent été victimes de violations de leurs droits, en plus d'être déjà dans des situations de vulnérabilités, sociales, économiques ou environnementales. Ces irrégularités sont d'autant plus importantes lorsqu'il s'agit de projets issus du marché de carbone volontaire doté d'une moindre régulation technique, juridique et financière.

On observe donc dans beaucoup de cas l'absence de consultation *previa, libre e informada* auprès de l'ensemble de la communauté et, plus généralement, un grand manque d'information et de transparence de la part des promoteurs des projets vis-à-vis des populations. Pourtant, il s'agit d'un droit fondamental et des conditions officielles des projets qui sont inscrites dans les contrats. Il faut dire que les projets se développent via des intermédiaires, rendant la communication moins directe. Il en va de même pour la participation pleine et volontaire des communautés, un principe souvent bafoué. La proposition du projet REDD+ dans le *Valle de Sibundoy* s'est effectivement déroulé dans des conditions opaques. Par ailleurs, les PSE comme REDD+ fonctionnent sur base d'une rétribution économique ou matérielle promise aux participants en échange de leurs efforts environnementaux. Néanmoins, nombreuses ont été les plaintes quant au non respect, ou du moins partiel, de la distribution de ressources économiques - inégalitaires ou incomplètes - ou des services promis (tels que la construction d'une école, de routes, de centres de soins de santé, etc.). La FAO (2022) a aussi souligné les soucis de répartition des bénéfices économiques dans les projets REDD+. On voit sur le graphique de l'annexe 5 les déséquilibres significatifs dans les flux financiers des projets REDD+ en Colombie.

De plus, les projets comme REDD+ requièrent des instruments et institutions pour mesurer les « bénéfices environnementaux », calculés sur base de la quantité d'émissions évitées. Pour que les évaluations soient fiables, il est important de réaliser un suivi régulier puisque les résultats déterminent l'utilité de ces actions en termes d'atténuation

des changements climatiques. En plus d'être complexe et dépendant d'une multitude de variables, il s'agit d'un système qui requiert des ressources financières, humaines et techniques importantes, ce qui fait souvent défaut dans les pays d'implantation, comme c'est le cas en Colombie. La FAO (2020) mentionne aussi ce risque dans le cadre du programme REDD+ *Visión Amazonía*, un des plus importants en Colombie. Certains auteurs soulignent, par ailleurs, le caractère très simplifié des évaluations de « réduction d'émissions » car l'ensemble des gaz impliqués dans le réchauffement planétaire ont des propriétés et des origines différentes. Cependant, ils sont ramenés à une équivalence commune en dioxyde de carbone, ce qui génère certains biais dans la comptabilisation des impacts environnementaux (Fatheuer et al., 2016).

6.1.5. Interventions dans la gestion et la propriété des terres du Sud Global

Les projets d'économie verte génèrent également dans certains cas une privatisation - par usage - des territoires ainsi que du climat (Escobar, 2016 ; Lohmann, 2012 ; Ulloa, 2011). Certains auteurs s'y réfèrent comme des « droits de carbone » (Counsell, 2021), en opposition aux droits de propriété collectif communautaire conféré par la Constitution, du moins dans certains pays d'Amérique Latine, y compris la Colombie, mais également en vertu du droit international. Il existe, notamment, la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Populations Indigènes (DDPI) et la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux (OIT 169).

“Han tenido una apropiación ilegítima de la atmósfera. ¿Quiénes? Los países del Norte y las empresas, casi todas del Norte.” (A, Censat)

Cela dit, même si certains acquis en termes de droits fonciers communautaires existent en Colombie - depuis la Constitution de 1991 -, beaucoup de lacunes législatives persistent pour que l'ensemble des populations locales voient leur droit d'occupation des terres garanti (Giraldo, s.d.). Les projets de commercialisation du carbone entraînent aussi dans certains cas des problèmes de droits territoriaux (Rossbach de Olmos, 2011). De plus, les projets de compensation causent dans certains cas des problèmes de déplacements des populations, ce qui fragilise davantage les communautés locales (Les Amis de la Terre France, 2012). Même les Nations Unies reconnaissent ces risques dans le cadre des projets REDD+ (Flórez et Ordóñez, 2011). Corpoamazonia (2019), l'institution publique chargée du développement durable de la région amazonienne en Colombie, a aussi averti les communautés locales sur les précautions à prendre avant de signer quelconque contrat impliquant la commercialisation de bons de carbone. L'inquiétude à propos de la

restriction d'accès au territoire comme conséquence de la marchandisation du carbone est aussi présente dans le *Valle de Sibundoy*.

“Ahora nos tiene así con la compra y venta de carbono (...) pues es como el riesgo a ... un despojo.” (J)

Ces projets vont également perturber les territorialités (Ulloa, 2011), avec des effets de multiples territorialités (Pacheco, 2016), par exemple, dans le cas des schémas REDD+ qui privent les communautés d'une partie du territoire pour des motifs de conservation, reforestation ou autre. Les membres de Censat ont aussi un regard critique sur les types d'environnementalisme « conservationniste » qu'ils jugent colonial dans le sens où les populations locales sont vues comme illégitimes sur leurs territoires, et même nocives pour celui-ci, ce qui rejoint les propos de Malcom Ferdinand (2019).

“Los mercados de carbono (...) han sido concebidos de que esta selva está quieta (...) se ponen las condiciones tan restrictivas para los pueblos que no les permiten desarrollar sus medios y modos de vida comunitarios (...) entonces no pueden tumar una palma para arreglar el techo de la casa o para hacer un cerco para una huerta, etcétera. (...) ustedes siguen en el territorio, pero realmente no pueden hacer uso del territorio como quieran o incluso a veces con casos de desplazamiento abiertos, que hasta donde yo sé en Colombia no han ocurrido, pero si tú miras, por ejemplo, en Centroamérica hay casos de desplazamiento muy violentos asociados a mercado de carbono, como el caso de Guatecarbon en Guatemala.” (A, Censat)

Ensuite, les « solutions basées sur la nature » renforcent les problèmes d'accaparement des terres au niveau global puisque ce sont précisément les territoires de communautés locales, qui ont déjà des difficultés d'accès à la terre, qui sont visées. Pour donner une idée de l'ampleur de ce phénomène, selon une étude réalisée par Oxfam (2021), les objectifs de zéro émission nette des quatre plus grandes entreprises pétrolières et gazières (Shell, BP, Total Energies et Eni) pourraient demander un espace équivalent à deux fois celui du Royaume Uni. On se rend compte ici des problèmes d'accaparement mais aussi de faisabilité si l'on compte sur des projets compensatoires pour solutionner les enjeux climatiques et environnementaux. Une membre de Censat a aussi expliqué qu'il arrive que les projets d'économie verte soient utilisés par des acteurs environnementaux transnationaux dans le but d'élargir leur extension territoriale.

6.1.6. Discrimination et plus grande résistance des femmes

En plus d'augmenter la compétitivité et la pression sur les terres (Fatheuer et al., 2016), les projets REDD+ ne sont accessibles qu'aux personnes ou communautés en possession d'un titre de propriété. Ces personnes sont en très grande majorité des hommes. Dans les cas REDD+ que j'ai pu analyser, et comme l'a souligné plusieurs fois Censat, les négociations des contrats de projets se font quasi exclusivement avec des hommes en tant que représentants légaux des communautés et titulaires officiels des territoires.

Les femmes sont effectivement fortement discriminées dans leur accès aux mécanismes fonciers et opportunités économiques (Coecoceiba, 2019 ; FAO, 2020 ; Global Witness, 2021 ; WWF, 2021). Le genre est donc une discrimination additionnelle aux problèmes d'accès aux terres que les politiques et projets d'économie verte n'améliorent pas, étant donné que subsistent encore de multiples irrégularités et manquements dans la législation foncière des pays dans lesquels ils s'implantent (Les Amis de la Terre International, 2014 ; Krause, 2020; Rodríguez-de-Francisco et al., 2021). En outre les femmes sont aussi très peu présentes dans les espaces de prise de décision politique de façon générale. Pour Censat, cela pourrait aussi éventuellement expliquer la plus grande résistance des femmes aux projets tels que REDD+, observable dans le cas du *Valle de Sibundoy* mais également dans beaucoup d'autres luttes environnementales.

Dans le cas du *Valle de Sibundoy*, j'ai pu observer une certaine exclusion des femmes des espaces de discussion politique. Une des membres de Censat a aussi relaté une de ses expériences lors d'un atelier en présence de la population locale et de deux *taitas* (guides spirituels de la communauté, également liés aux structures décisionnelles locales). Ces deux personnes étaient très peu à l'écoute des membres de la communauté, et en particulier aux voix des femmes, qui étaient à l'encontre des projets REDD+, à l'inverse des *taitas* plutôt en faveur de ces projets. Face à ce genre de situation, Censat aide à encadrer les espaces de discussion pour permettre aux autres membres de la communauté locale, plus « vulnérables », de s'exprimer. Les femmes du *Valle de Sibundoy* ont effectivement souligné l'effet positif de la présence de Censat sur leur possibilité d'intervention dans l'espace public et auprès des représentants politiques communautaires. Par ailleurs, le projet REDD+ a révélé et même renforcé certaines tensions au sein de la population, et notamment avec les dirigeants locaux. Des personnes de la population locale ont aussi mentionné des problèmes de corruption et violence au sein de certains gouvernants locaux (les *cabildos*).

6.1.7. Populations du Sud injustement responsabilisées et incohérence de l'agenda politique

Ensuite, les territoires dotés de forêts tropicales sont particulièrement convoités, surtout pour les projets REDD+, étant donné leurs importantes « réserves » de carbone et biodiversité (Bonneuil, 2017). Fatheueur et al. (2016) mentionnent aussi qu'un quart de ces forêts tropicales sont gérées par des populations indigènes et des communautés locales ; en Colombie ce chiffre s'élève à un tiers (Gallego, s.d.). Flórez et Ordóñez (2011) précisent aussi que 72% des *resguardos indígenas* en Colombie sont des zones forestières. Ces populations sont désignées comme les bénéficiaires des PSE tels que REDD+. Ceci a pour conséquence de leur imposer, dans une certaine mesure, la charge de la mitigation du changement climatique, alors que cette partie de la population n'est responsable que d'une infime partie des émissions, en comparaison aux principaux contributeurs historiques issus du « Nord Global » (annexe 6) (Bonneuil, 2017 ; Fatheueur et al., 2016 ; Moore, 2022 ; Ulloa, 2011). En ce qui concerne la Colombie, elle est responsable de 0.4 à 0.5% des émissions globales (Mejía, 2021). Cette charge climatique imposée entretient une relation néocoloniale entre les pays du Nord et ceux du Sud Global, comme l'argumente un des membres de Censat. Cette façon de comprendre et de résoudre les problèmes environnementaux, au sein desquels la question climatique occupe une place privilégiée dans les débats politiques internationaux sur les dégradations environnementales, occulte une série d'injustices historiques, que Censat, comme d'autres acteurs, dénonce. En réaction, il revendique, entre autres, une dette écologique. Bonneuil (2017) parle aussi d'inégalités dans les échanges écologiques historiques, en faveur des pays hégémoniques.

“Solo para centrarnos en este asunto, que es del cambio climático, de la crisis climática, que es el que orienta las relaciones llamadas también de cooperación Norte/Sur, yo creo que empieza el colonialismo en decir que la culpa es de ustedes realmente. Y sinceramente, deberían responder “¿por qué se metieron las patas? Seguir contaminando, seguirnos involucrando a todos en un problema que no hemos creado y que mucho menos se han creado a las personas sobre quienes se proponen las soluciones que dicen, que son los pueblos indígenas, comunidades negras, los pueblos campesinos, ¿qué responsabilidad van a tener ellos en la deforestación y la crisis climática de forma tan marcada? Pero esos discursos parecen decirles ‘ustedes cuiden básicamente porque es culpa de ustedes, pero no se preocupen, nosotros seguimos haciendo lo mismo, [acelera el ritmo de enunciación], seguimos contaminando, seguimos emitiendo, seguimos sacando petróleo abajo de las piedras,

del fondo del mar, en las selvas de la Amazonía, en todos lados, pero ustedes cuiden'. Es decir, eso como que da la sensación de que fuera culpa de los pueblos del Sur global toda esta situación climática en la que nos encontramos, y no se reconoce entonces la deuda ecológica.” (A, Censat)

Le fait de représenter les populations locales comme responsables des dégradations est un discours que l'on retrouve fréquemment dans la bouche d'acteurs comme les représentants politiques. Cette idée, issue d'une construction sociale et narrative, est souvent expliquée par la situation de pauvreté de ces populations (Rodríguez-de-Francisco et al., 2021). Censat s'oppose à cette idée et tient à éviter toute diabolisation des pratiques de populations locales vis-à-vis de l'environnement, dont les monocultures intensives à grandes échelles sur leur territoire peuvent être un exemple, qui ont en fait été dans beaucoup de cas imposées aux populations, et non inventées ou volontairement adoptées par celles-ci. À l'inverse, Censat travaille avec ces populations pour renforcer leur possibilité d'appliquer d'autres formes de production plus écologiques et correspondant à leurs pratiques locales.

Ensuite, les actions climatiques basées sur la compensation d'émissions sur les territoires des pays du Sud sont doublement perverses puisque les activités nuisibles pour l'environnement sont maintenues et vont impacter au premier chef ces mêmes pays²⁴ (Mejía, 2021). Une des membres de Censat a aussi insisté sur le maintien, dans le schéma des solutions basées sur la marchandisation du carbone, des pays d'Amérique du Sud et du Sud Global, en l'occurrence la Colombie ici, comme pourvoyeurs de ressources, aussi bien pour la conservation que pour l'extraction, étant donné que le modèle économique, national et international, ne change pas. L'intervenante a utilisé le terme de « territoires sacrifiés » pour désigner ces terres touchées par les activités commerciales d'extraction ou de conservation. Dans cette logique, néolibérale et coloniale, le territoire n'est vu que pour sa valeur marchande et les habitants locaux ne sont aucunement considérés.

*“Alternativas que realmente no lo son tanto y por eso se habla de falsas soluciones porque permiten que estos grandes contaminantes **sigan** contaminando, y que sigan, por un lado, ampliando el extractivismo de los países del Sur, pero que también vengan*

²⁴ Parmi les affectations, on peut relever les changements de fréquence et intensité des pluies et des sécheresses, affectant ainsi les systèmes de production et donc d'alimentation, l'épuisement des sources d'eau potable, l'érosion des sols fertiles, des changements de composition ou d'extinction d'espèces dans les forêts tropicales, et l'augmentation des maladies (Coecocceiba, 2019).

realmente a hacer una presencia fuerte en los territorios, ahora también con la excusa de la conservación. (...) pues es colonial, porque se mantiene la división Internacional del trabajo, que en el caso de América latina sigue siendo extractivismo. Y es colonial porque también se entiende como estratégicos, digamos, los llamados recursos que tenemos acá, la Amazonía, etcétera. Se sabe que son de todo el mundo, menos de la gente de la Amazonía. Entonces también se decide cómo gestionar la Amazonia sin la gente que habita la Amazonia, que son nada más y nada menos que 34 millones de personas.” (A, Censat)

De plus, les actions pour limiter les dégradations environnementales se concentrent sur les petits acteurs. En Colombie, les politiques contre la déforestation s'attaquent principalement aux petits exploitants illégaux dont les pratiques sont criminalisées et violemment sanctionnées par les agents de l'État - telles que la récente *Operación Artemisa* en Amazonie -, tandis que les plus grands responsables continuent leurs activités légalement (WWF, 2021). Rodríguez-de-Francisco et al (2021) insistent aussi sur les problèmes de corruption en Colombie qui maintiennent certaines activités économiques illégales et destructrices de l'environnement, en même temps que le gouvernement soutien des projets d'économie verte. Censat pointe aussi la forte présence des lobbys des entreprises sur les institutions et acteurs étatiques qui œuvrent en leur faveur au premier chef, et non pour le bien commun.

A: Y toda esa combinación de mecanismos que, por ejemplo, en Colombia también se expresa que eso está súper relacionado, elementos como la militarización de la conservación a través de la operación Artemisa (...) También muestran que la lógica es esa, sacar a la gente de las áreas que denominan estratégicas. Y eso cobra más relevancia en cuanto a los conceptos de seguridad ambiental. (...) asunto de seguridad nacional (...) y eso permitió una militarización y por ende una privatización de esos recursos que denominan estratégicos. (A, Censat)

En outre, le plan de développement national promeut des secteurs qui font partie des plus grands moteurs de la déforestation, dont les activités minières (en particulier les combustibles fossiles), l'agriculture intensive et les infrastructures, par exemple (Sousa Santos, 2010, cité dans Carrizosa, 2001), en même temps qu'ils financent des opérations militaires contre ce même genre d'activités pratiquées de façon illégale à plus petite

échelle²⁵. La contradiction entre les ambitions environnementales et les objectifs de développement saute ici aux yeux. Il est donc légitime de questionner la cohérence, l'efficacité et la légitimité de la gouvernance en matière environnementale, tant au niveau national qu'international. Beaucoup d'investissements sont mis dans des opérations militaires contre la déforestation - dont le coût est élevé (Hernández, 2020) - et dans des projets d'économie verte, alors qu'il n'y a pas de véritables mesures prises pour éliminer les causes des dégradations et fournir des conditions de vie dignes à la population. De plus, selon Global Witness (2021), la Colombie est le pays qui a enregistré en 2019 et 2020 le plus d'attaques et assassinats envers les défenseurs environnementaux, lesquels sont dans une grande partie issus de communautés *indígenas*. Pourtant, 70% des luttes environnementales au niveau mondial viseraient la protection des forêts contre la déforestation et le développement industriel (Global Witness, 2021).

6.1.8. Gouvernance environnementale globale néocoloniale sur le plan économique, politique et épistémologique

Cette façon de répondre aux problèmes environnementaux globaux pose plusieurs questions éthiques et politiques. Elle impose d'abord une gestion territoriale spécifique, et même une « rationalité particulière » (Ulloa, 2011, p.483), indépendamment des contextes particuliers (Porras et al., 2017); Carrizosa (2001) parle « d'écologisme international » et Coecoeiba (2019) va jusqu'à dénoncer un « colonialisme climatique ». Krause (2020), en se référant aux projets REDD+, argumente qu'il s'agit d'une « imposition par l'État et ses autorités d'idées occidentales de la gestion et conservation territoriale sur les populations indigènes » (p.411). Toutefois, cet environnementalisme n'est pas forcément en accord avec les visions et pratiques d'une partie de la population. La valorisation exclusivement économique des forêts, lorsqu'il s'agit des projets REDD+, par exemple, nie toutes une série de liens culturels, sociaux, spirituels et autres avec le territoire (Les Amis de la Terre International, 2014; Fatheuer et al., 2016). En effet, d'autres formes de valorisations et pratiques environnementales peuvent être observées chez certaines communautés locales qui considèrent leur territoire, non pas comme une

²⁵ Le gouvernement colombien cite sept causes principales à la déforestation : l'extension de la frontière agricole (concernant surtout des monocultures telles que les palmiers, par exemple) et de l'élevage ; la culture (illicite) de coca ; les déplacements de population ; les infrastructures ; les mines ; la vente de bois pour la consommation personnelle ; les incendies de forêts (Pacheco, 2016).

ressource commercialisable, mais comme un lieu de vie qu'il respecte pour son caractère sacré, par exemple (Porras et al., 2017 ; Ruiz, 2020).

“Creo que la historia de futuro nos va a mostrar que estamos en un momento de alternativas olvidadas porque nos pusieron a todos a hablar de carbones y se nos olvidó hablar todos los otros lenguajes para nombrar la vida. Y eso es algo que realmente resulta muy peligroso.” (A, Censat)

Aussi, plusieurs membres de Censat ont pointé les impacts culturels générés par le marché de carbone qui modifie le rapport au territoire des communautés locales sur plusieurs générations si, comme c'est souvent le cas avec les projets REDD+, ils impliquent un contrat sur plusieurs décennies. Un passage marquant d'une publication des Amis de la Terre International illustre aussi le risque de la financiarisation de la nature et la dépendance vis-à-vis d'acteurs financiers externes, sur la protection environnementale communautaire et le lien au territoire :

“Cuando un proyecto touchera a su fin, después 20 o 30 años o más, una o varias generaciones auront olvidado sus métodos tradicionales y sus valores, aquellos que habían asegurado anteriormente la conservación de su territorio. Los hijos y las hijas de aquellos que han recibido pagos nunca habrán conocido esos otros valores, esos métodos tradicionales : para ellos, el único valor de los bosques será el que implica el sistema REDD, es decir el dinero” (Les Amis de la Terre International, 2014, p.7).

“Hay unos cambios culturales tremendos también. (...) por ejemplo, los pueblos indígenas amazónicos hoy están denominándose guardianes del carbono cuando ellos han sido guardianes de espíritus, guardianes de aguas, guardianes de selvas. Y creo que hace 20 años no sabía la mayoría que era el dióxido de carbono y que aún no lo saben muchísimo hoy. Pero pues esos mismos pueblos indígenas sí saben todos que es la selva, sí saben todos que es un río, que son los espíritus, etcétera. Entonces son unos cambios culturales también muy fuertes desde la cosmovisión y la forma de relacionarse con el entorno, pero en una vía negativa, en una vía mediada por el reduccionismo y también muchas veces por la economía.” (A, Censat)

Ensuite, les projets comme REDD+ sont implantés de façon hégémonique et inégale au niveau global, sous la direction d'une élite politique et économique, et surtout sous l'initiative et le financement d'acteurs du « Nord Global » (Diaz Montaña, s.d. ; Lohmann, 2012 ; Ulloa, 2011). L'expression de l'ex-directeur exécutif de la CCNUCC

de 2004, Michael Zammit Cutajar (cité dans Lohmann, 2012) est assez révélatrice : « il n'est pas exagéré de présenter les mécanismes du Protocole de Kyoto comme 'made in USA' (...) ». Les pays du Sud, et surtout leurs populations, sont ainsi réduits à de « simples exécuteurs » de ces projets. On se rend ainsi compte de la dimension antidémocratique et néocoloniale derrière la proposition de l'économie verte comme unique modèle de développement « durable ».

“No creemos que las estrategias basadas en mercados sean una solución para el territorio, que en aquellas en las que prevalece todavía una visión colonialista, no: propuestas o proyectos que vienen del Norte y siguen imponiendo en los territorios del Sur, pues que ponen en juego los derechos y la soberanía de los territorios y de los pueblos y comunidades, pues no deben ser la solución.” (E, Censat)

Censat est aussi très critique par rapport au concept de gouvernance, et de façon plus générale, à toute intervention externe sur les territoires, où les propres habitants sont souvent ignorés, dans une logique d'exploitation et de profits, ce qui a lieu dans le cadre des projets d'économie verte. Pour Censat, il est crucial de ne pas penser le territoire comme une terre à exploiter, mais bien un territoire sur lequel vivent des populations et de multiples espèces qui entretiennent souvent des relations depuis plusieurs générations.

“Nos distanciamos completamente de ese concepto de gobernanza. (...) es algo con lo que tenemos una lectura completamente crítica (...) un concepto que fue introducido por el Banco Mundial a finales de los años 90 y que poco tiene que ver con la autonomía de las comunidades de los pueblos en sus territorios, sino por el contrario, digamos, con un control muy determinado en un control y una influencia externa, de estos supuestos tomadores de decisiones. (...) El territorio no solamente es tierra, es decir, el territorio no es un territorio desocupado, no es tierra desocupada, que uno puede llegar a planificar con un proyecto desde un escritorio o desde una ciudad o un lugar ajeno, sino que siempre hay gente en ese territorio. Cuando no está, uno debería hacerse la pregunta de porque no están, porque siempre hay una comunidad local, un pueblo, o personas que están ligadas a un territorio.” (E, Censat)

6.2. Travail et propositions de Censat

Je vais dans cette partie amener plus concrètement certaines dimensions de l'environnementalisme que défend Censat, qui permettra de comprendre leur divergence avec l'approche dominante de l'économie verte. Je parlerai aussi brièvement de leur approche de travail ainsi que la portée et les difficultés qui l'accompagnent.

6.2.1. Une vision critique solitaire face à l'ambiguïté de l'économie verte

Tout d'abord, malgré l'ensemble des critiques qui peuvent être faites, beaucoup d'acteurs - communautés locales, associations de la société civile, ou autres - ne se rendent pas directement compte des dimensions négatives des projets issus du marché de carbone et des politiques de réduction d'émission. L'économie verte n'est donc pas critiquée par une majorité d'organisations et acteurs environnementaux, et est, au contraire, même soutenue par beaucoup d'entre eux. Ainsi, les membres de Censat soulignent la difficulté d'obtenir une position critique robuste. Cette difficulté est notamment due au caractère ambigu des propositions de l'économie verte qui semblent, de prime abord, aller en faveur des communautés locales et de l'environnement. Les effets négatifs ne sont pas explicites, voire occultés, et ne se donnent à voir que par la suite lors de l'implantation des projets.

Cependant, en raison des évidences empiriques en nombre croissant, de plus en plus d'acteurs se positionnent à l'encontre de ces projets, constate Censat. Dans d'autres cas, certains acteurs soutiennent l'implantation de ces projets dans le cas où ils sont déjà engagés dans un contrat qui leur sont avantageux financièrement, ce qui ne concerne le plus souvent que quelques individus tels que les représentants de communautés, référents des contrats, et non l'ensemble de la communauté comme cela est supposé l'être. Cela correspond à la situation dans le *Valle de Sibundoy* où certains dirigeants locaux sont en faveur de projets REDD+ en raison des avantages financiers qu'ils pourraient leur apporter, ce qui a généré, ou renforcé, des tensions communautaires. Les membres de Censat pointent aussi les acteurs derrière la narrative consensuelle de l'économie verte et leurs intérêts premiers, de type lucratif, et non social ou environnemental, ce qui est contradictoire et même incompatible avec les engagements environnementaux mis en avant par les projets de compensation.

6.2.2. Transformations radicales

Ensuite, Censat défend une autre vision de l'environnementalisme face à l'approche financière et technique des enjeux environnementaux. Il est nécessaire, pour eux, de repenser, notamment, notre relation à la nature et notre considération du vivant, dominés actuellement par des logiques capitalistes, coloniales et patriarcales, et qui sont perpétrés dans les formes d'environnementalisme actuel dominant, tel que les politiques climatiques globales et les projets qui en dérivent, comme REDD+. Gudynas (2009) a aussi écrit sur l'importance au vu des enjeux environnementaux de repenser les multiples rapports à la nature de façon plus complexe qu'une pensée duale entre biocentrisme, d'un

côté, et anthropocentrisme de l'autre²⁶. Sousa Santos (2010) défend la même chose lorsqu'il dit que nous sommes confrontés actuellement à des problèmes modernes pour lesquels il n'y a pas de solutions modernes.

6.2.3. Pluralité des savoir-faire environnementaux

Par ailleurs, l'imposition d'un savoir-faire environnemental unique et homogène, à laquelle l'économie verte participe, occulte et censure d'autres pensées et pratiques environnementales, issues des communautés locales autochtones, par exemple. Censat œuvre justement pour la valorisation des connaissances et pratiques des populations locales, premiers connaisseurs de leurs territoires, ce qui en fait les mieux placés pour en prendre soin. Escobar (2016), Ba (2020) et Heyd (2011) montrent aussi la connaissance du monde spécifique que les populations locales développent à partir de leur environnement propre, ce qui en fait des savoirs situés et « territorialisés ». Heyd (2011) met aussi en avant la responsabilité envers l'environnement que des populations vont entretenir dans le cas où elles entretiennent un lien étroit et interdépendant avec celui-ci. La Constitution colombienne, depuis 1991, met pourtant l'accent sur le caractère pluriethnique et multiculturel de la nation, mais ne l'applique pas encore vigoureusement dans ses projets politiques (Mariño-López, 2011).

“Estamos convencidos, que el conocimiento local (...) es invaluable y está ligado a un territorio (...) una comunidad que vive en una selva, pues conoce la selva (...) no se crea un desequilibrio como el que se crea cuando hay una intervención externa, que tiene otros objetivos.” (E, Censat)

Néanmoins, ils existent certains espoirs, même au sein des institutions étatiques, pour arriver à une reconnaissance des pratiques environnementales issues des populations locales, remarque Censat. L'État colombien a, par exemple, signé la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) de 1992, dans laquelle sont reconnus, dans l'article 8, les savoirs « traditionnels » des populations locales, ce qui n'est pas le cas pour la Convention Cadre sur le Changement Climatique (Rossbach de Olmos, 2011). Dans la

²⁶ Martinez Alier et al. (2014) parlent de trois formes d'environnementalismes pertinentes au vue de notre discussion: 1) l'« écoefficiencia » qui va privilégier les actions humaines sur la nature au moyen d'innovations techniques et technologiques, 2) le « culte de la vie sauvage » qui correspond à un environnementalisme « conservationniste » où l'homme devrait être exclus de certains espaces naturels pour qu'ils puissent être préservés, et enfin 3) l'environnementalisme des pauvres qui reposent sur les formes de protection environnementale développées par les populations locales.

pratique, cependant, de grandes lacunes persistent encore. Beltrán (2017), pointe aussi, tout comme Mariño-López (2011) ou encore Ulloa et al. (2008), le fait que le savoir scientifique reste davantage valorisé pour résoudre les questions climatiques, y compris dans la CDB, ce qui participe à un phénomène de violence épistémique envers les savoirs traditionnels. Par ailleurs, un certain soutien des institutions gouvernementales est indispensable pour faire aboutir certains objectifs tels que l'autonomie des populations sur leur territoire qui nécessite des garanties juridiques. Malheureusement, celles-ci manquent encore cruellement au sein de l'État colombien, notamment. Notons, finalement, la récente arrivée au pouvoir du premier gouvernement de gauche, avec pour vice-présidente une femme, environnementaliste, issue de la communauté afrocolombienne. Ce changement de régime politique donne beaucoup d'espoir à la société colombienne.

6.3. L'environnementalisme des femmes *indígenas* du Putumayo.

Nous allons dans cette partie approfondir le type de relation, de visions et pratiques environnementales que j'ai pu observer dans le *Valle de Sibundoy* en s'intéressant plus particulièrement à la perspective des femmes natives issues de la population *kamsa* et *inga*. Ruiz (2020) a, d'ailleurs, également travaillé sur les dimensions culturelles de la territorialité de la communauté *kamsa* du *Valle de Sibundoy* dans son mémoire. Comme j'ai pu le constater lors de ma première visite avec Censat dans le *Valle de Sibundoy*, les communautés *indígenas* entretiennent des formes de valorisations de leur territoires particulières, autres que marchandes (Schroeder et González, 2019). Celles-ci sont radicalement opposées à la compréhension mécanique, économiciste et utilitariste de la nature, selon une ontologie duale, dominante au sein du monde occidental moderne et que l'on retrouve dans l'économie verte. Le principe de *Buen Vivir* tel qu'il est théorisé par Gudynas (2011) rejoint aussi cet argument : « *there are a reaction against the conventional domination of utilitarian values, particularly expressed in the reductionism of life to economic values and the subsequent commoditization of almost everything. Buen Vivir acknowledges that there are several ways to give value, such as esthetic, cultural, historical, environmental, spiritual and so on.* » (p. 445). Malheureusement, leur forme de territorialité traditionnelle reste peu valorisée, notamment dans le cadre des politiques publiques (Ruiz, 2020). Par ailleurs, la vision capitaliste du territoire est de plus en plus adoptée par les plus jeunes générations, selon certains témoignages de femmes du *Valle de Sibundoy*. Notons aussi que les idées avancées ici sont relatives à une partie de cette population. Je ne prétends pas généraliser les cultures *indígenas* de la région.

6.3.1. Défense ancestrale du territoire des populations *inga* et *kamsa*

Les populations *indígenas* du *Valle de Sibundoy* sont installées sur ce territoire depuis plusieurs générations. Ils ont donc un attachement historique et identitaire au territoire, mais aussi affectif, inscrit dans leurs traditions, transmises par les anciennes générations, d'ailleurs hautement respectées par l'ensemble de la communauté. Beaucoup de personnes interrogées ont témoigné du caractère spécial qu'ils accordent à leur territoire ; *Tabanók* est le nom *kamsa* qu'ils utilisent pour désigner leur territoire compris comme « lieu d'origine sacré » (Ruiz, 2020). Leur lien au territoire est aussi culturellement axé sur la protection et la défense de celui-ci, dont ils ont besoin pour assurer leur existence et identité en tant que communauté et individu. De la Cadena, Foster et Rechman (2015) nous disent justement que les pratiques écologiques de certaines populations natives sont impulsées, en partie, par leur type de connexion au vivant. Ils ont ainsi une conscience de leur dépendance au vivant. Escobar (2016) met aussi en avance l'appel récurrent à *l'ancestralidad* dans les luttes territoriales d'Amérique du Sud, en se basant, notamment, sur des cas d'étude en Colombie. *L'ancestralidad* exprimerait la “*responsabilidad ancestral que inspira las luchas actuales y que persiste en la memoria de los mayores*” (Escobar, 2016, p. 19). Ce même auteur a aussi introduit le concept d'ontologie relationnelle, mentionné plus haut dans le cadre théorique, pour désigner les formes de relations au territoire, identitaire, affective, et d'interconnexion avec le vivant, que l'on retrouve dans les cultures de certaines communautés *indígenas* qui habitent des territoires d'une grande biodiversité et complexité écosystémique, comme la *selva*. L'ontologie relationnelle se différencie de l'ontologie moderne dualiste. Par ailleurs, cette relation au territoire est propre à la culture andine, nous dit Gudynas (2011) sur base de la recherche de Yampara (2001), selon laquelle la communauté est définie non seulement par tous les membres humains mais aussi l'ensemble des êtres vivants de son environnement ; c'est ce que Gudynas (2011) appelle un « *social-natural continuum* » (p.444).

“Uno hereda esas formas, no, de querer cuidar la naturaleza con autonomía. (...) se siente, vive la madre tierra, y con el tiempo se vuelve protector de la madre tierra. (...) El día que yo me parte de mi territorio ancestrales era como si no tuviera vida. (...) el territorio ancestral ... mmh, para mí todo es ... muy especial.” (L)

“Decían el indígena sin terreno, sin territorio, no es indígena (...) En cambio, si tiene su madre tierra, pues cultiva, vive, y no ambiciona mucho la plata. (...) las cosas ya se miran diferente. (...) [los jóvenes] han ido a estudiar a las ciudades y allá vienen como con otro pensamiento. (D)

“Ese vínculo tan afectuoso, tan afectivo, ese vínculo de apego, de agacharse, de pararse, de sentarse y sentir la hierba, de sentir la frescura de la tierrita para poder conectarse, para seguir siendo, trascender el tiempo de ser guardianes de los territorios, ser guardianes, ser el amor de la madre tierra, porque ella es la que nos da el sustento.” (S)

Par ailleurs, les travaux et arts issus du tissage (*tejer*) ont un rôle significatif dans la transmission et le maintien des traditions de pensée *inga* et *kamsa* relatives au territoire car la symbologie utilisée se rapporte directement à ses éléments, et plus spécifiquement à ceux qui ont une signification pour ces communautés en lien avec leur culture et leurs pratiques, ce que Ruiz (2020) a aussi montré. Ulloa et al. (2008) affirment aussi que le tissage joue un rôle important sur le statut de la femme dans plusieurs communautés *indígenas*, comme j’ai aussi pu le voir dans le *Valle de Sibundoy*. Par ailleurs, les narratifs imaginaires - comme les rêves - ou légendaires et mythologiques ont, à l’instar des symboles, une grande importance dans les cultures *inga* et *kamsa*, dans la transmission de celle-ci, dans les récits de leur histoire, et aussi dans les aspects quotidiens de leur vie. Ces narratifs révèlent également le type de relation que ces communautés entretiennent avec l’environnement (Ulloa et al., 2008).

“Uno entiende como nuestros padres, nuestras abuelas sienten esa necesidad de defenderla. Y por eso mismo nos dejaron la herencia también del tejido.” (L)

“Para que no se acabe el pensamiento, las costumbres de nuestros ancestros, hay que ir plasmando ahí en la fajita. Entonces, la faja tiene mucha historia por eso, no, la simbología. Ahí elaboran la medicina tradicional, elaboran lo que es la comida, elaboran los pensamientos de cómo se debe vivir. (...) La historia de la comunidad se transmite por el medio de la simbología.” (C)

Ensuite, ces populations ont été, depuis les premiers phénomènes de colonisation, constamment menacés sur leur propre territoire, en étant déplacés, expulsés, maltraités, voire même exterminés (Ministerio del Interior, 2014 ; Movimiento regional por la tierra, 2015 ; Ruiz, 2020). Svampa (2011) et Escobar (2016) montrent aussi la croissance résistance de communautés territoriales en Amérique Latine, en lien avec cette « longue histoire de domination » (Escobar, 2016, p.19). L’intérêt constant d’acteurs externes sur leur territoire s’explique en partie par la très grande biodiversité, constituant des

« ressources » rares et convoitées, dotées d'un haut potentiel économique dont plus d'un ont tenté, et tentent toujours, de profiter, dans un contexte de prédominance du modèle extractiviste qui accroît sans cesse les espaces d'exploitation et de production (Svampa, 2011 ; Ruiz, 2020). De fait, l'Amérique Latine, ou le « Nouveau Monde », a historiquement été valorisée pour son abondant capital naturel, considéré comme à la disposition des colons, lesquels ont initié de nombreuses activités extractivistes (Galeano et Couffon, 1981 ; Svampa, 2011). Encore aujourd'hui, le secteur économique principal en Amérique Latine repose sur l'extraction des matières premières ce qui renforce l'instabilité structurelle des pays vulnérables aux fluctuations des cours économiques, un phénomène appelé « malédiction des ressources » (Carbonnier, 2013). Les institutions religieuses coloniales ont, elles aussi, causé de nombreuses violences (Movimiento regional por la tierra, 2015), ce que plusieurs des participantes ont relevé.

*“Uno caminaba 5 minutos, una cascada, tu caminabas 10 minutos, una cascada, tomando agua, rica, pues. Y hay árboles gigantes. Y esta agua digamos nutre al río Putumayo, que es uno de los ríos principales de Colombia, no. Entonces por eso acá es preocupante lo que se va a desarrollar en cuanto a megaminería y a monocultivos. (...) **siempre** están. Cada año vienen una propuesta. Y se ha dicho ‘no’.” (M)*

Ces interventions sur le territoire ont bien entendu de lourds impacts environnementaux mais aussi culturels étant donné qu'ils imposent un certain mode de vivre et de penser, ici guidé par l'idée de développement tel qu'il est pensé en Occident (Ruiz, 2020).

“Ya con la colonización, uno no puede ver el territorio como era antes, sí. El pensamiento del blanco es el desarrollo, sí, pero el desarrollo para nosotros, como kabungas [los nativos del territorio] es dañado a la vez, porque no piensa en la naturaleza. Es solo infraestructura, edificación. (..) vamos dañando la madre tierra, porque solo pensamos en el desarrollo.” (L)

La problématique foncière traverse toute l'histoire du *Valle de Sibundoy*. Ce territoire est sacré pour les *kamsa* et aurait été récupéré en 1700 par une figure politique importante de cette communauté, à savoir le *Cacique Carlos Tamabioy*. Celui-ci aurait racheté les terres à la couronne espagnole. Cet acte n'est pas reconnu officiellement par l'État (Ruiz, 2020), générant un sentiment d'injustice auprès de la population, enfoui depuis la période coloniale. Toutefois, une partie des territoires des communautés *inga* et *kamsa* ont obtenu le statut de *Resguardos Indígenas*, comme dit plus haut. Cela accorde une certaine autonomie aux communautés locales, même si, de nombreuses décisions territoriales -

comme celles liées aux infrastructures routières ou activités minières - restent sous la direction du gouvernement national, comme le rappelle Ruiz (2020).

“Llegó la religión a apoderarse de gran parte de nuestras tierras, de nuestras montañas, de nuestros humedales. Y ellos ya venían con un interés especial, que era ... ehm ... lo económico, sí. (...) Cuando llegaron los de la corona española junto al catolicismo, ellos fueron desplazados y fueron engañados. Y fueron también arrebatados de sus grandes tierras. (...) los curas vinieron a violar a nuestras mujeres (...) Muchos fueron violentados, masacrados. (...) Muchos se enterraron, familias enteras se enterraron vivos. (...) gran parte de las tierras hacen parte ya de colonos. El último respiradero que tenemos, los curas lo están vendiendo a un precio muy alto y es un precio que no se ha podido recuperar. Estábamos en ese proceso de recuperación, pero usted sabe que los que tienen el poder son los curas, la alcaldía, las instituciones y ellos no les interesa que el kabunga [los de ese territorio] tenga las tierras. (...) Entonces esos pedacitos de territorio que ya nos quedan, las tenemos en conservación. Están guardaditas porque esa es la fuente de vida.” (L)

De plus, le Putumayo a été historiquement valorisé pour son potentiel minier par le gouvernement colombien, qui y a vu des intérêts économiques, au détriment des habitants qui ont d'ailleurs été complètement niés. Selon un témoignage d'une des femmes, le Putumayo a été associé à un *no man's land* par le propre Ministère de l'Intérieur, en 2009. Les droits des entreprises passent dans ce cas-ci avant ceux des communautés, parfois même par des moyens frauduleux ou violents. On voit de nouveau le rôle important que joue le gouvernement national dans la reconnaissance des droits des communautés, qui a été complètement absent pendant un certain temps, ce qu'ont souligné aussi plusieurs femmes dans les entretiens. Avec les projets REDD+, ce sont les intérêts économiques et environnementaux du carbone qui sont en jeu et qui intéressent en premier les promoteurs, et non les intérêts des communautés. Ces territoires sont donc « sacrifiés » pour reprendre un terme utilisé par une des membres de Censat ; un phénomène aussi problématisé par Svampa (2011) : « *Le développement des frontières de l'exploitation menace de tels territoires sur lesquels est porté un regard misérabiliste (populations attardées, économies souterraines) ou sacrificiel (envisagés comme des 'déserts' ou des 'territoires susceptibles d'être vidés socialement' dans la mesure où, à l'exception des ressources stratégiques, ils ne contiendraient aucun élément ou aucun bien susceptible d'être mis en valeur par le capital* ».

“Cuando hablamos del Valle de Sibundoy que es tan rico, hablamos de minerales, agua y plantas medicinales, si quieren. Pero ahorita lo que más interesa, da más plata, son los minerales. (...) Imagínese, o sea, no es, son pocos años en el 2009, antes del 2009, dijeron que no existíamos. (...) El Ministerio del interior dijo que acá no existen comunidades indígenas. Esto es baldío y lo que es baldío es abandonado, no. (...) Putumayo está declarado como distrito minero en el Gobierno de Santos. Y después Uribe también llegó, creo el código minero. Entonces todo es un plan para Putumayo, o sea explotarlo.” (M)

6.3.2. Attachement territorial renforcé chez les femmes ?

L’attachement au territoire, historique et identitaire, est, comme nous l’avons soulevé plus haut, présent dans les cultures *inga* et *kamsa*. Il est donc partagé par l’ensemble de cette population, indépendamment de leur genre. Néanmoins, j’ai repéré dans mes observations et témoignages recueillis auprès des femmes que ces dernières ressentaient souvent un lien particulier, en tant que femme, avec le territoire et le vivant. Ulloa (2011) est aussi d’accord pour dire que le genre influence les perceptions sur l’environnement. Toutefois, il s’agit d’hypothèses et non d’affirmations universelles et essentialistes.

Je commencerai par préciser qu’en plus du lien historique et identitaire des communautés *kamsa* et *inga*, celles-ci entretiennent aussi un lien physique et spirituel avec leur territoire, et même plus globalement avec la planète terre, qu’ils dotent d’une subjectivité et qu’ils comparent souvent au corps humain, ce que Ruiz (2020) a aussi relevé concernant les *kamsa*.

*“Cuando nosotros hablamos de madre tierra es global. Y tú ves que, la madre tierra, si nosotros le fracturamos un brazo y al otro continente el cabello, y en otros lugares se están explotando y se hace la extracción del petróleo, derrame a los mares, estamos atentando contra el estómago, la espalda, la cabeza de la madre tierra. Y ahora con el Amazonas y el Putumayo se está atentando ya con el **pulmón**, el **corazón** de la madre tierra. Entonces si la fracturamos y la estamos pisoteando, estamos acabando con toda la vida.” (L)*

“Para nosotros la tierra no representa digamos un valor económico, sino un valor de vida, un valor cosmogónico.” (S)

Ensuite, cette connexion au territoire pourrait être plus forte chez les femmes en raison des fonctions communes, reproductives et maternelles, des femmes et de la terre, ou du moins celles qu'on leur attribue. Le territoire et le vivant sont souvent appelés *madre tierra*, ce qui révèle son caractère féminin et maternel qu'on lui attribue, et qui explique aussi le lien affectif ressenti par les populations natives du *Valle de Sibundoy*. Dans la pensée *inga* et *kamsa*, les individus sont les enfants de la terre, ils en sont une extension, comme Ruiz (2020) l'a aussi montré en ce qui concerne les *kamsa*. Dès lors, prendre soin de leur territoire revient à prendre soin de soi-même, comme plusieurs personnes du terrain l'ont témoigné. Dans leurs traditions de pensées, les interdépendances entre les différents éléments et sujets vivants sont primordiales.

*“El sentir desde mujer me ha ayudado también como a mirar la tierra y realmente uno dice, tengo que cuidarla porque darle ese sentido a la mujer, que es la dadora de vida, entonces es como que todo se entrelaza con ese **sentir**. Desde **mujer**, como mujer inga, digo ‘yo soy la tierra’. (...) Y la tierra es parte de mí. (...) la tierra es la mujer, es la abuelita. Entonces nosotros decimos: ‘¿cómo cuidas a tu mamá?, ¿cómo te cuidas a ti mismo?’. Entonces, cuando yo digo la tierra es todo para mí.” (J)*

“Mi mamá nos enseñaba cómo es esa conexión con la madre tierra, sí. Y eso uno lo va captando a medida del tiempo. Y, por ejemplo, en un nacimiento de un bebé, la madre, que tiene en su vientre 9 meses a un bebé, le va heredando gran parte de su vida, sí. Entonces, esa misma conexión que nosotros tenemos de ombligo a ombligo de nuestra mamá, también la tenemos con gran responsabilidad hacia la madre tierra. No podemos ser indiferentes cuando todos los días respiramos de ella, cuando todos los días miramos de ella, cuando sentimos, reímos ... Es todo. Entonces no puedo echarle la espalda cuando somos parte de ella. Incluso cuando morimos, retornamos hacia ella. Y entonces esa conexión tan fuerte que nos enseñaron nuestras mamás y las abuelas, las tías, incluso nuestros mayores, viene hacia una conexión de con ella.” (L)

Les femmes considèrent aussi leur ventre comme une partie de leurs corps en connexion avec la terre ; Ruiz (2020) dit que dans la culture *kamsa* le ventre représente le centre de création, tant de la terre que de la mère. Dans les costumes traditionnels, les femmes portent fréquemment un *chumbe*, une bande tissée avec des symboles, porté autour du ventre. C'est une pratique que l'on retrouve d'ailleurs dans plusieurs cultures amazoniennes. Leurs cycles menstruels sont aussi connectés à ceux de la lune, tout comme cette dernière influe sur la terre et son cycle de fertilité, selon les pensées

traditionnelles que j'ai observées dans le *Valle de Sibundoy*. Un document du *Movimiento regional por la tierra* (2015) et du *Ministerio del Interior* (2014) mentionnent aussi cet aspect culturel. Ulloa (2011) montre que de manière générale les cosmovisions *indígenas* sont reliées aux cycles lunaires.

“Siento, pues, como mujer que hay una energía muy grande que se concentra aquí [muestra su vientre con sus dos manos] ... Para mí fue un proceso de descubrirme. Entonces, cuando me descubro, siento que aquí a través de esta energía me conecto con el universo y la madre tierra. Y siento que soy un ser que digamos está aquí, pero a través de mí pasa la energía de la tierra y la energía del Sol y la luna también.” (M)

“Ellas saben en qué luna se hay que sembrar; en qué luna hay que podar, en qué luna hay que cosechar, y en qué sombra, qué temperatura hay que colocar las hojas para que se seque. (...) las mujeres somos como las anfitrionas (...) a veces los hombres preguntan ‘¿qué dice ustedes si lo siembro en tal lugar?’. Le preguntan hasta la decisión de dónde va a ir tal planta (...) la decisión está en las mamitas, no, en las mujeres. Y le preguntan ‘¿estamos en buena luna o no para trasplantar?’” (E)

Le lien des femmes aux territoires pourrait être encore renforcé par la division genrée du travail qui fait qu'elles sont le plus souvent en charge des tâches de soin, lequel dépend des conditions environnementales, notamment. Ce sont aussi les femmes qui sont le plus souvent chargées des tâches domestiques et qui vont donc prendre l'initiative d'adopter des gestes quotidiens plus écologiques, tels que le traitement des déchets organiques, le recyclage de certains objets, la confection d'engrais naturels, etc., comme le montrent Ulloa et al. (2008). Ces auteurs soulignent aussi que les femmes font partie du groupe de population plus vulnérable et sont donc directement touchées par les dérèglements climatiques.

*“Definitivamente las mujeres tienen tanto impacto como decisiones distintas frente al extractivismo y frente a los conflictos ambientales. Creo que por un lado eso tiene que ver en general con la división del trabajo. Y es que los pocos empleos o las pocas expectativas o perspectivas de empleo que genera un proyecto extractivo son mayoritariamente para los hombres. (...) los hombres se van (...) Y las mujeres suelen terminar quedándose solas al cuidado de la casa, sufriendo los impactos porque ellas son las que ven que, no sé, que los cultivos ya no dan, que no hay acceso al agua, que les toca ir más lejos para **ellas** traer el agua, que quedan a cargo de los hijos que sufren las enfermedades (...) Entonces ella se queda en el territorio, sufriendo muchos*

*de los impactos y en últimas también **resistiendo** entonces a estos impactos. (...) pero yo también creo que el nivel de arraigo que existe con el territorio, pues de las mujeres, eso es fuerte, eh, yo creo que permanece más en el tiempo. Hay un hilo ahí, tal vez más fuerte, más claro, más directo con el territorio y entonces están menos dispuestos a negociar o mercantilizar o a cambiar su mirada sobre el territorio que los hombres que suelen, pues son generalizaciones, por supuesto, pero que suelen, digamos, estar eso más dispuestos a transar por un trabajo (...) y también no son quienes toman las decisiones (...) en los espacios comunitarios tienen un nivel menor de participación ya de entrada.” (D, Censat)*

“También tenemos una responsabilidad que es con nuestros hijos: la alimentación, más cuando somos madres cabezas de hogar.” (L)

Enfin, comme l’a mentionné une des membres de Censat sur base d’un témoignage d’une femme *indígena* présente dans un des ateliers organisés dans le *Valle de Sibundoy*, il se pourrait qu’il y ait eu une plus faible « colonisation de la pensée » auprès des femmes qui auraient été considérées par les colons comme dépourvues de capacités de raisonnement et influence « sociale », ce qui leur aurait permis de mieux conserver les traditions ancestrales.

“Como se pensaba incluso que las mujeres casi no piensen, como que “ah no importa”, pues con ellas no hay que razonar, por ejemplo, entonces ellas decían “sí es que la colonización pasó después por nosotras, porque no la intentaron meter”, como epistémicamente tan fuerte. Y yo creo que realmente eso es lo que pasa, que las mujeres son guardianes de ese pensamiento más ancestral, que tienen otras formas de relación con la naturaleza, a partir del cuidado y a partir de la espiritualidad y del reconocimiento pues de lo valioso y de lo maravilloso que es el universo y lo maravilloso que es la vida, porque, lo que hemos visto nosotros, no hemos visto una sola mujer firmando un contrato REDD, por ejemplo. Han sido los hombres y lo negocian con hombres. Y las comunidades generalmente quienes están como con las dudas son mujeres. Y eso no solo se expresa en los contratos REDD, en que muchas luchan contra la minería, muchas luchan contra la hidroeléctrica, contra la petrolera. Son las mujeres quienes al menos empiezan como con las inquietudes y que hablan también desde su maternidad y de los hijos, etcétera. Entonces yo creo que también por esa colonización digamos un poco tardía, así como por ese sentido pues ... maternal - sin querer caer en posiciones esencialistas que a mí no me gusta tanto -

realmente se resisten más a este tipo de intervenciones porque son guardianes de otras formas de relacionarse con la naturaleza, de las formas que realmente tenemos que recuperar, donde nos entendemos como parte de ese mundo natural y de ese mundo espiritual también.” (A, Censat)

6.3.3. Spiritualité (médicinale) dans l’environnementalisme *inga* et *kamsa*

Finalement, la spiritualité a une place centrale dans les cultures *indígenas* du *Valle de Sibundoy*, comme dans plusieurs cultures andines et amazoniennes (Acosta, 2018 ; Gudynas, 2011). Elle est, entre autres, pratiquée autour de rituels médicaux, dans lesquels le *yagé*, aussi connu sous le nom d’*ayahuasca*, est une des plantes principales (Movimiento regional por la tierra, 2015). Ces pratiques spirituelles et médicinales servent, entre autres, à renforcer les individus et la communauté, ainsi que leur connexion au territoire et au vivant (Ambiente y Sociedad, 2021). Ruiz (2020) a aussi relevé dans son travail anthropologique sur les populations *kamsa* une interrelation entre leurs pratiques culturelles, spirituelles et le monde vivant. Toutes les femmes avec lesquelles j’ai pu conversé mettaient un accent particulier sur les bienfaits de la médecine traditionnelle. L’environnementalisme ou la protection du territoire pour ces femmes est conditionnée par leurs pratiques spirituelles et médicinales. Ainsi, on pourrait caractériser leur environnementalisme de “spirituel”. Pour Escobar (2016), d’ailleurs, la spiritualité des cosmovisions *indígenas* est intéressante car elle interroge les savoirs, relations avec le monde et les politiques modernes. Le *sentir* est aussi un moyen essentiel de connexion à la terre, et par conséquent, de protection et affection envers celle-ci dans le *Valle de Sibundoy*. Cela résonne avec le concept de « *sentipensar* », utilisé par Escobar (2016) pour se référer à l’ontologie relationnelle de certaines communautés (*indígenas, campesinas, afrodescendientes*), ou encore avec le concept de « *corazonar* » (Guerrero, 2016, cité dans Ruiz, 2020).

“Es muy importante que nosotros ... para cuidar la tierra, tenemos que entender que la tierra también tiene su parte física y espiritual porque creo que como humanos hemos estado viviendo mucho la parte física.” (M)

*“En el momento que nosotros nos unimos, **sentimos** que la tierra nos está llamando para cuidarla. Y lo sentimos porque tenemos la medicina que la tierra nos ha dado dentro de nosotros. (...) ha sido también gracias a la espiritualidad (...) la medicina tradicional lo es todo para nosotros, no. Es el principio para iniciar un camino. Nosotros decimos que el primer territorio, somos nosotros mismos. Entonces, ¿qué*

hacemos con la medicina? Juntamos, eh, esa fuerza de la espiritualidad para poder estar firmes como personas y poder proteger la tierra. Es la base (...) para cuidar el territorio.” (J)

Bien que le *yagé* occupe une place privilégiée dans les plantes médicinales, les communautés *inga* et *kamsa* utilisent beaucoup d’autres plantes dans leur médecine traditionnelle. Ils vont jusqu’à valoriser tous les aliments produits par la terre comme des éléments sacrés et médicinaux, comme Ruiz (2020) a aussi pu le constater. Les *taitas*, qui sont des guides spirituels et fins connaisseurs des plantes médicinales et des rites qui accompagnent leur consommation, sont donc aussi appelés médecins traditionnels. D’autres membres de la communauté possèdent des compétences similaires - dont certaines femmes - mais ceux-ci n’ont pas le statut reconnu de « médecin traditionnel » des *taitas*, qui sont toujours des hommes. De plus, le *Valle de Sibundoy*, se trouvant entre les Andes et l’Amazonie, a reçu de nombreuses influences culturelles, y compris dans les plantes médicinales qui recouvrent une grande diversité. L’acte de semer (*sembrar*) et cultiver, est aussi très important dans leur culture et leur lien au monde vivant et spirituel (Observatorio DD.HH. y DIH). De fait, les ménages pratiquent encore beaucoup la *chagra*, une forme de polyculture traditionnelle, combinant aliments et plantes médicinales, et dans laquelle ils conservent une partie de la végétation originelle.

“Con el sembrar, tenemos una conexión con todo (la tierra, la vida, el cosmos, las células de tu cuerpo) (...) la tierra tiene colores, sangre, venas, ... se ve todo esto al sembrar.” (P)

Ainsi, la *chagra* est une forme, non seulement, de production alternative, écologique, aux pratiques agricoles modernes basées sur des monocultures et l’utilisation d’agrochimiques, mais aussi une forme de souveraineté alimentaire et de maintien d’une culture différente, tant du point de vue des pratiques que des idées (Movimiento regional por la tierra, 2015). Ruiz (2020) a aussi souligné l’importance culturelle mais aussi politique de la *chagra* pour le peuple *kamsa* du *Valle de Sibundoy*. De plus, la *chagra* maintient une ontologie relationnelle - pour reprendre les concepts d’Escobar (2016) - en opposition aux monocultures (Sanchez-Alvarado, 2020). Escobar (2016) dit d’ailleurs: *“la plantación es la forma más efectiva de ocupación ontológica con la consecuente destrucción de los mundos locales relacionales”* (p. 20). Shiva (2006) parle de ce phénomène comme un *“monoculture of the mind”*.

“Como mujeres y las familias estamos ayudando a la protección también del Valle de Sibundoy, porque tener las chagras también son como una forma de reserva (...) algunos árboles del monte los dejaron de pie y empezaron a sembrar al lado plantas comestibles, plantas medicinales, pero dejaron de pie o empezaron a sembrar otros árboles para también sacar, para encender el fuego, para construir las casas. (...) hay una diversidad en la chagra donde hay un equilibrio de las plantas, no, es como la afectación, y con abonos orgánicos. Por eso me parece que el aporte que están haciendo las familias es muy importante.” (M)

*“La chagra es como una escuela viva para aprender, para enseñar, porque ahí se forjan, digamos, todos nuestros principios, nuestros valores y especialmente el arraigo a nuestra cultura, no, este pensamiento propio que tenemos sobre la vida, y la vida a partir del **sembrar**. (...) Las abuelas nos han enseñado a nuestro idioma ahí en la chagrita.” (S)*

Enfin, on voit leur lecture spirituelle de leur environnement et du vivant dans la forme de valorisation de tous les éléments vivants. Ces derniers sont, selon eux, dotés d'un esprit ou d'une subjectivité, ce que l'on retrouve assez souvent dans les cultures animistes andines (Gudynas, 2011 ; Rossbach de Olmos, 2011). Certains esprits jouent aussi des rôles protecteurs dans les pensées *indígenas* du *Valle de Sibundoy*.

“Cuando yo corto un árbol, siembro otro. Es un ser bien vivo, con venas, respiración.” (P)

“En las montañas están los espíritus (...) Entonces hasta ahora a veces conversamos con las abuelas y ellas, sobre todo, coincide también, no, que muchas mujeres me han dicho que lo han visto. Hombres no me han dicho. No sé si será especial ahora que lo pienso. (...) los espíritus del monte que se mueven así, y son los protectores.” (M)

Conclusion et Ouverture

En conclusion, au cœur de mon travail se trouve la question des injustices, sous de multiples formes : environnementales, territoriales, sociales, géopolitiques, épistémologiques et ontologiques. J'ai porté une attention particulière à ces deux dernières, soit les modes de construction du savoir et de la réalité. Ceux-ci sont infiniment multiples, d'un point de vue individuel et culturel. Pourtant, ils ne sont pas également légitimés et valorisés au sein des sphères sociales, politiques, intellectuelles et médiatiques de nos sociétés, lesquelles sont dominées par des modes de penser et de vivre occidentaux, modernes et capitalistes.

Dès lors que la tendance dominante dans le champs de la gouvernance environnementale globale privilégie une compréhension et des solutions technologiques et financières à la crise climatique, j'ai tenté d'apporter une analyse critique, à partir d'un point de vue sociologique et politique, encore peu valorisé, qui permettrait de rendre compte des approches alternatives aux enjeux environnementaux ainsi que des multiples inégalités entre les acteurs concernés. J'ai donc pris le cas d'une ONG environnementale et des femmes *indígenas* du *Valle de Sibundoy* car ces deux groupes d'acteurs, dans leur pratiques et pensées, s'opposent au paradigme dominant de l'économie verte, et plus particulièrement ici aux projets REDD+. J'ai pu ainsi mettre en exergue différents modes de valorisation, connaissance, protection et rapport au vivant. Cela montre que les environmentalismes sont pluriels et situés. L'économie verte, au singulier, ne peut être imposée à l'ensemble des populations de façon universelle, d'autant plus que son approche est, d'une part, néocoloniale et patriarcale, à certains égards, et d'autre part, douteuse quant à son potentiel de résolution des problèmes environnementaux. À l'inverse, la transition écologique pourrait se faire de façon plus inclusive au vue de la diversité d'acteurs, de savoirs et de façons d'habiter la terre.

Ce mémoire ne vise absolument pas à idéaliser toutes les formes d'environmentalismes alternatives au modèle dominant, mais bien de montrer la pluralité, et peut-être complémentarité, de ceux-ci. Je ne veux effectivement pas tomber dans une lecture simpliste des enjeux environnementaux et climatiques, et dans une opposition radicale à la modernité. Je pense plutôt qu'il est primordial de penser ces enjeux avec une approche plurielle et hybride des savoirs, modes de vie et politiques. Dans cette perspective, le regard des femmes *inga* et *kamsa* constitue un exemple, parmi d'autres, d'une autre façon de comprendre le territoire, d'y vivre et d'en prendre soin. Toutefois, j'en ai seulement

donné un aperçu, au vu des limites de ce travail, qui ne me permettait pas de rentrer dans la complexité et profondeur de leur culture. Dans cette dernière partie, je reprendrai ce poème, intitulé *Fuerza Feminina*, écrit par une des femmes que j'ai interviewées. Celui-ci reprend une série d'éléments propres à la protection de l'environnement des femmes *indígenas* du *Valle*: leur défense et soin du territoire ; leurs efforts pour faire entendre leurs voix et ainsi obtenir une plus grande participation politique ; l'importance de *sembrar* ; l'art(isanat) - chanter et tisser - ; l'amour, ou le lien affectif, avec le territoire ; l'importance du *sentir* et de la médecine traditionnelle.

Mujer fuerza infinita

Sembradora y protectora de vida

Unidas tejaremos nuestras voces

Hilaremos nuestra sabiduría

Y sembraremos nuestros caminos

Cuidadoras guardianas semillas de vida

Cantaremos y seguiremos

Con nuestros pasos protegiendo nuestra

Cultura

Gritando con el corazón

Y amando nuestro territorio hoy

Hablando con el corazón

Sembrando con amor

Gritando libertad

Buscando lealtad

Encontrando sanación y fuerza para luchar

Por nuestra generación

Finalement, j'ai beaucoup appris au cours de la réalisation de ce mémoire, que ce soit le travail de terrain ou encore le travail d'analyse critique, de synthèse et de rédaction à partir d'informations et de sources multiples. Ce fut aussi l'occasion de mettre en application une série de connaissances acquises lors de ma formation, ainsi que d'approfondir une problématique spécifique avec une perspective pluridisciplinaire propre aux études en développement.

Bibliographie

- Acosta, A. (2018). Posextractivismo: Del discurso a la práctica—Reflexiones para la acción. *Revue Internationale De Politique De Développement*, 9 <https://doi.org/10.4000/poldev.2496>
- Acosta, A., Demaria, F., Escobar, A., Kothari, A., Salleh, A. (coords.). (2020). Pluriverso. Un diccionario del posdesarrollo. Bogotá, Colombie: Censat Agua Viva (organización coordinadora de la edición colombiana).
- Alcaldía de San Francisco. (s.d.). Municipio. <http://www.sanfrancisco-putumayo.gov.co/tema/municipio> [site internet].
- Alcaldía de Santiago. (s.d.). Municipio. <http://www.santiago-putumayo.gov.co/municipio/nuestro-municipio> [site internet].
- Alcaldía de Sibundoy. (s.d.). Municipio. <http://www.sibundoy-putumayo.gov.co/tema/municipio> [site internet].
- Ambiente y Sociedad. (s.d.). Hablemos del Piedemonte. <https://www.ambienteysociedad.org.co/piedemonte-amazonico/> [site internet].
- Ambiente y Sociedad. (2021). Enraizados. Medicina y alimento ancestral como práctica de resistencia. <https://www.ambienteysociedad.org.co/enraizados-relatos-de-vida/> [podcast].
- Ansoms, A. (2022, février). Défis éthiques et émotionnels de la recherche de terrain. UCL, Louvain-la-Neuve. [Séminaire].
- Ba, C. (2020). Le citoyen, l'expert et le politique : Quelle place pour les savoirs locaux dans la lutte contre les changements climatiques ? *L'Espace Politique*, <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.7917>
- Beltrán, Y. (2017). Violencia epistémica en la protección de los conocimientos “tradicionales”. *Ciencia Política (Bogotá, Colombia : 2006)*, 12(24), 115-136. <https://doi.org/10.15446/cp.v12n24.65253>

- Bermúdez Liévano, A. (2021, juin). El mayor proyecto de bonos de carbono de Colombia estaría exagerando sus beneficios. *La Silla Vacía*. <https://www.lasillavacia.com/historias/silla-nacional/el-mayor-proyecto-de-bonos-de-carbono-de-colombia-podr%C3%ADa-estar-vendiendo-aire-caliente/>
- Bigé, R., et Citton, Y. (2021). ouvertures du décolonial à l'âge du plantationocène. *Multitudes (Paris, France)*, 84(3), 108-112. <https://doi.org/10.3917/mult.084.0108>
- Blanc, G., et Fauvelle-Aymar, F. (2020). *L'invention du colonialisme vert: Pour en finir avec le mythe de l'éden africain*. Flammarion.
- Blondel, C. (2018). Gymnastique épistémologique, critique et réflexive : La construction d'une recherche en « ex-Yougoslavie » face à la colonialité du savoir. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 13(1), 57-89. <https://doi.org/10.7202/1044011ar>
- Bonneuil, C., et Fressoz, J. (2013). *L'événement anthropocène: La terre, l'histoire et nous*. Seuil.
- Bonneuil, C. (2017). capitalocène. *Ecorev*, 44(1), 52-60. <https://doi.org/10.3917/ecorev.044.0052>
- Bourg, D. et Whiteside, K. (2017). Écologies politiques: essai de typologie. *La Pensée Écologique*, 1(1). <https://doi.org/10.3917/lpe.001.0001>
- Bourguignon, C., et Colin, P. (2016). De l'universel au pluriversel. enjeux et défis du paradigme décolonial. *Raison Présente*, 199(3), 99-108. <https://doi.org/10.3917/rpre.199.0099>
- Brauch, H. G., et Crutzen, P. J. (2016). Paul J. crutzen: A pioneer on atmospheric chemistry and climate change in the anthropocene. *Springer International Publishing*. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-27460-7>

- Carbonnier, G. (2013). La malédiction des ressources naturelles et ses antidotes. *La Revue Internationale Et Stratégique*, 91(3), 38-48. <https://doi.org/10.3917/ris.091.0038>
- Cardona, D.A. et Echeverri, A. (2018). Economía verde. Orígenes de un nuevo paradigma en el tratamiento de la cuestión ambiental. In *Colección de alertas sobre economía verde*. Bogotá: Censat Agua Viva.
- Carrizosa, J. (2001) ¿Qué es el ambientalismo? La visión ambiental compleja (1a ed). PNUMA: IDEA : CEREC.
- Carter, N., Bryant-Lukosius, D., Dicenso, A., Blythe, J., et Neville, A. J. (2014). The use of triangulation in qualitative research. *Oncology Nursing Forum*, 41(5), 545-547. <https://doi.org/10.1188/14.ONF.545-547>
- Censat. (s.d.). Censat Agua Viva. Amigos de la Tierra. Colombia. <https://censat.org>
- CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). (2021, 5 mars) Une cartographie sans précédent révèle une perte de 220 millions d'hectares de forêts tropicales humides depuis 1990. <https://www.cirad.fr/espace-presse/communiqués-de-presse/2021/perte-220-millions-hectares-de-forets-tropicales-humides>
- COECOCEIBA (2015, juin). La financiarización de la naturaleza. <https://coecoceiba.org/wp-content/uploads/2013/12/REDD.pdf>
- COECOCEIBA (2019, décembre). Análisis del Plan Nacional de Descarbonización de Costa Rica desde una perspectiva ecologista. <https://coecoceiba.org/wp-content/uploads/2020/10/an%C3%A1lisis-plan-de-Descarbonizaci%C3%B3n-Costa-Rica.pdf>
- Combes, M. (2010). Réflexions sur le « capitalisme vert. *Mouvements (Paris, France : 1998)*, 63(3), 99-110. <https://doi.org/10.3917/mouv.063.0099>
- Comisión de la Verdad. (2020, 23 abril). Noticias. El Valle de Sibundoy: territorio de medicina tradicional, perdón y reconciliación.

<https://comisiondelaverdad.co/actualidad/noticias/valle-de-sibundoy-territorio-de-medicina-tradicional-perdon-y-reconciliacion>

Corpoamazonia (s.d.). Departamento del Putumayo.
https://www.corpoamazonia.gov.co/region/putumayo/putumayo_economico.html
1

Corpoamazonia (2019, 19 mai). Comunicado a la opinión pública.
https://www.corpoamazonia.gov.co/files/Noticias/COMUNICADO_VENTA_CARBONO.pdf

Counsell, S. (2021). Aire caliente verificado: cómo un popular proyecto de compensación de carbono en Perú ha tomado decenas de millones de dólares de cientos de empresas y particulares, pero no ha hecho nada para prevenir el cambio climático. REDD Monitor. <https://redd-monitor.org/2021/11/22/verified-hot-air-how-a-popular-carbon-offset-project-in-peru-has-taken-tens-of-millions-of-dollars-from-hundreds-of-companies-and-individuals-but-done-nothing-to-prevent-climate-change/>

Couture, S. (2020). Réguler les rapports entre recherche scientifique et action militante. In Laurence brière, méliSSa lieutenant-gosselin, florence piron (dir.), *et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre ?* (p. 475-498). Centre Max Weber. <https://doi.org/10.4000/lectures.42376>

De Castro, E. V. (2014). Perspectivisme et multinaturalisme en Amérique indigène. *Journal Des Anthropologues (Montrouge)*, (138-139), 161-181. <https://doi.org/10.4000/jda.4512>

De la Cadena, M., Foster, R. J., et Reichman, D. R. (2015). *Earth beings: Ecologies of practice across andean worlds*. Duke university press.

Degavre, F., et Saussey, M. (2014). La fabrique des chercheur-e-s mise à l'épreuve des normes globales d'éthique. *Journal Des Anthropologues (Montrouge)*, 136-137(1), 137-158. <https://doi.org/10.4000/jda.4580>

Department of Economic and Social Affairs. (s.d.). Green economy
<https://sdgs.un.org/topics/green-economy>

Descola, P. (2006). *Par-delà nature et culture*. Gallimard.

Díaz Montaña, J.W. (s.d.). REDD+: una apuesta limitada para el reconocimiento de los derechos indígenas a la autonomía y al territorio. El caso de los indígenas a la autonomía y al territorio. El caso de los indígenas Piaroa del resguardo Matavén. Universidad de los Andes. Bogotá.
<https://repositorio.uniandes.edu.co/bitstream/handle/1992/53011/25271.pdf?sequence=1>

Dion, C. (2018). *Petit manuel de résistance contemporaine: Récits et stratégies pour transformer le monde*. Actes Sud.

Doyon, S. (2016). L'environnement par l'Anthropologie. Écotopique
<https://ecotopique.com/courants-theoriques/lenvironnement-par-lanthropologie/>

El Economista (s.d.). Empresite Colombia. Yauto SAS.
<https://empresite.eleconomistaamerica.co/YAUTO-SAS.html>

Escobar, A. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

Escobar, A. (2016). Sentipensar con la tierra: Las luchas territoriales y la dimensión ontológica de las epistemologías del sur. *Revista De antropología Iberoamericana*, 11(1), 11-32. <https://doi.org/10.11156/aibr.110102>

Escobar, A. (2020). *Autonomie et design*. EuroPhilosophie Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.europhilosophie.948>

ETC Group. (2022). Press conference on 15 March: No to Nature Based Solutions!
<https://etcgroup.org/content/press-conference-15-march-no-nature-based-solutions>

- FAO (2020, mai). Proyecto REDD+ de Pago por Resultados para Colombia. Periodo de resultados [2015-2016]. Marco de Gestión Ambiental y Social. <https://visionamazonia.minambiente.gov.co/content/uploads/2020/05/ESS-Colombia-Spanish.pdf>
- FAO (2022). La situation des forêts du monde. Des solutions forestières pour une relance verte et des économies inclusives, résilientes et durables. <https://www.fao.org/3/cb9360fr/cb9360fr.pdf>
- Falquet, J., et Flores Espínola, A. (2019). Introduction. *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, 23, 6-45. <http://journals.openedition.org/cedref/1184>
- Fatheuer, T., Fuhr, L. et Unmüßig, B. (2016). La Economía Verde por dentro – Promesas y Trampas. Fundación Heinrich Böll México. Greenprint, Ciudad de México. https://mx.boell.org/sites/default/files/critica_a_la_economia_verde_web.pdf
- Ferdinand, M. D. (2019). Une écologie décoloniale: Penser l'écologie depuis le monde caribéen. Seuil.
- Ferguson, J. (1990). The anti-politics machine: "development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho. Cambridge [England: Cambridge University Press.
- Flórez, M. et Ordóñez, F. (2011). Clima y Política. Pueblos, territorios colectivos y estrategias nacionales e internacionales de mitigación del cambio climático. Dans Ulloa, A. (Eds.), *Perspectivas culturales del clima*. (p.529-562). Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- Fujii, L. A. (2015). Five stories of accidental ethnography: Turning unplanned moments in the field into data. *Qualitative Research : QR*, 15(4), 525-539. <https://doi.org/10.1177/1468794114548945>

Galeano, E. H., et Couffon, C. (1981). *Les veines ouvertes de l'amérique latine: Une contre- histoire* (augm. d'une postf., d'une annexe statistique et d'un index ed.). Plon.

Gallego, J. C. (s.d.). ¿Cuánto vale un bosque? La fractura de una comunidad amazónica por el negocio de los bonos de carbono. Mutante.
<https://www.mutante.org/contenidos/comunidad-amazonica-bosques-carbono#:~:text=Los%20bonos%20de%20carbono%20son,las%20comunidades%20ind%C3%ADgenas%20y%20étnicas>

Genard, J. et Roca i Escoda, M. (2014). Les dispositions éthiques dans la conduite de l'enquête et la livraison publique de ses résultats. Sociologies,
<https://doi.org/10.4000/sociologies.4720>

GIEC (2019). Réchauffement planétaire de 1,5°. Résumé à l'intention des décideurs.
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf

Giraldo, O.F. (s.d.). Acaparamiento de tierras en Colombia. Grain, p.4-7.
<https://www.grain.org/media/W1siZiIsIjIwMTUvMDgvMTMvMTBfMjFfMTRfMzk0XzAyQWNhcGFyYW1pZW50b19kZV90aWVycmFzX2VuX0NvbG9tYmlhLnBkZiJdXQ>

Global Witness. (2020, juillet). Defender el Mañana. La crisis climática y amenazas contra defensores de la tierra y el medio ambiente.
<https://www.globalwitness.org/es/defending-tomorrow-es/>

Global Witness (2021, 13 septembre). Ultima Línea de defensa.
<https://www.globalwitness.org/es/last-line-defence-es/>

Gobernación de Putumayo (s.d.). Historia del Departamento del Putumayo.
<https://www.putumayo.gov.co/index.php/mi-departamento/presentacion>

Gómez, R. et Hernandez, M. (2016, juillet). Colombia. Seguimiento al financiamiento para REDD+ período 2009-2014. Fundación Natura Colombia.

<https://www.forest-trends.org/wp-content/uploads/imported/REDDX-Colombia-v3.pdf>

- Gudynas, E. (2009). La dimensión ecológica del buen vivir: Entre el fantasma de la modernidad y el desafío biocéntrico. *Revista Obets*, (4), 49-53.
- Gudynas, E. (2011). Buen vivir: Today's tomorrow. *Development (Society for International Development)*, 54(4), 441-447. <https://doi.org/10.1057/dev.2011.86>
- Gras, A. (2015). Énergie et devenir de la société thermo-industrielle. In Zélem, M., et Beslay, C. (Eds.), *Sociologie de l'énergie : Gouvernance et pratiques sociales*. CNRS Éditions. doi: 10.4000/books.editions-cnrs.25788
- Hardy, A-C. (2011). Donner, recevoir et rendre : réflexion sur les règles de l'échange òsociologique. *Revue Interrogations*, 13. <http://www.revue-interrogations.org/Donner-recevoir-et-rendre>
- Hernández, T. R. (2020, décembre). 'Nos comprometemos a cero deforestación neta para 2030': Minambiente. El Tiempo. <https://www.eltiempo.com/vida/medio-ambiente/nos-comprometemos-a-cero-deforestacion-neta-para-2030-minambiente-553471>
- Hess, G. (2017). Réconcilier l'éthique environnementale et l'écologie politique : une analyse méta-éthique. *La Pensée écologique*, 1. <https://doi.org/10.3917/lpe.001.0074>
- Heyd, Th. (2011). Introducción. Pensar la relación entre cultura y cambio climático. Dans Ulloa, A. (Eds.), *Perspectivas culturales del clima*. (p.17-32). Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- IPCC. (2022). Summary for policymakers. Dans *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*. Working Group III Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)].

Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi:
10.1017/9781009157926.001.

Jouan, A. (2016). S'impliquer pour enquêter: Politiques et dilemmes d'une ethnographie en terrain militant. *Cahiers De Recherche Sociologique*, (61), 145-166.
<https://doi.org/10.7202/1042373ar>

Krause, T. (2020). Reducing deforestation in colombia while building peace and pursuing business as usual extractivism? *Journal of Political Ecology*, 27(1), 401-418.

Lang, Ch. (2022). Los Grandes Contaminadores, la compensación de carbono y REDD+. WRM (Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales)
<https://www.wrm.org.uy/es/15-anos-REDD-grandes-contaminadores-compensación-carbono-redd>

Lapeyre F. (2006). Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales ?, *Alternatives Sud*, Vol. XIII (1).

Laplanche, B. (2005). Cheminement éthique d'un chercheur engagé en recherche collaborative : Médiation entre recherche et pratique en éducation. *Revue Des Sciences De l'Éducation*, 31(2), 417-440.

Latouche, S. (2019a). *Comment réenchanter le monde: La décroissance et le sacré*. Éditions Payot & Rivages.

Latouche, S. (2019b). *Faut-il refuser le développement?* (Deuxième édition ed.). Arthaud poche.

Latour, B. (2017). *Où atterrir ? : Comment s'orienter en politique*. La Découverte.

Leff, E., et Albarracín, E. S. (2015). La complexité environnementale. *Écologie & Politique (Paris)*, 51(2), 159-171. <https://doi.org/10.3917/ecopo.051.0159>

Les Amis de la Terre France (2012, mai) L'histoire de REDD : une réelle solution à la déforestation ? [Communiqué de presse].

<https://www.amisdelaterre.org/communique-presse/l-histoire-de-redd-une-reelle-solution-a-la-deforestation-446/>

Les Amis de la Terre International (2014). Position sur REDD. <https://foei.org/wp-content/uploads/2020/12/REDD-FoEI-paper-Frances.pdf>

Lohmann, L. (2012). Mercados de Carbono. La neoliberalización del clima. Ediciones Abya-Yala. Quito, Ecuador.
<http://www.carbontradewatch.org/downloads/publications/Mercados-de-carbono-FINAL.pdf>

Luyckx, C. (2020). *Écophilosophie: Racines et enjeux philosophiques de la crise écologique*. Academia.

Macy, J. (2003). *World as lover, world as self: A guide to living fully in turbulent times*. Parallax Press.

Mariño-López. (2011). Clima y Política. Reflexiones sobre la perspectiva cultural en las políticas del cambio climático en Colombia: un acercamiento al análisis cultural y espacial de las políticas públicas. Dans Ulloa, A. (Eds.), *Perspectivas culturales del clima*. (p.495-528). Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.

Martineau, S. (2007). L'éthique en recherche qualitative : quelques pistes de réflexion. *Recherches Qualitatives, hors-série (5)*, 70-81. Université du Québec à Trois Rivières.

Martínez-Alier, J., Dufumier, M., et Verkaeren, A. (2014). *L'écologisme des pauvres: Une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Institut Veblen.

Mbembe, A. (2021). Notes sur l'eurocentrisme tardif. AOC.
<https://aoc.media/analyse/2021/03/16/notes-sur-leurocentrisme-tardif/>

Medioambiente, R. (2021, 22 avril). Duque destaca a Colombia en ambición climática : ¿qué tan cierto es ? *El Tiempo*. <https://www.eltiempo.com/vida/medio->

[ambiente/duque-destaca-a-colombia-en-ambicion-climatica-que-tan-cierto-es-583035](#)

Mejía, P. (2021, septiembre). Mercados de carbono en Colombia. Asuntos Legales. <https://www.asuntoslegales.com.co/analisis/pablo-mejia-3227380/mercados-de-carbono-en-colombia-3227382>

Merchant, C. (2021). *La Mort de la Nature. Les femmes, l'écologie et la révolution scientifique* (M. Lauwers, Trad.). Marseilles, France : Wildproject. [livre original publié en 1980].

Miles, M. B., Huberman, A. M., et Saldaña, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook* (3rd ed.). Sage.

Ministerio del Interior (2014, avril). Diagnostico Comunitario Pueblo Kamënsá. Sibundoy, Putumayo. https://siic.mininterior.gov.co/sites/default/files/pueblo_kamentsa_diagnostico_comunitario.pdf

Moore, J. W. (2022). Anthropocene, capitalocene & the flight from world history: Dialectical universalism & the geographies of class power in the capitalist world-ecology, 1492-2022. *Nordia Geographical Publications*, 1-24. <https://doi.org/10.30671/nordia.116148>

Morizot, B. (2020). *Raviver les braises du vivant: Un front commun*. Actes Sud.

Movimiento regional por la tierra. (s.d.). Pueblo Kamëntsa y Su R-Existencia Territorial. Línea de tiempo. <https://porlatierra.org/casos/68/linea>

Movimiento regional por la tierra (2015, octubre). De Pueblo en vía de extinción a pueblo que fortalece su pensar y hacer propios como “Primer Territorio”. <https://porlatierra.org/docs/5ce7a92094c2b423b80b430d846b23a4.pdf>

Municipios de Colombia. (s.d.). Información sobre pueblos y ciudades de Colombia. <https://www.municipio.com.co>

- Næss, A., Mubalegh, N., Madelin, P., et Afeissa, H. (2017). *Une écologie pour la vie: Introduction à l'écologie profonde*. Paris: Seuil.
- Niang, M. (2017). Une Africaine en « terrain africain ». Défis épistémologiques, éthiques et méthodologiques lors d'une recherche qualitative effectuée au Burkina Faso. *Recherches Qualitatives*, 36(1), 24-44. <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/revue/>
- Observatorio DD.HH. y DIH. (s.d). Diagnóstico de la situación del pueblo indígena Inga. <https://docplayer.es/35054765-Diagnostico-de-la-situacion-del-pueblo-indigena-inga.html>
- ONF (Office National des Forêts) (s.d.). Giec : la gestion durable des forêts, un levier essentiel pour lutter contre le changement climatique. <https://www.onf.fr/vivre-la-foret/+/480::rapport-du-giec-quel-role-de-la-foret-face-au-rechauffement-climatique.html>
- Our World in Data. (s.d.a) Cumulative CO2 emissions by world region. <https://ourworldindata.org/grapher/cumulative-co2-emissions-region>
- Our World in Data. (s.d.b) Share of land covered by forest. <https://ourworldindata.org/grapher/forest-area-as-share-of-land-area?tab=chart&yScale=log&time=1990..2020&facet=entity&uniformYAxis=0&country=BRA~COL~ECU~PER~MEX~CHL~ARG~BOL>
- Oxfam (2021, Août). Pas si net. Objectifs climatiques “zero émission nette”: conséquences sur l'éthique foncière et alimentaire. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621205/bp-net-zero-land-food-equity-030821-fr.pdf;jsessionid=194D35ABEAEE98B5774929E6B27BF6DD?sequence=17>
- Pacheco, J. D. Q. (2016). Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario. 127. <https://repository.urosario.edu.co/bitstream/handle/10336/13915/tesis%20final%20>

[202017%20pd.pdf;jsessionid=738684B842D096E4370BC6214EA69C20?sequence=1](https://coecoceiba.org/wp-content/uploads/2013/12/laboratorio-climatico-o-dictadura-del-carbono.pdf)

- Porras, A., Porras, M., Rojas, I., Picado, H. (2017). ¿Laboratorio climático o dictadura del carbono? Un análisis de la financiarización de la naturaleza en Costa Rica. <https://coecoceiba.org/wp-content/uploads/2013/12/laboratorio-climatico-o-dictadura-del-carbono.pdf>
- Prebisch, R. (1985) [1950]. The Economic Development of Latin America and its Principal Problems (United Nations, New York, 1950), in Meier G, *Leading Issues in Development Economics*, New-York : Oxford University Press.
- Quijano, A. (2019). Colonialidad del poder, raza y capitalismo. *Debates En Sociología*, (49), 165-180. <https://doi.org/10.18800/debatesensociologia.201902.010>
- Quijano, A. (2020). Colonialidad del poder, eurocentrismo y américa latina. *Cuestiones y horizontes* (pp. 861). Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales. CLACSO. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1gm019g.31>
- Reyes, O. (s.d.) Au-delà des marchés du carbone. Chronique ONU. <https://www.un.org/fr/chronicle/article/au-dela-des-marches-du-carbone>
- Rodríguez-de-Francisco, J. C., del Cairo, C., Ortiz-Gallego, D., Velez-Triana, J. S., Vergara-Gutiérrez, T., et Hein, J. (2021). Post-conflict transition and REDD+ in Colombia: Challenges to reducing deforestation in the amazon. *Forest Policy and Economics*, 127, 102450. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2021.102450>
- Rosbach de Olmos, L. (2011). Clima y teoría. Del monólogo científico a las pluralidades culturales: dimensiones y contextos del cambio climático desde una perspectiva antropológica. Dans Ulloa, A. (Eds.), *Perspectivas culturales del clima*. (p.55-84). Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- Ruiz, J.R. (2020). La territorialidad del pueblo Kamëntsa de Sibundoy (Putumayo, Colombia). Una dimensión cultural para la construcción política. Universidad Andina Simon Bolivar. Sede Ecuador, Quito. [mémoire]

<https://repositorio.uasb.edu.ec/bitstream/10644/7428/1/T3224-MEC-Villamil-La%20territorialidad.pdf>

Sanchez-Alvarado, L.F. (2020, 13 novembre). La Amazonía y el invisible manejo del bosque. Universidad de los Andes. https://uniandes.edu.co/es/noticias/historia-lenguaje-y-cultura/la-amazonia-y-el-invisible-manejo-del-bosque?fbclid=IwAR3AqWL0NB_JIOr9hFTcwlrNF-Mj6GWw1XqAtq8jp5mofsoOuI_8i6GJ-gk

Saousa Santos, Boaventura d. (2010). Descolonizar el saber, reinventar el poder. Montevideo, Uruguay: Ediciones Trilce. http://www.boaventuradesousasantos.pt/media/Descolonizar%20el%20saber_final%20-%20Cópia.pdf

Sauvé, L. (2007). L'éducation relative à l'environnement et la globalisation : Enjeux curriculaires et pédagogiques. *Éducation Relative à l'Environnement: Regards-Recherches-Réflexions*, <https://doi.org/10.4000/ere.3894>

Schroeder, H., et González, N. C. (2019). Bridging knowledge divides: The case of indigenous ontologies of territoriality and REDD. *Forest Policy and Economics*, 100, 198-206. <https://doi.org/10.1016/j.forpol.2018.12.010>

Seoane, J. (2017). Las (re)configuraciones neoliberales de la cuestión ambiental: una arqueología de los documentos de Naciones Unidas sobre el ambiente 1972 – 2012. Buenos Aires, Argentine: Ediciones Luxemburg. <https://censat.org/apc-aa-files/686468646b6c61736a6b6c646a61736b/re-configuraciones-neoliberales-de-la-cuestion-ambiental.pdf>

Shiva, V. (2006). *Monocultures of the mind*. In Creative management and development. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/36708944/>

Stengers, I. (2022). *Cosmopolitiques*. La Découverte.

Surel, Y. (2000). L'intégration européenne vue par l'approche cognitive et normative des politiques publiques. *Revue française de science politique*, 50(2), 235-254. <https://doi.org/10.3406/rfsp.2000.395466>

- Svampa, M. (2011). New 'developmentalism' extractive, governments and social movements in latin america. *Problèmes d'Amérique Latine*, 81, 101-127. <https://doi.org/10.3917/pal.081.0101>
- Terridata (s.d.). Terridata. DNP (Departamento Nacional de Planeación). <https://terridata.dnp.gov.co/index-app.html#/perfiles/86749>
- Tordjman, H. (2021). *La croissance verte contre la nature: Critique de l'écologie marchande*. La Découverte.
- Ulloa, A., Escobar, E.M., Donato, L.M. y Escobar, P. (2008). Mujeres indígenas y cambio climático. Perspectivas latinoamericanas. Universidad Nacional de Colombia, Fundación Natura, UNODC, Bogotá. <https://www.unodc.org/documents/colombia/2013/Agosto/DA2013/MUJERES-INDIGENAS-CAMBIO-CLIMATICO.2008.pdf>
- Ulloa, A. (2011) Perspectivas culturales del clima. Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- UNEP - UN Environment Programme. (s.d). About green economy. <https://www.unep.org/explore-topics/green-economy/about-green-economy>
- UNFCCC - United Nations For Climate Change. (s.d.). News. Contributions déterminées au niveau national (NDCs). <https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/l-accord-de-paris/nationally-determined-contributions-ndcs/contributions-determinees-au-niveau-national-ndcs>
- United Nations Western Europe. (2022, mai). Green economy: a path towards sustainable development and poverty eradication. <https://unric.org/en/green-economy-a-path-towards-sustainable-development-and-poverty-eradication/>
- Vidard, M. (2022, 9 mai). Pour une révolution politique, poétique et philosophique avec l'astrophysicien Aurélien Barrau [émission radio]. France inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre>
- WCS (Wildlife Conservation Society) Colombia. (s.d.). Piedemonte Andino-Amazónico. <https://colombia.wcs.org/es-es/Paisajes/Piedemonte-Andino-Amazonico.aspx>

WRM (Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales). (2022a). 10 años de REDD+ en Acre y sus impactos sobre las mujeres indígenas y “extractivistas”. <https://www.wrm.org.uy/es/15-anos-redd-Acre-impactos-mujeres-indigenas-extractivistas>

WRM (Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales). (2022b). 15 años de REDD: Un mecanismo intrínsecamente corrupto. <https://www.wrm.org.uy/es/publicaciones/15-anos-de-redd-un-mecanismo-intrinsecamente-corrupto>

WWF. (2014, juillet). WWF en el piedemonte Andino-Amazónico de Colombia. <https://www.wwf.org.co/?225190/WWF-en-el-piedemonte-Andino-Amazonico-de-Colombia>

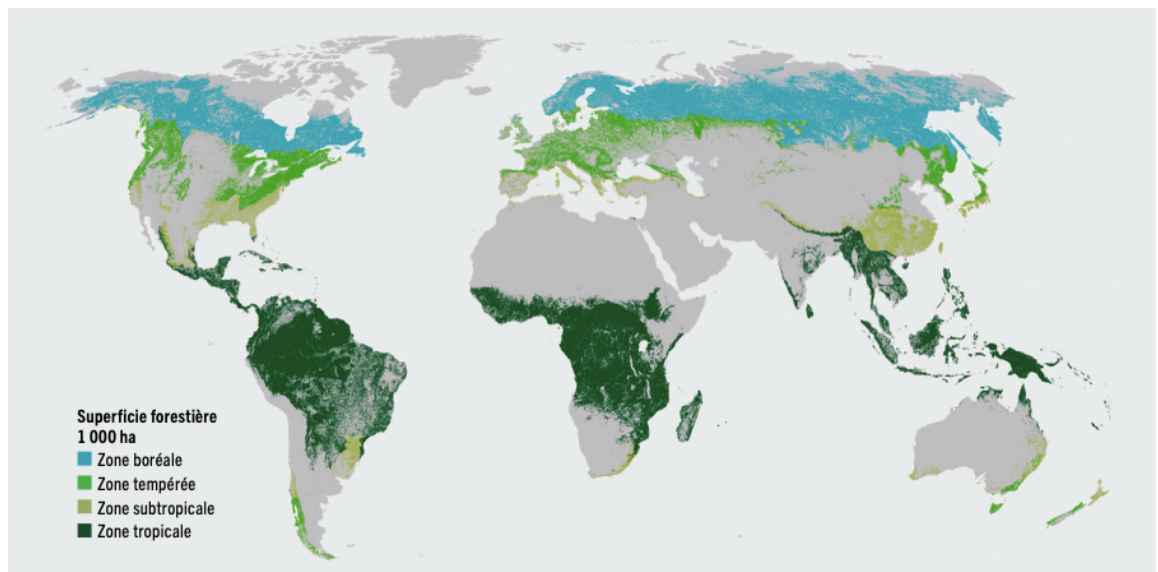
WWF. (2021). Un Clima peligroso. Deforestación, cambio climático y violencia contra los defensores ambientales en la Amazonía colombiana. https://ideaspaz.org/media/website/WWF_ColombiaAmazonas_2021_ES_WEB.pdf

Yucra, S. (2021, août). Los bosques en el radar: Cinco noticias forestales de julio que no puedes perderte. CIFOR Forests News. <https://forestsnews.cifor.org/73821/los-bosques-en-el-radar-cinco-noticias-forestales-de-julio-que-no-puedes-perderte?fnl=en>

Ziai, A. (2016). Development discourse and global history: From colonialism to the sustainable development goals (edition 1) (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315753782>

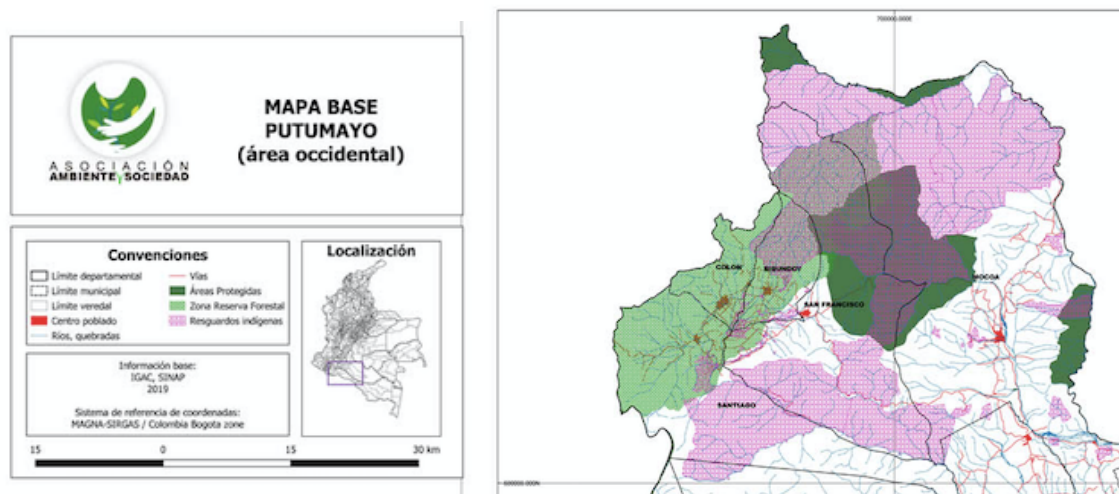
Annexes

1. Répartition des forêts dans le monde par zone climatique



Source : FAO, 2020, cité dans FAO, 2022

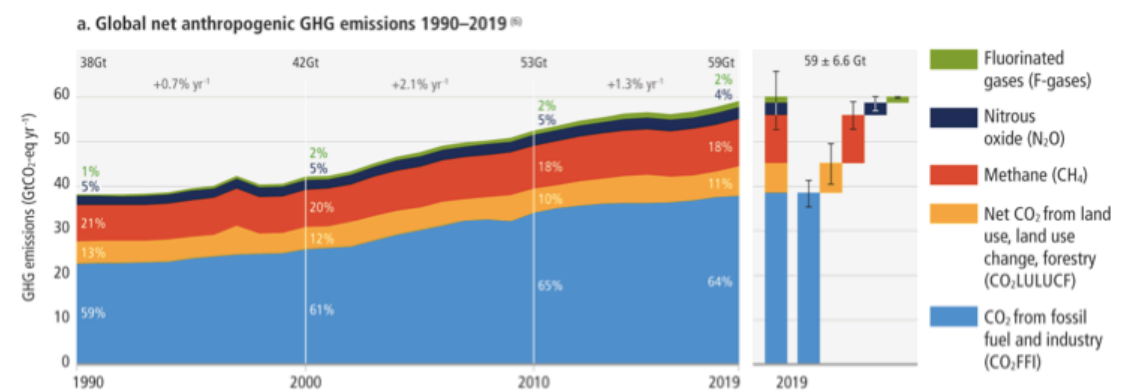
2. Figure de protection environnementale.



Source: Ambiente y sociedad, s.d.

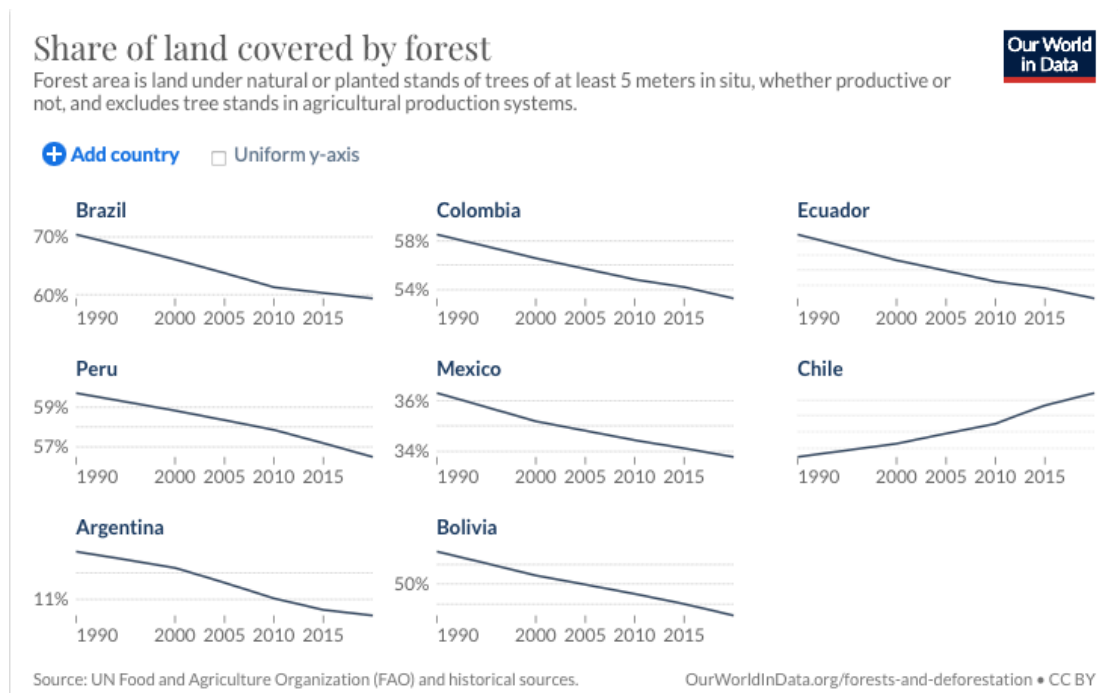
3. Émissions globales nettes de gaz à effet de serre anthropogéniques, 1990-2019

Global net anthropogenic emissions have continued to rise across all major groups of greenhouse gases.



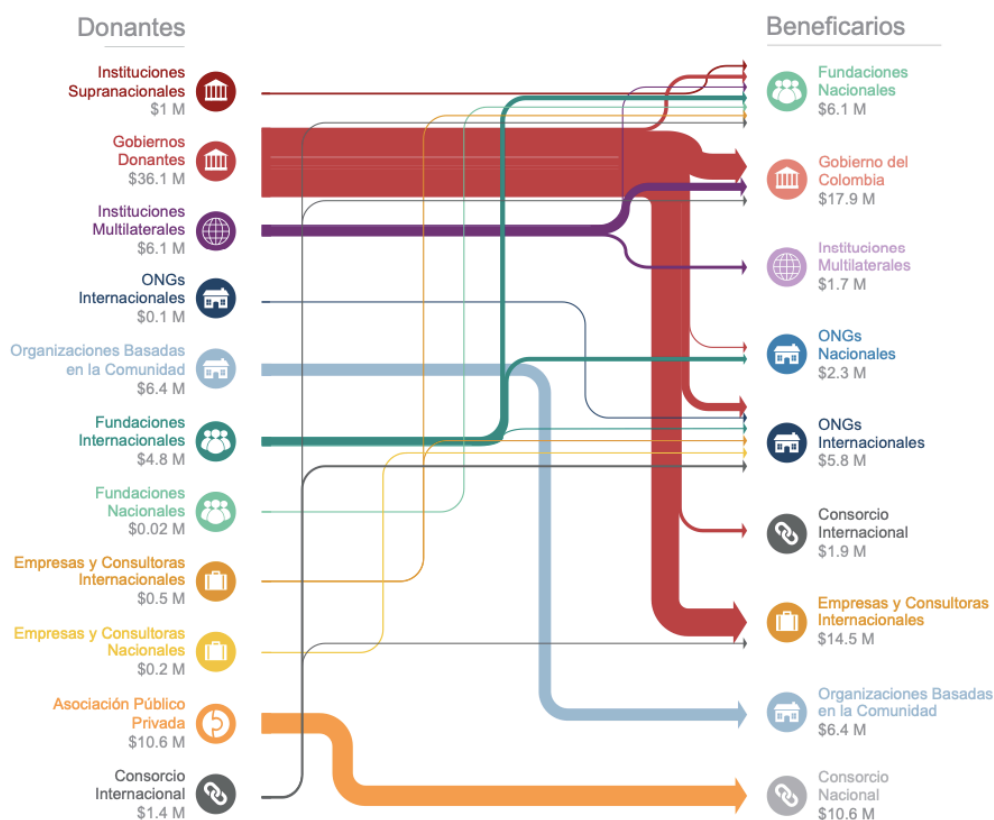
Source : IPCC, 2022

4. Part de la couverture forestière des terres émergées



Source: Our World in Data, s.d.b

5. Flux de financement des activités REDD+ entre donateurs et bénéficiaires, 2009-2014, Colombie.



Source : Gómez et Hernandez, 2016

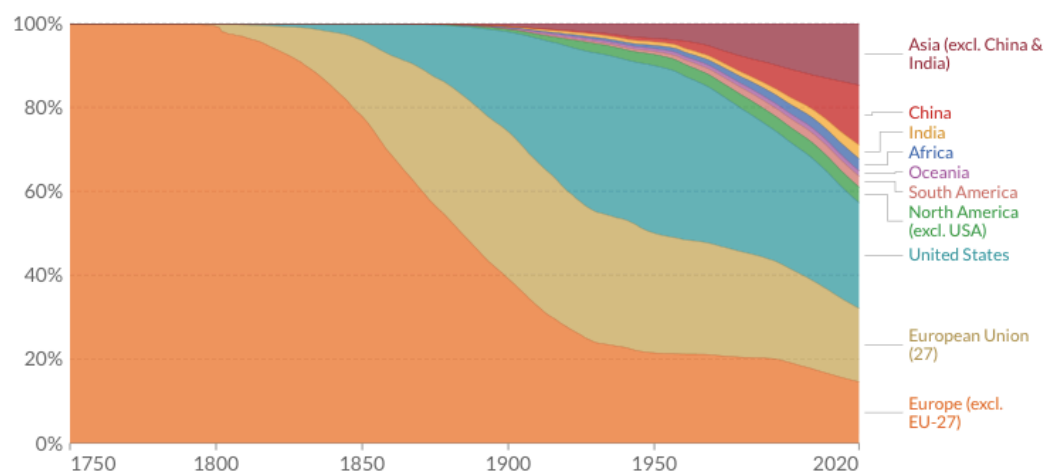
6. Émissions de CO2 cumulées par région du monde

Cumulative CO₂ emissions by world region

Cumulative carbon dioxide (CO₂) emissions by region from the year 1750 onwards. Emissions are based on territorial emissions (production-based) and do not account for emissions embedded in trade. This measures CO₂ emissions from fossil fuels and cement production only – land use change is not included.

Our World in Data

Relative



Source: Our World in Data based on the Global Carbon Project

OurWorldInData.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions • CC BY

Source: Our World in Data, s.d.a

Index

Liste des acronymes

CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique

CDB : Convention sur la Diversité Biologique des Nations Unies

CO₂ : Dioxyde de carbone

COP : Conférence des Parties (*Conference of Parties*)

FAO : L'Organisation des N.U. pour l'Alimentation et l'Agriculture

GES : Gaz à effet de Serre

IIRSA : Initiative d'Intégration de l'Infrastructure de la Région Sud-Américaine

PNUD : Programme des N.U. pour le Développement

PNUE : Programme des N.U. pour l'Environnement

PSE : Paiements pour Services Environnementaux

REDD+ : Réduction des Émissions provenant du Déboisement et de la Dégradation des Forêts.

N.U. : Nations Unies

Résumé :

À l'heure actuelle, de nombreux efforts politiques sur la scène internationale tentent de faire face au changement climatique qui constitue un des défis environnementaux majeurs de notre époque. Un nouveau paradigme prend de plus en plus de place, celui de l'économie verte qui a pour ambition de soutenir une croissance économique tout en garantissant le bien-être social et en préservant l'environnement. Dans ce mémoire, je poserai un regard critique sur un type de programme d'atténuation du changement climatique : les projets de Réduction d'Émissions liées à la Déforestation et Dégradation des Forêts (REDD+). Ces projets sont financés par les acteurs issus des pays dits industrialisés et sont à destination des populations du Sud Global. J'analyserai, à partir d'une perspective anthropologique et géopolitique, les enjeux liés à ces projets, en prenant le cas d'une proposition d'un projet REDD+ dans le *Valle de Sibundoy*, une localité située dans le Sud-Ouest de la Colombie. Je m'intéresserai aux points de vue d'une ONG environnementale et des femmes *indígenas* qui habitent le territoire ciblé par le projet REDD+. Cela me permettra de montrer la pluralité des pensées et pratiques relatives à l'environnement qui se donne à voir selon les acteurs, ainsi que les relations de pouvoir entre ceux-ci, afin de questionner le modèle global dominant de gestion environnementale et climatique.

Mots clés :

REDD+, Colombie, environnementalismes, populations *indígenas*